

Journal de 1970

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 5 sch. ; Espagne, 10 P. ; Canada, 60 c. ct. ; Danemark, 2,75 kr. ; Grèce, 22 dr. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Irlande, 12 sh. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 P. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
63121 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 4297-23 Paris
TÉLEX Paris n° 60772
Tél. : 770-91-29

Selon un ministre iranien

LA HAUSSE DES PRIX DU PÉTROLE interviendra dès le 1^{er} octobre

LIRE PAGE 24

LES PAYS ANCIENS... arrestations... putsch... de bannissement... artees

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Madagascar sur la voie socialiste

Chaque soir, pendant une semaine, le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, chef de l'État malgache et chef du gouvernement, a entretenu à la radio ses concitoyens du programme d'action qu'il a mis au point moins de trois mois après son investiture en un directeur militaire, et chef du Conseil suprême de la révolution, a successivement fait état de la nationalisation des banques, des sociétés d'assurances, des « ressources du sous-sol », de la suppression des grandes sociétés extérieures, et de la distribution des terres aux paysans, de la mise en place de réseaux de distribution et de commercialisation contrôlés par l'État, y compris ceux du commerce extérieur. Dans une autre allocution, il a souligné « l'édification d'un État véritablement malgache », à commencer par sa langue officielle, tant en précisant que, dans une phase transitoire, le français sera aussi utilisé.

De nombreux points de ce itinéraire-programme ne constituent pas une surprise. Le chef de l'État avait annoncé, dès le mois de juin, la nationalisation des banques et des assurances, en précisant qu'il acceptait le principe des indemnités. Il avait déjà promis une réforme agraire le jour de son investiture, quand il s'était engagé à renouer avec vigueur « l'expérience des « fokonolona », ces communautés rurales que son prédécesseur, le colonel Ratsimandrava, avait déjà tenté de faire revivre.

Ce qui frappe, surtout dans ces nouvelles quotidiennes, c'est le réalisme de l'homme du pouvoir révolutionnaire, le chef de l'État a déclaré, par exemple, que l'information devait être « rigoureuse », et que le gouvernement a « défini ses objectifs. Depuis longtemps, on parle de « socialisme » à Madagascar sans vraiment l'appliquer. En employant les formules qui heurteront l'ancien personnel politique attaché à la tradition « libérale » de l'île, Ratsiraka veut signifier qu'un « socialisme » a été fait.

Le leader malgache a choisi le moment opportun pour s'exprimer : il n'avait jamais fait mystère de son passé. Transmutée par les troubles qu'a connus le pays depuis le début de l'année, la population aspire à être gouvernée par un chef plus sûr que ceux qui ont précédé le chef de l'État. Ratsiraka a d'ailleurs fait une distinction, dans la dernière de ses allocutions, entre la « bourgeoisie compradore », dévouée au système étranger, et la bourgeoisie nationale, capable, jusqu'à un certain point, d'espérer l'indépendance.

À Paris, aucun commentaire officiel n'a été fait après la nationalisation, la semaine dernière, d'une société d'imprimerie que le chef de l'État considérait comme le symbole du colonialisme français. D'autres sociétés contrôlées par le capital étranger avaient déjà été nationalisées le 20 juin, ce qui n'a pas empêché la signature, quatre jours plus tard, de nouveaux accords de coopération.

Malgré l'existence d'un contentieux que les mesures annoncées ces derniers jours pourraient esquisser, l'aide française à la Malde demeure importante. On apprécie que l'ancien ministre des affaires étrangères, mis par un nationalisme rampant, ait resté aux solutions américaines ou soviétiques. Madagascar est un des pays vraiment « non alignés ». M. Ratsiraka saura-t-il y inscrire un socialisme à visage humain ? Cela est encore plus incertain que d'échapper à l'emprise des grandes puissances.

ENTRAINANT L'ABSTENTION DES ÉTATS-UNIS

L'U.R.S.S. ne se fait pas représenter à la signature de l'accord israélo-égyptien

Damas « réprovoque » un document qui « met fin pratiquement à l'état de guerre »

L'accord israélo-égyptien négocié par M. Kissinger est signé jeudi 4 septembre dans l'après-midi au Palais des Nations de Genève par un représentant militaire et civil des gouvernements du Caire et de Jérusalem, mais en l'absence inattendue des deux grandes puissances, l'U.R.S.S., en effet décidé de ne pas se faire représenter à la cérémonie de signature, ce qui a empêché le gouvernement américain, au dernier moment, d'obtenir d'y participer aussi.

D'autre part, le parti Baas syrien a officiellement « réprovoqué » l'accord israélo-égyptien, qu'il considère comme « une grave défaite de la cause arabe ». M. Kissinger, qui venait de quitter Damas, est rentré samedi soir à Washington, où il a été accueilli par le président Ford en personne. Le secrétaire d'État doit être entendu jeudi par la Commission des affaires étrangères du Sénat, mais l'administration a bon espoir que le Congrès donnera son accord à la présence de techniciens américains dans le Sinaï.

À Jérusalem, le nouvel accord intérimaire a été approuvé à une forte majorité par le Knesset. Le général Dayan et plusieurs députés de la coalition gouvernementale ont voté contre.

Au Liban, une unité de l'armée israélienne a été tuée dans la nuit de mercredi à jeudi deux pétroliers de l'édifice près de la ville de Sidon, à une soixantaine de kilomètres au nord de la frontière israélienne. Selon les commentateurs militaires de Tel-Aviv, il s'agit d'une opération qui vise à retarder les tayloriens sur la défensive pour les empêcher de prendre l'initiative.

PRÉSENTÉ AU PAYS PAR M. GISCARD D'ESTAING

Le plan de soutien prévoit 20 milliards de crédits publics une aide à la trésorerie des entreprises et un abaissement des taux du loyer de l'argent

Report probable du versement de l'impôt sur les bénéfices

M. Giscard d'Estaing présente, ce jeudi soir à la télévision, le plan de soutien de l'économie adopté dans la matinée par le conseil des ministres.

Ce programme, qui a été modifié jusqu'à la dernière minute, devait comprendre quatre grands chapitres : une « rallonge » de crédits budgétaires pour les équipements publics (environ 12 milliards), une aide à la consommation (en faveur des personnes âgées, des enfants d'âge scolaire et peut-être des petits contribuables) pour 5 milliards environ, un soutien aux entreprises (particuliers, équipements publics, investissements privés, n'a pas été non plus facile. La semaine dernière il était envisagé de faire un effort beaucoup plus important que l'initialement prévu en faveur du secteur privé (dont dépend finalement la réussite ou l'échec du plan) et de donner un peu dans les crédits supplémentaires qu'on prévoyait d'accorder aux investissements publics. M. Giscard d'Estaing a, au contraire, demandé que soit accru l'effort d'abord envisagé en faveur des équipements collectifs, qui sera ainsi passé en quelques jours de 9 ou 10 milliards à 7 ou 8 milliards, pour finalement s'établir à 12 milliards de francs. De même, l'effort consenti par le budget de l'État pour soutenir la consommation des particuliers a-t-il été légèrement augmenté passant de 3,5 à environ 5 milliards de francs.

À l'occasion du conseil des ministres, le plan gouvernemental se présentait ainsi :

- Dépenses supplémentaires consenties par l'État : 20 milliards de francs.

Cette somme devait être réinjectée dans les circuits économiques de trois façons :

- D'une part par des crédits supplémentaires destinés à favo-

riser la consommation des particuliers : 5 milliards de francs environ, comprenant notamment une prime exceptionnelle aux personnes âgées et aux familles ayant des enfants allant à l'école. D'autres mesures incitant la consommation étaient encore en suspens jeudi matin, notamment une réduction possible de l'impôt sur le revenu.

D'autre part, 12 milliards de francs sont engagés par l'État pour améliorer ou développer un grand nombre d'équipements collectifs, notamment le réseau routier, qui bénéficiera à lui seul de 1,5 milliard de francs. La consigne donnée par M. Giscard d'Estaing et Fourcade a, en effet, été de ne retenir que des projets pouvant être très rapidement réalisés. Il s'agit, en d'autres termes, de dépenser très vite de l'argent. Justement, l'amélioration et le renforcement du réseau existant peuvent donner lieu dans des délais très brefs à de très nombreux travaux importants dans la mesure où il n'est pas nécessaire de procéder à des expropriations nouvelles. En revanche, et pour les mêmes motifs, le projet d'acquiescer la liaison Rhin-Rhône n'a pas été retenu, sans, bien sûr, que ce projet soit abandonné, comme le déclare M. Poniatowski dans une interview aux Dernières Nouvelles d'Alsace.

Enfin, les investissements privés bénéficieront de prêts importants de l'État, accordés par le Fonds de développement économique et social : 3 milliards de francs. Ces crédits pourraient servir à la réalisation de certains plans sectoriels, concernant notamment la machine-outil, la pétrochimie, l'imprimerie. Un prêt pourrait être accordé à Berliet.

ALAIN VERNHOLES.
(Lire la suite page 21.)

Genève : le choix de cette ville par M. Kissinger pour la signature de ce jeudi équivalait à une invite adressée à l'U.R.S.S. pour l'associer à l'accord.

M. T. (Lire la suite page 2.)

L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA EST ARRIVÉ INCOGNITO A PARIS (Lire page 4.)

AU JOUR LE JOUR

BANZER DIVISION

Le général Banzer, devenu chef de l'État bolivien par un coup d'État, vient de mettre au point le dernier cri de l'exercice de sécurité : l'« alerte anti-putsch », qui consiste à simuler une tentative de coup d'État pour vérifier la fidélité des forces armées.

Désormais, au parcouru du combattant pourrait donc s'ajouter une épreuve de défense de la légalité, ce qui serait une innovation révolutionnaire dans beaucoup de régimes de par le monde. L'entraînement à la légalité étant souvent négligé dans l'instruction des troupes.

Cela dit, en ce qui concerne la Bolivie, qui a connu plus de cent coups d'État depuis son indépendance, on aurait pu penser qu'en matière de putsch et de contre-putsch l'armée bolivienne était déjà surentraînée.

BERNARD CHAPUIS.

LA MALAISIE, PROSPÈRE ET FRAGILE

Menacée d'éclatement le mois dernier encore, la Fédération de Malaisie vient de sortir renforcée d'une confrontation entre le pouvoir central et le premier ministre de l'État du Sabah.

M. Mustapha. Forte personnalité, corrompu, ce dernier n'a pas craint, pour préserver son pouvoir, d'encourager les tendances sécessionnistes du territoire du nord de Bornéo, qu'il dirige depuis huit ans. Le chef du gouvernement de Kuala-Lumpur a finalement en raison de ce point, qu'il a déclaré, mercredi 3 septembre, qu'il abandonnerait ses fonctions le 31 octobre. Il sera remplacé par son adjoint, M. Syed Keruak.

Afin de renforcer la cohésion de la Fédération, M. Abdul Rasak visite actuellement le Sarawak. État voisin du Sabah. Mais il doit maintenant se préoccuper du maintien de l'ordre à Kuala-Lumpur même, à la suite de l'attentat commis mardi contre des forces para-militaires. Notre envoyé spécial analyse dans un premier article ce que fut la crise du Sabah ; il fera dans un second article le point de la politique économique du gouvernement malaisien.

I. — La tragi-comédie du Sabah

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Le Sabah, au nord de Bornéo, est une région de 150 000 km², qui a été rattachée à la Fédération de Malaisie en 1963. Elle est gouvernée par un conseil exécutif présidé par M. Mustapha, le chef du gouvernement de l'État du Sabah, dans la partie malaisienne de Bornéo, déteste la chronique à Kuala-Lumpur. La presse locale, conformiste et généralement ennuyeuse, avait en juillet commenté à publier les accusations que se jetaient à la figure les protagonistes de la tragi-comédie qui s'est jouée au Sabah, tout en laissant bien entendre qu'elle se situait du bon côté, celui du gouvernement central.

Les histoires que l'on se raconte de bouche à oreille depuis plusieurs années sur Mustapha, ce flamboyant personnage de cinquante-sept ans, originaire du sud des Philippines et « ministre-chercheur » (Chief minister) du Sabah depuis 1967, ne sont certainement pas la raison principale qui a poussé Kuala-Lumpur à l'inviter à donner sa démission et à pro-

voquer une scission au sein du parti au pouvoir au Sabah.

Mustapha est connu pour les méthodes expéditives qu'il a utilisées en vue de remporter les élections.

(Lire la suite page 21.)

DE VIVES CRITIQUES SONT ADRESSÉES AU CHEF DE L'ÉTAT ET AUX MINISTRES DE L'INTÉRIEUR ET DES FINANCES.

(Lire page 5.)

PREMIERS ROMANS DE LA SAISON

Debray, Todd et Modiano

De la première tournée de romans qui viennent de paraître sortent trois noms connus pour des raisons diverses : Régis Debray comme militant politique, Olivier Todd comme journaliste d'audience internationale, Patrick Modiano qui, seul, ne doit sa réputation qu'à la littérature.

Est-ce parce que leur action s'est lancée dans l'actualité, les romans de Régis Debray et d'Olivier Todd se rapprochent : ils transposent une expérience vécue aux deux points chauds de l'actualité internationale. Le premier auprès des guérilleros et dans les prisons d'Amérique latine, le second au Vietnam. Pourquoi dans ces deux cas le recours à la fiction, qu'il se situe dans le lignée de Malraux ou de Mailer ? Pour en dire moins ? Pour en dire plus ? Pour le dire mieux ? Le fait est que le roman, menacé de formalisme, s'en trouve rechargé de réalité.

À ces livres-témoignages, Patrick Modiano oppose les prestiges d'une littérature moins temporelle. Après trois succès où se répétait l'obsession d'une Occupation imaginaire que l'auteur était trop jeune pour avoir subie — « la Place de l'Étoile », « le Rond de nuit », « les Boulevards de ceinture », « Villa triste » peint un amour sans lendemain dans le monde détraqué d'une ville d'eaux savoyarde vers 1960. Mais c'est la même poésie de l'inadaptation, d'un éternel exil, et le lacanisme tremblant de Modiano évoque d'errée celui de « l'Étranger ».

(Lire page 11.)

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT
ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE

objet :	secrétariat de direction secrétariat médical
note confidentielle :	L'École assure les connaissances pratiques indispensables... mais elle s'attache surtout à développer les qualités qui font d'un secrétaire, une véritable collaboratrice.
adresse :	40, rue de Liège - Paris 8 ^e tél. 387.58.83 • 387.52.90

Le Monde de l'éducation

RENTREE SCOLAIRE

le numéro de septembre vient de paraître

PROCHE-ORIENT

LE DEUXIÈME RETRAIT ISRAËLIEN DANS LE SINAI

Par 70 voix contre 43 et 7 abstentions
La Knesset a approuvé l'accord intérimaire à l'issue d'un débat orageux

Le général Dayan s'est désolidarisé du parti travailliste

Jérusalem (A.F.P.). — C'est avec une majorité supérieure à celle escomptée que la Knesset a approuvé, mercredi soir 3 septembre, l'accord intérimaire avec l'Égypte : 70 voix pour, 43 contre et 7 abstentions. Pour la première fois peut-être de son histoire, la Chambre siègeait au grand complet (120 députés), plusieurs partis ayant même rappelé pour ce vote certains de leurs membres qui se trouvaient à l'étranger.

Les sept abstentions sont le fait de députés des divers partis d'extrême gauche. Parmi ceux qui ont voté contre figurent, en bonne place, les membres du Likoud, des partis extrémistes religieux. Le général Dayan, comme il l'avait annoncé depuis plusieurs jours, s'est désolidarisé de son parti et a voté contre, suivi par M. Mordechai Ben Porath, lui aussi membre de l'ancien groupe Raïf du parti travailliste. Ont également voté contre pour leur opposition à la politique gouvernementale, MM. Zevoulan Hammer et Tsion Ben Mair, connus pour leur opposition à la politique gouvernementale et leur soutien au Gouach Emonim, mouvement religieux d'implantation « sauvage » en Cisjordanie.

En cours d'une séance orageuse, où se sont multipliées les interruptions et les interruptions, des représentants de tous les partis ont pris place à la tribune, créateurs de l'opposition ont insisté sur le fait que la présence de techniciens américains dans les passes du Sinai créait un danger pour le pays. Les interventions peuvent se résumer ainsi : « Même si le Congrès approuve finalement l'envoi de techniciens civils, son autorisation n'est que dans un cadre de larges réserves. Et cette nouvelle situation portera tort à l'image d'Israël aux yeux d'une opinion publique américaine troublée par l'occupation du Vietnam ».

Le chef de l'opposition, M. Begin, a affirmé pour sa part : « Le fait est que le gouvernement a créé une situation où il n'y a pas de dégelage des forces réelles, mais une retraite pure et simple de l'armée israélienne. Le général Dayan lui a embêté le pas en reprochant au gouvernement d'être d'accord maintenant ce qu'il n'avait pas voulu céder en mars, sans obtenir rien de plus ». Il a ajouté : « Les passes stratégiques du Sinai, qui seront évacuées, n'ont pas moins d'importance pour Israël que les villages sur le Golan ».

Le ministre de la défense, M. Shimon Peres, ayant, dans sa réponse, justifié la présence américaine, a été interrompu par le député Meir Vilner (deuxième parti communiste pro-soviétique) qui, de sa place, lui cria : « Vous vous aliérez les États-Unis, tout juste comme vous vous étiez aliés la France ! ».

Le premier ministre, M. Israhel Rabin, a vigoureusement contesté qu'il y ait eu un « défilé américain ». Le gouvernement a pris ses décisions seul, en pleine connaissance de cause. Rabin a souligné : « Il a été en considération les intérêts d'Israël, le front arabe contre le pays et les intérêts américains, et c'est en conséquence, mais seul ».

En ce qui concerne l'accusation d'avoir mis Israël en danger en acceptant le retrait des passes.

AFRIQUE

Éthiopie

LA SITUATION NE CESSE DE S'AGGRAVER EN ÉRYTHRÉE RECONNAÎT LA PRESSE OFFICIELLE

Addis-Abeba (A.F.P., A.F., Reuter, U.P.I.). — Pour la première fois depuis plusieurs mois, la presse officielle éthiopienne a rompu, mardi 2 septembre, le silence sur la rébellion érythréenne. Elle estime que la situation « n'a cessé de s'aggraver » depuis un an. Le gouvernement éthiopien a annoncé, lundi, pour sa part, la création d'une commission interministérielle chargée de l'Érythrée, en raison de « l'entrée de nouvelles troupes armées en Érythrée les rebelles et leurs camps, ainsi que de la décision de certains gouvernements arabes de fournir à ces rebelles une aide morale et matérielle limitée ». De sources diplomatiques on apprend que les combats ont repris dans Asmara et autour de la capitale de la province. Asmara serait pratiquement isolée par les tris de requêtes des séparatistes.

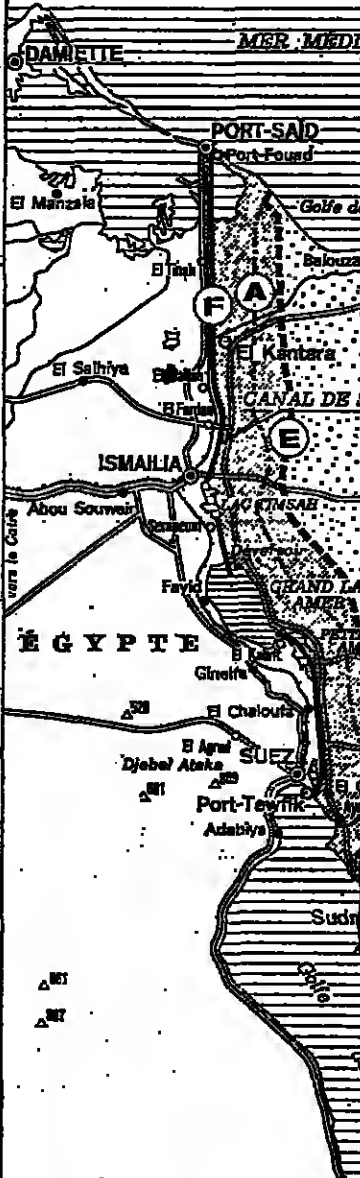
L'U.R.S.S. décide de ne pas se faire représenter à Genève

(Suite de la première page.)

Le refus du Kremlin signifie-t-il que l'Union soviétique « rejette » cet accord, comme l'affirme la presse libanaise, sur la base du « long message » que M. Arafat avait reçu de Moscou mercredi ? C'est peut-être aller un peu vite en besogne, mais le fait est que la presse soviétique, après avoir été relativement modérée pendant la navette de M. Kissinger, ne cache plus aujourd'hui sa mauvaise humeur. L'hebdomadaire *Temps nouveaux*, cité par l'agence Tass, estime, par exemple, que cet accord « ne fait que geler la situation au Proche-Orient et ne détend rien, la situation explosive qui règne dans cette région ».

Tous actes et mesures qui ne touchent pas les problèmes fondamentaux du règlement ne peuvent détendre la crise. Bien au contraire, ils ne peuvent que l'approfondir », poursuit l'hebdomadaire, qui relève les « nombreux avantages » obtenus par Israël, notamment « l'ajustement des mesures de blocus de la part de l'Égypte » et « le maintien de l'occupation israélienne des territoires arabes pour une durée indéterminée ». Selon le quotidien libanais *Al Safir*, l'U.R.S.S. aurait fait savoir à M. Yasser Arafat son opposition à ce que la conférence de Genève — ou plutôt son appareil formel — val que l'institution des deux coprésidents — serve de couverture juridique à des accords partiels. Autrement dit, elle ne saurait cautionner l'opération Kissinger, mais cela ne veut pas dire forcément qu'elle s'y opposera activement.

La carte officielle



1. Emplacement des stations de surveillance américaines entre les cols. — 2. Station de surveillance israélienne. — 3. Station de surveillance égyptienne. — 4. Secteurs de limitation des armements et des forces. — 5. Zone sous administration civile égyptienne.

L'article 4 de l'accord intérimaire conclu entre Israël et l'Égypte définit comme suit les principes suivant lesquels les forces militaires des parties seront déployées :

1) Toutes les forces israéliennes seront déployées à l'est des lignes désignées sous le nom de lignes E et J sur la carte ci-jointe.

2) Toutes les forces égyptiennes seront déployées à l'ouest de la ligne désignée sous le nom de ligne K sur la carte ci-jointe.

3) Le secteur entre les lignes désignées sur la carte ci-jointe sous le nom de lignes E et F, et le secteur compris entre les lignes désignées sur la carte ci-jointe, sous le nom de lignes G et K, seront des secteurs de limitation des armements et des forces.

4) La zone entre les lignes désignées sur la carte ci-jointe sous le nom de lignes E et J sera une zone-tampon. Dans cette zone, la force d'urgence des Nations unies continuera de remplir ses obligations définies par l'accord israélo-égyptien de dégelage du 18 janvier 1974.

5) Dans le secteur au sud de la ligne E et à l'ouest de la ligne M, telles qu'elles sont définies sur la carte ci-jointe, il n'y aura pas de forces militaires, comme spécifié dans l'annexe ci-jointe.

Une unité israélienne a attaqué deux patrouilles palestiniennes près de Saïda

Une unité de l'armée israélienne a attaqué, dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 septembre, deux patrouilles de fedayin du territoire libanais, près de la ville de Saïda. Selon un porte-parole militaire israélien, deux jeeps remplies de Palestiniens ont été détruites, et plusieurs de leurs occupants tués. Le porte-parole a précisé que les forces israéliennes n'avaient subi aucune perte.

A Beyrouth, l'agence d'information palestinienne a affirmé que les fedayin avaient repoussé, jeudi matin, une tentative de débarquement israélien près de Saïda. Cinq vedettes israéliennes se seraient approchées de la côte libanaise et auraient ouvert le feu pour couvrir le débarquement d'une unité israélienne à proximité de la route reliant la ville de Saïda au camp de réfugiés d'Aln-El-Haloue. Selon les premières informations, quatre Palestiniens ont été blessés au cours de accrochages.

C'est la troisième intervention des forces israéliennes contre le sud du Liban depuis le début de la semaine. L'aviation de l'État hébreu avait attaqué, lundi, le secteur de Hasbaya (sud-ouest du Liban) et, mardi, le camp de Bouqoulyeh (près de Tyr). Cette dernière attaque avait fait trois morts et sept blessés parmi la population civile.

L'intensification de ces attaques a coincidé, mercredi, avec la journée de protestation contre l'accord égypto-israélien. Or, d'ailleurs dans les camps de réfugiés du Sud-Liban que les nationalistes ont été les plus bruyants, avec notamment de marches de protestation et de grève générale.

La population libanaise s'est largement solidarisée avec les Palestiniens et à l'appel de partis progressistes, une grève générale a été observée dans les villes, notamment à Tyr et Saïda.

Des manifestations et des réunions se sont également déroulées dans les camps palestiniens à Beyrouth : des pétitions, des grèves, des manifestations devant l'ambassade d'Égypte pour prévenir un incident. — (A.F.P., U.P.I.)

Liban

Une unité israélienne a attaqué deux patrouilles palestiniennes près de Saïda

Océan Indien

Des affrontements font trois morts dans la Grande-Comore

Des affrontements entre partisans du gouvernement de Moroni et défenseurs de l'ancien président Ahmed Abdallah ont fait trois morts et douze blessés, mardi 2 septembre, au village de Mboni, dans le nord de la Grande-Comore. M. Ali Solih, délégué à la défense et à la justice au sein du conseil exécutif, s'était rendu avec deux hommes au village de Mboni pour s'informer de la situation. Le brigadier de gendarmerie locale, en effet, ne transmettait plus de renseignements par radio. C'est au moment où il s'entretenait avec les gendarmes que M. Solih et ses hommes ont été attaqués par un groupe de partisans de M. Abdallah. Agresseurs et agressés ont fait usage d'armes à feu.

Mboni est le village dont M. Mohamed Taïb, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement de M. Abdallah, est originaire. Selon certaines informations, il se cachait dans la région, où il avait organisé des commandos armés. M. Solih a déclaré, à son retour à Moroni, qu'une chasse à l'homme serait organisée afin de retrouver le responsable du « plus grave incident sanglant de l'histoire des Comores ».

On apprend d'autre part que les négociations pour le transfert des pouvoirs dans les trois îles qui se sont prononcées en faveur de l'indépendance ont commencé lundi 4 Moroni.

De notre correspondant

Moroni. — Il y a, un mois, le 3 août, le président Ahmed Abdallah était renversé. « Dans les esprits, la déposition d'Ahmed Abdallah et déjà loin », explique un commentateur qui ajoute : « Les principales préoccupations des Comoriens concernent le riz et le sucre ». Ces deux denrées, aliments de base de la population, commencent à manquer.

Les nouveaux dirigeants tentent de faire face à la situation, en réduisant autoritairement les prix et en prenant contact avec les pays voisins pour un réapprovisionnement en riz. Il faut faire vite, commente un membre du conseil national exécutif chargé des finances, « il nous faut trouver les 400 millions de francs C.F.A. que la France devait verser pour le second semestre 1975 ».

En attendant, un certain nombre de mesures d'austérité ont été prises.

Anjouan, l'île natale de l'ancien président Abdallah, reste coupée du reste de l'archipel. « Nous voulons évaluer pour la situation », précise M. Ali Solih, l'inspecteur du coup d'État et aujourd'hui délégué à la défense et à la justice. Il espère ainsi provoquer un retour rapide d'Anjouan dans le giron comorien.

Les fonctionnaires anjouanais, qui n'ont pas été payés depuis

M. Kissinger fraîchement reçu à Damas et à Amman

Les Soviétiques doivent d'ailleurs tenir compte des réactions négatives enregistrées dans les capitales arabes. Or, nous même parier de l'hostilité déclarée des Palestiniens, celle de la Syrie ne peut que renforcer leur attitude de non-caution de l'accord israélo-égyptien. M. Kissinger avait à peine terminé à Damas, mercredi, des entretiens qualifiés de « très francs et très courts » avec le général Assad qu'une réunion des commandants militaires régionaux du parti Baas au pouvoir, tenue en la présence du chef de l'État, annonçait l'accord et s'opposait à l'accord intérimaire égypto-israélien en tant que « grave défi pour la cause arabe ».

Le commandant du Baas syrien accuse notamment l'accord de « geler la situation » sur l'Égypte. « Il faut alors que la plus grande partie du Sinai et les territoires d'autres pays arabes demeurent sous l'occupation israélienne-égyptienne pratiquement fin de manière contractuelle d'état de guerre avec Israël en rendant licite le passage des marchandises israéliennes à travers le canal de Suez. Damas invite les autres pays arabes, et notamment les Jordaniens et les Palestiniens, à « oublier leurs querelles » en vue de faire face à ce « tour en spirale » dans le cours de l'affaire palestinienne ».

L'opposition de la Syrie s'est donc durcie, alors que la Jordanie et le pays transjordanien ont, au contraire, exprimé un accueil plutôt frais à M. Kissinger, également mercredi. Le roi Hussein, qui en veut surtout au Congrès américain d'avoir bloqué la fourniture de missiles sol-air Hawk à son pays, a, selon une « haute personnalité américaine », affirmé au secrétaire d'État qu'il approuvait l'accord intérimaire, mais il n'a pas fait en public.

La presse d'Amman s'est montrée plutôt critique pour sa part à l'égard des résultats de la dernière mission de M. Kissinger.

M. T.

M. Giscard d'Estaing a fait parvenir le message suivant à l'ancien président de la République française : « Je vous adresse mes très amicales félicitations pour le succès de votre action persévérante et intelligente en faveur de la paix ». Le président de la République avait adressé lundi 2 septembre un message au président Sadat (« Le Monde » du 3 septembre).

Allemagne fédérale

LE CHEF DE LA POLICE DE LA PROVINCE DE BUENOS AIRES a été tué par des terroristes

Argentine

Le chef de la police de la province de Buenos Aires a été tué par des terroristes le 2 septembre. Le même jour à La Plata, des membres du mouvement péroniste de gauche, les Montoneros, ont attaqué un camion militaire. Ils ont tué un sergent et emporté des armes et des munitions. Deux personnes ont été tuées le 2 septembre, par l'explosion d'une

Irlande du Nord

LE CONSEIL PROTESTANT DES TRAVAILLEURS D'ULSTER a menacé de prendre des mesures draconiennes

Sri-Lanka

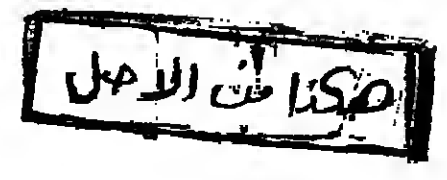
LA COALITION GOUVERNEMENTALE ne compte plus que deux partis

Union soviétique

LE PROFESSEUR ALEXANDRE LERNER, l'un des socialistes juifs les plus connus de la capitale soviétique, a été autorisé à assister mercredi 3 septembre, à Tbilissi (Géorgie), à une conférence internationale sur l'informatique, à laquelle des scientifiques américains l'avaient invité. Après un premier refus des autorités soviétiques, l'autorisation fut accordée : les savants américains avaient menacé de boycotter la réunion. — (A.F.P.)

Vietnam du Sud

SAIGON a décidé, à l'occasion de la fête de l'indépendance du 2 septembre, le rétablissement des relations postales entre le Vietnam du Sud et l'étranger.



ASIE

LA MALAISIE, PROSPÈRE ET FRAGILE

ne a attaqué ennies près de

DIEN font trois du-Comore

(Suite de la première page.) L'année dernière, juste après les quelques irrégularités...

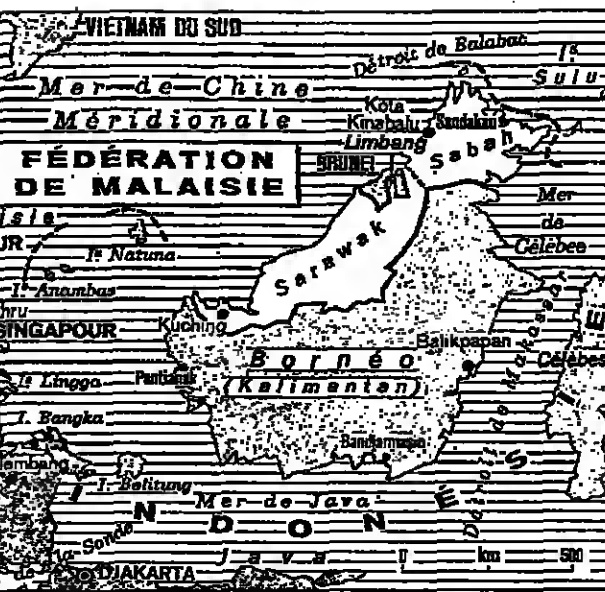
estimés à environ 2 millions de francs par mois (il y a quarante ans, avant de se lancer dans la politique, il était domestique dans une famille de colons britanniques).

Les relations de Mustapha avec le gouvernement central n'avaient cessé de se tendre depuis 1968. Détenant des pouvoirs étendus, en particulier dans le domaine de l'immigration...

Le Berjaya contre Mustapha

Le 15 juillet, alors que Mustapha vaquait à ses occupations favorites à Londres, plusieurs dirigeants du parti gouvernemental...

gouvernement et d'être le candidat à la succession de M. Abdul Razak. Plus récemment, en avril, il réunit ses amis politiques de l'USNO à Kota-Kinabalu pour discuter d'une éventuelle indépendance.



en danger l'équilibre fragile de la Fédération et réveiller les vieux démons raciaux et religieux. Le vice-ministre auprès du premier ministre, M. Abdullah Ahmad...

tion, ne sont guère satisfaisants. Le développement économique se fait presque exclusivement en faveur des Malais, Chinois et Indiens...

AMÉRIQUES

LES RÉACTIONS APRÈS LES ÉVÉNEMENTS AU PÉROU ET EN ÉQUATEUR

RIO-DE-JANEIRO : espoir d'une évolution modérée à Lima

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Ce qui vient de passer en Équateur et au Pérou n'a pas attiré de commentaires des autorités brésiliennes. Rien n'a changé à Quito, et ce qui s'est produit à Lima n'est, apparemment, qu'une révolution de palais.

généralisme à tout ce qui ressemble aux personnalités exagérées. Bien qu'elle veuille faire une révolution, l'armée est restée, par elle-même, conservatrice, rigide, attachée à la discipline et à la hiérarchie.

CARACAS : une solidarité réaffirmée avec Quito

De notre correspondant

Caracas. — C'est avec un soulagement non dissimulé que, dans les milieux officiels, on a appris la nouvelle de la reddition des militaires soulevés contre le gouvernement du général Guillermo Rodríguez Lara.

ment étendu au reste de l'Amérique latine avait puissamment contribué à torpiller la conférence de Buenos-Aires, où M. Henry Kissinger envisageait de reprendre le « nouveau dialogue » avec les pays situés au sud du Rio Grande.

Prochain article : DU LIBÉRALISME AU DIRIGISME

UN APPEL DES NATIONS UNIES EN FAVEUR DE CINQUANTE TROIS MILLE RÉFUGIÉS INDOCHINOIS

Genève (A.F.P.). — Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, le prince Sadruddin Aga Khan, a annoncé mercredi 3 septembre, à Genève, qu'il a lancé un appel en vue d'obtenir 12,4 millions de dollars pour le financement de l'assistance aux 53 000 Cambodgiens, Laotiens et Sud-Vietnamiens se trouvant en Thaïlande.

En Équateur Le président Rodriguez Lara va former un nouveau gouvernement.

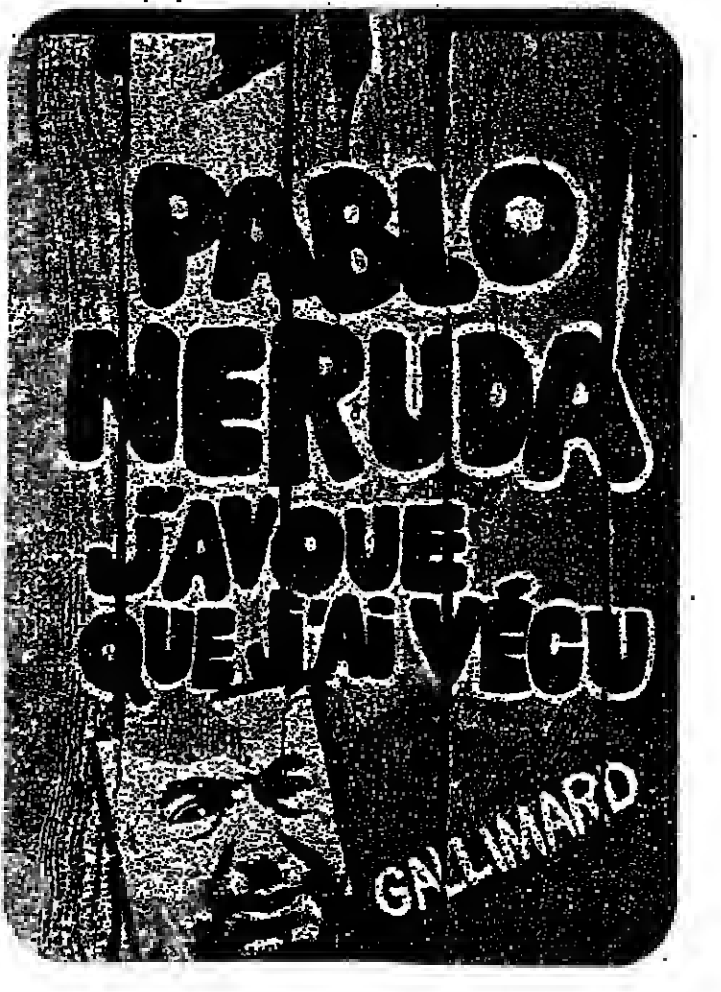
Le gouvernement équatorien a remis, le mercredi 3 septembre, sa démission collective au chef de l'État, le président Guillermo Rodríguez Lara, et s'en est remis à lui pour constituer un nouveau gouvernement.

gouvernementale dans ce domaine. Le groupe Texaco-Gulf, qui contrôle 75 % de la production équatorienne, avait décidé de réduire ses activités afin de protester contre un accroissement de la fiscalité.

Un changement bien accueilli

A Caracas, on suit également avec attention l'évolution de la situation au Pérou après la destitution du général Juan Velasco Alvarado. Le gouvernement vénézuélien, qui a accepté de vendre du pétrole (des milliards par jour) au Pérou dans les mêmes conditions qu'aux pays d'Amérique centrale, n'a pas apprécié les accusations lancées par l'ancien président de la République péruvienne contre les pays exportateurs coupables, à son gré, d'inverser leurs péros-dollars dans les pays industrialisés plutôt que dans ceux du tiers-monde.

La suspension de plusieurs revues a été rapportée par le gouvernement péruvien le 3 septembre. Le secrétaire à la presse de l'ancien président Velasco Alvarado, qui était à l'origine de la fermeture d'une demi-douzaine de publications, a été supprimé.



NDE

EUROPE

L'évolution de la situation au Portugal

ARRIVÉ INCOGNITO A PARIS

L'ex-général Spinoza prendrait des contacts avec des représentants de l'opposition au gouvernement de Lisbonne

L'ex-général Spinoza, venant du Brésil où il est réfugié, est arrivé mercredi 3 septembre en début d'après-midi à Paris, première étape d'une nouvelle tournée européenne qui doit encore en principe le conduire à Genève et à Madrid. En juillet dernier, l'ancien président portugais avait déjà séjourné en Europe. Selon ses collaborateurs, il avait à cette occasion rencontré des personnalités portugaises, en particulier des représentants du parti socialiste. Mais cette information a été catégoriquement démentie à Lisbonne par M. Mario Soares.

L'ex-général serait seulement accompagné de sa nièce et secrétaire, Maria Luísa Campos Coelho. Il occupe, sous un faux nom, une suite au dix-neuvième étage d'un grand hôtel de la rive gauche. Il a refusé jusqu'à présent de faire une déclaration et sa protection est assurée par les services de contre-espionnage français. Selon ses proches à Rio-de-Janeiro, l'ancien chef d'Etat, qui a multiplié les prises de position hostiles au gouvernement de Lisbonne ces dernières semaines, aurait l'intention de prendre des contacts avec des représentants de l'opposition portugaise.

Le 18 août dernier, il avait adressé une lettre au général Costa Gomes, chef de l'Etat, dans laquelle il lui reprochait de « cautionner » la situation actuelle. Il engageait les civils et les militaires, ses « compagnons d'armes », à faire front commun dans le mouvement de libération pour la libération du Portugal, dont l'ex-

président revendiqué carrément la direction. Il estimait, toujours selon ses proches, que l'évolution de la situation à Lisbonne justifiait « le choix d'un quartier général plus proche du Portugal ».

De bonne source, on déclare que deux officiers supérieurs qui l'avaient accompagné dans son exil brésilien après le putsch avorté du 11 mars se trouvaient déjà en Espagne, où des commandos de l'armée de libération portugaise se préparaient à l'action. Les relations entre le Mouvement de libération de l'ex-général et l'armée de libération ne sont pas claires. Mais il semble que l'ancien commandant en chef en Guinée-Bissau tente de rallier à sa cause des officiers se trouvant encore en Afrique. Il est notoire en tout cas que des officiers éprouvés jettent le dévolu de « conseillers » du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) de Roberto Holden et certains d'entre eux sont installés dans le camp d'entraînement d'Ambriz, au nord de Luanda. Alors qu'il était chef d'Etat, l'ex-général avait déjà envisagé de faire intervenir des unités de commandos basées en Afrique pour écarter ses adversaires à Lisbonne. La dégradation de la situation en Angola et la longue crise politico-militaire à Lisbonne ont pu lui permettre de penser que son retour au premier plan était possible. Mais son opération actuelle pourrait aussi bien favoriser à Lisbonne le rapprochement de tous ceux qui n'acceptent pas le retour, même camouflé, du colonialisme.

● Une réunion d'information sur le Portugal a eu lieu, le 23 août, à l'archevêché de Paris. Y participèrent notamment le cardinal Marty, président de la conférence épiscopale; Mgr Masiers, président de la commission épiscopale du monde ouvrier; Mgr Etcheberry, président des conférences épiscopales d'Europe; Mgr Frossard, administrateur du diocèse de Paris, ainsi que les différents responsables des mouvements catholiques ouvriers.

Par ailleurs, Mgr Huot-Pleu-roux, secrétaire général de la conférence épiscopale de France, a été — à la demande du cardinal Marty — chargé d'informer l'épiscopat portugais de la manière dont on ressent en France la crise de ce pays.

● La nouvelle Constitution qui doit être adoptée avant la fin de l'année prévoit l'interdiction des organisations politiques paramilitaires. L'Assemblée constituante, chargée de rédiger les nouveaux

textes, a décidé mardi 3 septembre que la liberté politique serait garantie à tous les partis, sans ceux qui sont armés et professent des idées fascistes. Des informations font état du réarmement d'organisations de droite et de gauche, ce qui a amené les autorités portugaises à condamner le renforcement de groupes paramilitaires. — (Reuters.)

● Dans l'article de Maurice Duvrier « La transition vers la démocratie » (3 septembre), il fallait lire que « le système juridique... n'a guère fait progresser la conscience civique » (et non la conscience socialiste).

● Une délégation du Front progressiste (mouvement des gaullistes de gauche) conduite par M. Dominique Gallot a rencontré, mercredi à Lisbonne, MM. Mario Soares et Alvaro Cunhal. — (A.F.P.)

APRÈS LE VOTE DE DÉFIANCE DE L'ARMÉE DE TERRE

Le général Vasco Gonçalves semble résigné à renoncer au poste de chef d'état-major général

De nos envoyés spéciaux

Lisbonne. — Dernier carré fidèle, les marins ne suffiront sans doute pas à sauver le général Gonçalves. La fronde est maintenant trop forte: le commandant Vasco, bloqué dans les antichambres de l'état-major, pourrait bien n'en sortir que par la petite porte. Les Acores et Madère brandissent l'épouvantail de la sécession. Les gradés d'Angola ont refusé de reconnaître les trois régions militaires sur quatre se dressent contre un chef qu'on veut leur imposer. Otelo de Carvalho, le commandant en chef de l'armée de terre, a lancé au général Vasco Gonçalves, qui le patron des aviateurs dénonce la dictature qui menace l'armée de terre dit tout simplement « non ». Face à tant de refus, l'ancien premier ministre ne peut plus espérer s'imposer.

A-t-il déjà jeté l'éponge? Abandonnant le mardi 3 septembre, à 10 heures, la base de Tanques, où s'était réunie l'assemblée de l'armée de terre, il a lancé au général de Carvalho, qui le accompagnait vers la sortie: « J'étais seulement venu ici pour faire mon autocritique et non pour accuser les décisions. Vous n'avez pas voulu comprendre. Je m'en vais donc. Il y a six mois que je supporte cette guerre froide. Je n'en veux plus. J'en ai assez ».

Les débats ont continué sans l'ancien premier ministre, et, à la nuit tombante, l'assemblée a voté: cent quatre-vingt-cinq voix contre quarante-sept pour et quarante abstentions; le général Vasco Gonçalves a perdu l'appui de l'armée de terre. Le major Melo Antunes — chef de file des « modérés », — allié au général Fabio, le « professionnel », et à Otelo, le « radical », peut maintenant exiger un ajournement de l'assemblée du M.F.A. prévue pour le vendredi 5 septembre. Le président de la République pourrait difficilement s'y opposer: les cent vingt-dix délégués de l'armée de terre ont décidé de boycotter la réunion si elle était maintenue.

Il s'agit de briser, en tout cas, une unité de façade. En s'écartant de leur plein gré d'une assemblée en plein débat, les leaders modérés ont ouvert la crise du M.F.A. A Tanques, ils ont entrepris de la première victime de ces deux mois de convulsions risque bien d'être le M.F.A. lui-même. La marine peut encore résister. Isolée, elle attaque. Dans son fortin de la base d'Alentejo — solidement tenu par les rivaux du Tage, au milieu des vagues de la ceinture rouge, — l'assemblée de la marine a, le 3 septembre, pris à partie les « neutres » en contestant ses fins sur « l'unité du Mozambique », redevenu modestement, après une déconclusion réussie, le commandant Victor Crespo. Il est le seul des officiers supérieurs de la marine à avoir signé le document Melo Antunes.

Les délégués ont voté contre lui une « motion de défiance », refusant de suivre les appels à la modération de l'amiral Coutinho et du commandant Ramiro Correia, chef d'une 5^e division ré-

ste toutefois le général Vasco Gonçalves qui est devenu « le symbole du pouvoir et de l'équilibre du parti communiste » (A.F.P.). C'est pour cela que le P.S. considérait comme un acte d'assassinat indispensable la démission du premier ministre », ajoute M. Mario Soares. Le secrétaire exhorta le président de la République à ne pas abandonner sa charge de chef d'état-major des forces armées au profit du général Vasco Gonçalves. A ceux qui s'étonnaient qu'un parti politique s'immisce dans les affaires internes de l'armée, les socialistes répliquent: « Le pouvoir civil, pour imposer le respect de l'autorité révolutionnaire, a besoin, plus que jamais dans la phase actuelle de désagrégation de la société portugaise, de la force du bras militaire ».

Les autres revendications du parti socialiste sont déjà connues. M. Mario Soares se contente de les énumérer. Le virage historique qu'il s'agit aujourd'hui de prendre suppose, selon lui, le « changement total de l'actuel gouvernement provisoire et de son style de gouvernement ». Le P.S. accepte qu'un « gouvernement d'unité et de salut national » soit présidé par l'amiral Pinheiro de Azevedo, dès lors que ce dernier jouit de la confiance de tous les secteurs du M.F.A.

M. Mario Soares reconnaît que les commissions de « mortuaires » (comités de quartier) et de travailleurs sont des formes de pouvoir populaire qu'il importe de développer. Mais il refuse qu'elles deviennent « un pouvoir parallèle à l'appareil politique et administratif de l'Etat ». « Les milices armées et les commissions de vigilance populaire devront être dissoutes dans un délai d'un mois ». Enfin, les socialistes estiment nécessaire que l'on renvoie, dans le même délai, devant les tribunaux, tous les prisonniers politiques, civils et militaires, sauf les membres et informateurs de l'ancienne police politique.

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO.



LE PRÉSIDENT COSTA GOMES

ADRESSE UNE SÉVÈRE MISE EN GARDE AUX TROIS MOUVEMENTS NATIONALISTES DE L'ANGOLA.

Dans un communiqué publié le mercredi 3 septembre à Lisbonne, le président Costa Gomes a vivement critiqué les trois mouvements de libération angolais, menaçant de décréter l'état de siège sur toute l'étendue du territoire si les uns et les autres persistent à « interférer avec la souveraineté portugaise avant la proclamation de l'indépendance », prévue pour le 11 novembre. Le chef de l'Etat écrit notamment que le Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), soutenu par le Zaïre et plusieurs pays, a « assumé la responsabilité de la guerre ». Il fait sans doute allusion à la mort, le samedi 2, d'un sous-officier portugais venu parlementer avec les militaires du F.N.L.A., dont l'artillerie menaçait le château d'eau de Quifangondo, qui, à 25 kilomètres de Luanda, est la principale source d'approvisionnement en eau de la ville. M. Costa Gomes a donc, d'un côté, lancé un appel à la communauté internationale pour aider au rapatriement des colons portugais d'Angola. A ce propos, l'Allemagne fédérale a annoncé, mercredi, après une décision analogue de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, qu'elle mettrait prochainement à la disposition du gouvernement de Lisbonne des avions permettant de transporter cinq mille réfugiés.

Le chef de l'Etat portugais n'a pas fait allusion à l'éventualité de l'envoi de nouveaux renforts en Angola, mais une déléguée de trente représentants du Mouvement des forces armées en Angola a fait une demande de ce sens à l'assemblée de l'armée de terre réunie mardi à Tanques.

● A LUANDA, le M.P.L.A. a reconnu mercredi que des cambriolages ont lieu à proximité immédiate de Quifangondo. Un véhicule de reconnaissance du F.N.L.A. de fabrication française a été saisi et promené dans la capitale de Luanda, remorqué par un véhicule blindé de fabrication soviétique. L'agence Reuters écrit que le M.P.L.A. a récemment reçu d'U.R.S.S. une vingtaine de blindés.

LE P.C.F. REFUSE LE SOUTIEN DES TROTSKISTES

L'humanité du 3 septembre rappelle l'hostilité du P.C.F. à toute unité d'action avec les mouvements d'extrême gauche, et en particulier avec les formations trotskistes. Prenant prétexte d'un communiqué du P.S.U. et de la Ligue communiste révolutionnaire qui se félicitaient de la mise en place, au Portugal, d'un épiphémère « front unitaire révolutionnaire » rassemblant l'extrême gauche et le P.C.F., le quotidien communiste note: « En France, une originalité du mouvement ouvrier est que le courant révolutionnaire légitime a soulé, puis battu, le trotskisme et généralement toutes les variétés du réformisme gauchiste. A cela, une raison parmi d'autres: d'expérience, de long et d'expérience, les ouvriers de notre pays ont rejeté l'infaillibilité politique du gauchisme. » Ces victoires ne font pas l'affaire de l'extrême et de ses amis qui végètent dans un obscur isolement. Ils voudraient en sortir. Qu'ils ne comptent pas sur le P.C.F. pour les y aider! » Le P.C.F. rejette donc l'offre d'unité d'action sans exclusive de toutes les forces du mouvement ouvrier pour développer une partie commune de solidarité avec le peuple portugais en lutte pour le socialisme a faite par le P.S.U. et la L.C.R. Le bureau national du P.C.F. a, en conséquence, le 3 septembre, cette décision des communistes français.

● ERRATUM. — Une ligne sautée a rendu incompréhensible le début de l'article « A propos d'une lettre de Prague » (le Monde du 4 septembre). Il fallait lire: « Sous le titre La Vltava jadis appelée Demna », le Fude Pravo, organe du parti communiste tchécoslovaque, etc. »

NOTRE Téléx
A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les transmettons. Vos correspondants nous répondent par téléx, sans frais supplémentaires. Si vous ne pouvez pas téléphoner, nous nous rendons chez vous.
Europe: 8 à 10 F. USA: 22,50 F. Japon: 21,00 F. etc.
Abonnement 26 F. par mois ou supplément 8,00 F. par téléx.
Service Téléx
345.21.82 + 346.00.28
15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS

SIM'CAT INAUGURE L'ANNEE AUTO 76.

LES MODELES 76 SONT DÉJÀ ARRIVÉS

CHEZ LES CONCESSIONNAIRES SIMCA-CHRYSLER

LA NOUVELLE SIMCA 1100 GLX

AVEC SON NOUVEL INTERIEUR PLEIN DE COULEURS

ET SA 5^{ème} PORTE QUI S'OUVRE TRÈS HAUT.

ET SUR VOTRE ANCIENNE VOITURE...

...UNE SURPRISE SUR LA REPRISE

C'EST DÉJÀ LE SALON CHEZ SIMCA-CHRYSLER.

SIMCA 76
Bienvenue à bord

هكمان الكحل

EUROPE

POLITIQUE

Grande-Bretagne

Les syndicats approuvent le plan anti-inflationniste

Blackpool. — Le confédération des syndicats britanniques (TUC) a adopté, le mercredi 3 septembre, à une très large majorité, la motion de soutien au plan anti-inflationniste de M. Harold Wilson et au plafond d'augmentation annuelle de 5 livres par semaine pour tous les salariés. La

veille, le TUC avait élu membre de son conseil général M. Reg Birch, représentant de l'extrême gauche de la fédération de la métallurgie, qui remplace un modéré, M. John Boyd. Le conseil général du TUC reste cependant largement dominé par les modérés.

De notre envoyée spéciale

La motion de soutien au plan gouvernemental a été présentée par le secrétaire général du mouvement M. Les Murray, très applaudi, a souligné d'une manière libre les « dures réalités de la situation » : l'inflation, le chômage, le déficit de la balance des paiements, le vieillissement de l'industrie. Il a adjuré ses camarades d'être réalistes, de comprendre qu'il n'y a pas d'alternative au plan du Labour et les syndicalistes souhaitant que celui-ci reste au pouvoir. Il a été appuyé par le secrétaire général de la fédération des

transports, M. Jack Jones, qui a lancé un appel à l'unité du mouvement syndical et rappelé que la politique poursuivie depuis dix-huit mois par le gouvernement travailliste avait assuré d'appréciables avantages à la classe ouvrière, notamment en matière de retraites, de prestations sociales et de libertés syndicales. « Voter oui ou Labour, c'est-il encore dit, c'est s'assurer que le pétrole de la mer du Nord ira au peuple et non aux militaires. »

Appuyée par la majorité des fédérations, la motion a été vivement combattue par plusieurs organisations, en particulier par le Syndicat des fonctionnaires, mais surtout par la Fédération des techniciens de la métallurgie, dont le secrétaire, M. Ken Gill, membre du conseil communiste, fit un procès sévère du gouvernement Wilson. Depuis l'arrivée au pouvoir du Labour, a-t-il dit en substance, il n'y a pas eu, comme on nous l'avait promis, de redistribution du revenu national, de contrôle des prix, de nationalisation des chantiers navals et de l'industrie automobile. Au contraire, les subventions aux services sociaux ont été diminuées, et le ministre de l'Industrie, M. Tony Benn, qui partage nos idées, n'a été dégradé (M. Benn est devenu ministre de l'énergie).

« Pour mesurer l'impact de la loi de 1970, a affirmé M. Gill, nous avons un gouvernement travailliste qui refuse le plein emploi, qui pratique une coalition de fait avec les conservateurs, puis que M. Heath a approuvé le plan de M. Wilson. Nous ne voulons pas le socialisme tout de suite, mais nous voulons garder notre liberté de négociations salariales. »

Le secrétaire de la Fédération des conducteurs de train, M. Buckton, a renchérit : « Dire qu'approuver le plan de M. Wilson c'est accepter les transferts de pouvoir est une erreur. M. Wilson garde sa majorité grâce aux nationalistes écossais et aux députés d'Irlande du Nord. La politique économique du Labour échoue, c'est alors que nous risquons d'avoir de nouvelles élections. »

Mais le congrès n'avait nullement envie d'envoyer les travaillistes à leur perte : la motion de soutien au plan de M. Wilson a été votée par 6945 000 mandats contre 3375 000. Une autre motion demandant un contrôle sélectif des importations, un contrôle des exportations de capitaux et un salaire minimum de base de 40 livres par semaine a été repoussée par 3 300 000 mandats. M. Wilson a levé une hypothèque, mais il reste en liberté surveillée.

NICOLE BERNHEIM.

Espagne

Menacés de très lourdes sanctions

Les directeurs de journaux préconisent le rétablissement de la censure

Madrid (A.F.P., Reuters). — Le magazine *Triunfo*, déjà suspendu en 1971, a été frappé de la même mesure le mercredi 3 septembre pour une durée de quatre mois. Son directeur est condamné à une amende de près de 20 000 francs. *Triunfo* avait publié un article intitulé : « Sommes-nous prêts pour le changement ? » considéré comme une atteinte à la sécurité de l'Etat. C'est la cinquième revue politique saisie depuis la promulgation de la loi contre le terrorisme.

Face à cette offensive sans précédent des autorités contre la presse, les directeurs de journaux et les journalistes de Madrid seraient prêts à demander au gouvernement le rétablissement de la censure préalable plutôt que de rester soumis aux menaces de lourdes sanctions.

Dans un sondage publié par *Cambio 16*, les journalistes et les responsables de revues interrogés se prononcent tous en faveur de cette restauration de la censure préalable. Les directeurs de journaux réclament, pour leur propre protection et pour celle de leurs journalistes la suspension du *Puero* du peuple espagnol garantissant la liberté de la presse. Cette-ci a été suspendue au cours des dix derniers jours comme elle ne l'avait jamais été depuis la promulgation de la loi de la presse en 1968.

LE COMTE DE BARCELONE A ÉTÉ «AUTORISÉ» A RENDRE VISITE A SON FILS JUAN CARLOS

Madrid (A.F.P.). — Le secrétariat du comte de Barcelone a annoncé mardi 2 septembre, à Madrid, que le chef de la maison royale espagnole avait été autorisé à rendre visite à son fils Juan Carlos comme son successeur à titre de roi.

Le président du cabinet sera le comte de los Galizanes, financier, économiste et homme d'Etat, qui participa à la guerre d'Espagne et a tenu comme officier de liaison dans la légion Condor. Il est âgé de soixante-deux ans. D'autre part, on précise mercredi, et source officielle, que le gouvernement espagnol maintiendra les dispositions prises à l'égard du comte de Barcelone après son élection d'octobre 1975, et que le livre accés à territoire espagnol lui est toujours « réservé ». Dans le cas d'un éventuel voyage à Palma-de-Majorque, précise-t-on, le yacht à bord duquel se trouve le chef de la maison royale espagnole a été autorisé, comme tout autre bateau, à aller escale pour se ravitailler, mais il doit continuer sa route vers une destination autre qu'un port espagnol. Comme sont navigables, le comte de Barcelone a été autorisé à se rendre à terre, pour rendre notamment visite à son fils Juan Carlos.

Autriche

La campagne électorale s'ouvre par un scandale

De notre correspondante

Vienne. — La campagne électorale autrichienne s'est ouverte par un scandale où le politique, l'argent et le journalisme sont intimement mêlés.

Pour 100 000 schillings (environ 25 000 F), un député populiste (opposition), M. Heiblich, a tenté d'acheter les services d'un journaliste du quotidien viennois Kronen Zeitung (K). En échange de cette somme, le journaliste n'aurait pas un travail très ardu. Il aurait écrit des articles, rédigés par des journalistes, M. Georg Nowotny, expose, en deux ou trois feuilles, des idées qui pourraient servir et inspirer ceux qui mènent actuellement la campagne de M. Joseph Taus, chef du parti populiste et concurrent du chancelier Kriessky, aux élections générales du 5 octobre. Ce travail devait, bien entendu, rester secret et anonyme. Le député tendit au journaliste une enveloppe jaune contenant 100 000 schillings en espèces.

Cette transaction paraissait avoir été rondement menée. M. Heiblich en était-il à son coup d'essai ? Il ne le semble pas comme le suite de l'histoire le montre. Habitué à brasser des affaires, — il dirige plusieurs entreprises de construction et on ne lui connaît pas de soucis d'argent, — le député aurait sans doute continué à exercer dans l'ombre son étrange négoce si le journaliste n'avait décidé de dévoiler le pot aux roses. Muni de son enveloppe jaune, le rédacteur se rendit aussitôt au siège du parti populiste et demanda à être reçu par le secrétaire général. Ce dernier, déconcerté et souriant, sembla d'abord ne pas attacher toute l'importance qu'il convenait de cette affaire. Il confia même au journaliste qu'il était au courant des activités de M. Heiblich — avec lequel il collabore depuis

longtemps au sein de la section économique du parti, — et que celui-ci lui avait déjà transmis deux manuscrits de ce genre. Son sourire disparut quand son interlocuteur lui révéla le montant de la somme offerte pour cette coopération.

Quatre jours plus tard, devant le silence du parti populiste, après avoir pris conseil de son avocat et déposé la précieuse enveloppe dans un coffre de banque, M. Nowotny relate toute l'histoire dans les colonnes de son journal.

L'article fit l'effet d'une bombe. Démisqué, M. Heiblich fut contraint de retirer précipitamment sa candidature de la liste populiste en Haute-Autriche où il se présentait. Accusé pour le moins de légèreté, le secrétaire général du parti d'opposition, M. Busek, fut mis sur la sellette. Profitant de l'absence, le chancelier Kriessky s'adonna à prendre en main un parti dont certaines rouages paraissent lui échapper encore. Mais la suspicion qui pèse sur l'un de ses plus proches collaborateurs risque de lui porter ombrage.

ANITA RIND.

(1) La Kronen Zeitung, avec près d'un million d'exemplaires, est le plus fort tirage des journaux autrichiens.

RÉPONDANT A UN ARTICLE DE LA « PRAVDA »

Le P.C.F. réaffirme son attachement au suffrage universel et récusé la thèse de la minorité agissante

L'évolution de la situation au Portugal a fait se rouvrir un vieux débat entre communistes et socialistes français. Il porte sur l'idée que les uns et les autres se font de la démocratie et adhèrent notamment sur le fait que le P.C. continue de se présenter comme un parti d'avant-garde, conception que les socialistes jugent ambiguë et porteur de périls pour l'avenir. Le P.S. justifie notamment ses interrogations par la publication tardive du rapport présenté, le 23 juin 1972, par M. Georges Marchais, devant le comité central de son parti (« le Monde », du 9 juillet), dans lequel le P.C.F. paraît faire des concessions au mouvement de programme commun essentiellement d'un mouvement de masse conduit par le P.C.F. Les socialistes se sont trouvés renforcés dans leur inquiétude par la solidarité manifestée par le P.C.F. à son homologue portugais, alors même que celui-ci tentait d'assurer son contrôle sur l'Etat indépendant des résultats électoraux et au nom de sa vocation de parti révolutionnaire d'avant-garde.

Le P.C.F. a pu se sentir encouragé dans son attitude par les communistes soviétiques, notam-

ment par un article de M. Zorodov dans la « Pravda » affirmant qu'aucune révolution authentiquement populaire n'est possible hors de l'hégémonie du prolétariat. Le P.C.F. pour sa part, n'a pas attendu ces distantes. Dans une interview à « Hado TC » du 28 août, M. Marchais repoussait catégoriquement la stratégie défendue par la « Pravda » et dans « l'Humanité » du 4 septembre, M. Chambaz dénonçait la théorie des minorités agissantes et réaffirmait l'attachement du P.C.F. au suffrage universel. Il ne souffrait cependant, des illustrations que le Portugal a pu offrir aux thèses de M. Zorodov. Les communistes justifiant leur confiance par le fait qu'ils n'ont pas à contraindre l'action d'un parti frère, surtout lorsque celui-ci est victime de violentes attaques. On peut cependant noter que, face à la brève alliance entre le P.C.P. et les groupes d'extrême gauche portugais — alliance qui avait incité les dirigeants communistes français, — « l'Humanité » n'a pas attendu pour prendre ses distances et repousser fermement les offres des trotskistes français.

THIERRY PFISTER.

M. POPPEREN : nous sommes au moment historique où il va falloir trancher.

A l'occasion d'un stage de formation de militants socialistes à Lezmarin (Vaucluse), M. Jean Popperen, membre du secrétariat du P.S., a notamment déclaré : « Nous avons le droit de nous interroger en ce qui concerne le P.C.F. compte tenu des appréciations qu'il a portées sur l'évolution de la situation portugaise. Celle-ci est certes différente de celle de la France, mais pas fondamentalement. Nous sommes au moment historique où il va falloir trancher le débat entre communistes et socialistes sur les rapports entre un avant-garde et un parti communiste. Le P.C.F. a-t-il accepté le jeu des alliances démocratiques et que le P.C.F. s'est déclaré politiquement solidaire du P.C. espagnol, au point que, au sein du parti, une lutte de tendances s'est engagée et que l'échec prévisible de la lutte, l'attachement à l'idée de la démocratie, et que l'Europe ? »

M. Chambaz : la démocratie commande le respect du verdict populaire

M. Jacques Chambaz, membre du bureau politique du P.C.F., répond dans « l'Humanité » du 4 septembre à l'analyse de l'étude de Lénine, « deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique », publiée par M. Zorodov, membre suppléant du comité central du P.C. soviétique, dans la *Pravda* (le Monde du 9 août). M. Chambaz rappelle que la stratégie du P.C.F. repose sur un passage au socialisme par étapes. Il récusé ensuite l'idée de M. Zorodov selon laquelle « la majorité n'est pas arithmétique mais politique ». Il écrit : « En ce qui nous concerne, nous n'entendons pas travailler avec passion à la création d'un rassemblement majoritaire en tenant pour négligeable son expression électorale. Sans limiter l'intervention du peuple dans les affaires publiques à

l'acte électoral et à lui seul, nous tenons à l'idée selon laquelle la démocratie commande le respect du verdict populaire par tous et en toutes circonstances » (...). « Une telle conception est incompatible avec l'idée de distinctions socialistes opposant majorité arithmétique et majorité politique, comme avec la notion de majorité réformatoire, dans les conditions de la France, conduit tout droit à celle de « minorité agissante ». La classe ouvrière, avec l'ensemble des forces populaires, en a fait l'expérience en 1968 alors que certains, sous prétexte de distinguer entre majorité politique et majorité arithmétique, ignoraient le rapport réel des forces et son évolution, engageaient le mouvement dans la voie de l'aventure et écartaient les tâches concrètes du moment (...). Nous gardons de donner des leçons, nous déterminons notre stratégie et notre politique en toute indépendance. Nous l'avons été, et resté, une transformation aussi profonde de la société que le passage au socialisme exclut la notion même de modes, la mode rétro comme le prêt-à-porter. »

« L'Humanité » polémique avec M. Charles Hernu au sujet du P.C. espagnol et du P.C. portugais

Dans le *Quotidien* de Paris du 3 septembre, M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S., soulignait les espérances que les inquiétudes que la révolution portugaise avait suscitées au sein de la population et de l'armée espagnole, notamment de certains corps d'officiers. Il ajoutait : « L'attitude du parti communiste portugais qui considère solidaire du P.C. espagnol, au point que, au sein du parti, une lutte de tendances s'est engagée et que l'échec prévisible de la lutte, l'attachement à l'idée de la démocratie, et que l'Europe ? »

révoque tout haut à une situation où, en Espagne, a une prépondérance très nette des attitudes favorables aux socialistes et aux démocrates-chrétiens de progrès et se résume à (...). Ainsi, le parti communiste d'Espagne se réduirait à une force marginale, à un appoint qui ne saurait être indispensable. (...) Est-ce là la stratégie dite du « flanc sud » de l'Europe ? »

« M. H. Caillaud, secrétaire du Lot-et-Garonne, qui veut de se retirer du Mouvement des radicaux de gauche, a apporté mercredi matin 3 septembre au Sénat quelques explications supplémentaires sur les raisons qui l'ont poussé à cette rupture avec un mouvement dont il était le vice-président. « J'ai adhéré en toute bonne foi au programme commun, a notamment déclaré M. Caillaud. Puis j'ai constaté que les trois partis engagés par ce programme procédaient à sa révision. Je n'ai pas été suivi. J'ai ensuite constaté que le P.C. cherchait querrelle à M. François Mitterrand. Puis l'attitude du Portugal a été pour moi un révélateur. »

« M. Giscard d'Estaing, lorsque je l'ai rencontré, ne m'a pas pleuré pour conscience, mais je sais que certaines de mes suggestions ont été retenues et seront demain mises en œuvre. Je crois à la conception. C'est pourquoi, tout en restant dans l'opposition, je préfère prendre mes distances avec un mouvement que je gênerais. Je reste fidèle aux options fondamentales du programme commun. Mais j'accepterai d'appuyer M. Giscard d'Estaing, qui a beaucoup changé depuis son élection, mon concours exceptionnel dans des situations exceptionnelles. »

Répondant ensuite aux questions qui lui étaient posées, M. H. Caillaud a indiqué qu'il était persuadé qu'il serait suivi, car en restant dans l'opposition, il ne peut plus le représenter. L'ancien vice-président du Mouvement des radicaux de gauche a indiqué qu'il n'envisageait pas de rejoindre le parti radical.

C. A. GROS
Alcools
Chocolat
TARIF AVANT HAUSSE
prix au 1/6 million
votre client : 277 53 28

**Chocolats - Champagnes
Alcools - Vins fins - F. Gras**

**POUR LES PARTICULIERS
POUR LE PERSONNEL
ET LES CADEAUX D'ENTREPRISES**

103, Rue de Turbigo - PARIS 3^e
Ouvert du Mardi au Samedi
de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h
Chèque accepté à partir de 300 francs
mais 1^{er} achat en numéraire - carte client

le refuge formation
Organisme de formation professionnelle agréé
30, rue de Chabrol, 75010 Paris, Tél. : 924.75.60, 66.12

stage de
**compléments doctrinaux
et jurisprudentiels
de fiscalité pratique**

2 Octobre - 3 jours
Autres stages :

Management et Rationalisation des choix (3 jours)	16 Nov.	Comptabilité Analytique (3 jours)	7 Oct.
Planification et détection (4 jours)	24 Nov.	Création et utilisation des procédures de contrôle interne (7 Oct.)	7 Oct.
Fonction publique au sein de l'entreprise (2 jours)	25 Nov.	Statistiques (5 jours)	6 Oct.
Contrôle de Gestion (3 jours)	3 Oct.	Comptabilité Générale (2 jours)	12 Nov.
Informatique (4 jours)	5 Nov.		

Langues Vivantes (Allemand-Anglais-Arabe-Espagnol-Hébreu-Italien), Secrétariat. Dans ces départements de nombreuses sessions sont organisées dès Octobre prochain. Notre Calendrier vous sera adressé sur demande.

CONGRÈS

L'édition 1975-76 du Répertoire Général des Salles de Congrès et Séminaires vient de paraître. 2.200 salles (1.500 en France, 700 à l'étranger) sont répertoriées avec toutes leurs caractéristiques (capacité, matériel, équipement hôtelier et loisirs, restauration, etc.). Vente :

8, rue de Berri - PARIS (8^e)
Tél. 225-96-84
Prix : 180 F (T.T.C.)

SOLDES
jusqu'à
50%

sur fins de séries
20%
sur la collection de
TAPIS
d'origine
**IRAN - CHINE
CAUCASE**

Les Lisses de France
18 bd haussmann Paris 8
tél. 522 88 25 / 88 68

Les Rentrées de Juillet.

La bonne nouvelle de la rentrée: du 1^{er} sept. au 4 oct. crédit gratuit sur 9 mois.

A tous les rayons.

A partir de 1000F d'achats (sauf prestations de service). Et après acceptation du dossier.

Printemps
Hausmann/Nation
Party 2/Vélizy 2/Créteil Soleil

Les Rentrées de Juillet.

Un bon point: le sac d'écolier à 28F.



Le sac en toile kaki. Longueur: 42 cm.

Printemps
Hausmann/Nation
Party 2/Vélizy 2/Créteil Soleil

Les Rentrées de Juillet.

Un bon point: le sac d'écolier à 35F.



Le sac en toile de jute à bandoulière. Hauteur 35 cm.

Printemps
Hausmann/Nation
Party 2/Vélizy 2/Créteil Soleil

LA SITUATION EN CORSE

La manifestation du P.C. et de la C.G.T. à Ajaccio

M. Casanova : la Corse est à jamais française

Les forces de l'ordre quitteraient l'île sous quarante-huit heures

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Le Parti communiste et la C.G.T., qui semblent tenir à conserver leur indépendance de mouvement vis-à-vis du comité anti-répression avant organisé, le mercredi 3 septembre dans l'après-midi, à Ajaccio, une manifestation que l'on pourrait presque qualifier de « défilé ».

Le drapeau rouge flottait à côté du drapeau tricolore, l'emblème corse étant, semble-t-il, relié au rang de fanion. Au cours du défilé, M. Antoine Casanova, membre du comité central du P.C., prit la parole devant un groupe de travailleurs corses que pour exalter le particularisme des îliens.

Le coût de la vie, l'âge de la retraite, le sous-développement de l'île, les pensions et les retraites, la formation professionnelle, la défense des biens culturels, les enseignements, furent à l'ordre du jour des thèmes réalistes.

Pour les communistes — et une large bande de la population — la seule véritable difficulté du département passe par l'application du programme commun, panacée à tous les maux du capitalisme. Regrettant que la colère des travailleurs corses « ne soit parvenue à la même clarté », l'orateur stigmatisa « les violences irresponsables », regretant « les actes des communistes », et condamnant « les actes criminels », car, ajouta-t-il, « la Corse est à jamais française ».

Le défilé qui se termina ensuite ne devait pas réunir plus de quatre ou cinq cents personnes. Il remonta le cours Napoléon jusqu'à la préfecture, derrière une voiture de police. A l'issue de la manifestation, les militants et repris par les militants exigèrent surtout la démission de M. Pontalowski.

Face à la préfecture on entendit la Marseillaise puis l'Internationale, avant une dispersion dans la discipline et sans heurt. A l'issue, publiquement, le parti communiste de la Corse a une attitude face aux menées autonomistes, qu'il désapprouve.

Au cours de la matinée de mercredi, M. Jean Rolando, préfet de région s'était rendu au port et au marché aux poissons, en compagnie de M. Pascal Rossini, maire d'Ajaccio. Promenade tranquille qui se termina dans un café, à l'heure de l'apéritif, comme il est de règle dans cette ville où rien ne peut finalement étouffer le plaisir de vivre.

On prête, au préfet, l'intention de renvoyer sur le continent, sous quarante-huit heures, toutes les forces de police venues en renfort après l'affaire d'Aléria. La brigade anti-gang a déjà regagné ses quartiers parisiens, et les gardiens de la paix ont repris leurs fonctions habituelles aux carrefours, signe évident d'une volonté d'apaisement.

Il ne faudrait pas croire toutefois que le nouveau préfet, dont la faculté d'habitation à Ajaccio, est prêt à toutes les tolérances. Les applaudissements qu'il a recueillis mercredi matin sur le marché d'Ajaccio ont été un crédit de confiance qui est ouvert. Puisse-t-il trouver le même à Paris.

MAURICE DENIZIÈRE.

Le scandale sur les vins

M. LOUIS GONDRE EST CHARGÉ DE L'INFORMATION JUDICIAIRE

M. Louis Gondre, juge d'instruction à Paris, instruit depuis le 2 septembre le scandale sur les vins. Le dossier est resté en l'état jusqu'à la fin de l'année. M. Gondre a été chargé de l'information judiciaire de la cave de M. Depelle à Aléria. Une société, la COVIREP — Union des vins blancs, dont le siège est 1, boulevard de Bercy, Paris-12^e, — chargée de la commercialisation d'une partie des vins corses, avait déposé son bilan en juillet dernier, laissant un « trou » de 40 millions de francs. De nombreux vendeurs petits et moyens n'ont pu recevoir l'argent de leur récolte (le Monde date du 24-25 août 1975). La société mise en cause est le résultat d'une fusion opérée en 1973 avec l'Union des vins blancs F. Auriant, dont le siège est 45, avenue Cantini, à Marseille.

Le tribunal de commerce de Paris avait prononcé, le 27 juillet, le règlement judiciaire de la COVIREP. Depuis lors, pour des raisons impayées se montant à 25 000 F, l'un des responsables des Pétroles B.P. a assigné la COVIREP en liquidation de biens devant le tribunal de commerce de Marseille. Après l'audience, qui a eu lieu le 2 septembre, le jugement a été mis en délibéré. Toutefois, on notera, des à présent, l'incompétence probable nise de la superposition de deux compétences juridictionnelles. Paris et Marseille — pour une même société à propos de faits de nature voisine.

Selon les résultats de l'autopsie

LES DEUX GENDARMES TUÉS A ALÉRIA ONT ÉTÉ ATTEINTS PAR DES « PROJECTILES A PLOMB NU »

Un communiqué du procureur général près la Cour de cassation, publié le mercredi 3 septembre, a apporté quelques précisions sur l'autopsie des corps des deux gendarmes tués le 2 août dernier. « Les deux victimes ont été touchées chacune par un seul et unique projectile d'arme à feu les ayant atteints à la tête et ayant entraîné leur mort quasi immédiate. Les cadavres ne portaient aucune autre blessure ».

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — Ce communiqué tant du parquet que de la Cour de cassation, a permis de conclure de l'autopsie du brigadier-chef de la G.R.S. 46, Serge Cassani, et de la gendarme de la G.R.S. 46, Yvonne Giraud, ont été pratiquées dans la soirée du samedi 23 août à l'hôpital militaire Lavran de Marseille. L'un des gendarmes aurait été atteint à la tête et l'autre à la face, chacun, comme le souligne le communiqué, par un seul et unique projectile. L'un de ces projectiles est resté inclus. Il s'agit d'un plomb qui pourrait être, éventuellement, un « plomb de chevrotine ». Les experts auraient, d'autre part, découvert, près de l'orifice de sortie de l'autre projectile, un petit fragment de plomb provenant vraisemblablement d'un projectile à plomb nu. Il ne semble pas, cependant, que l'on ait pu déterminer l'angle de tir et la distance à laquelle les coups de feu ont été tirés. Seule une reconstruction pourrait permettre de le préciser. — G.P.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, va demander au premier ministre que la situation en Corse soit inscrite à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement.

« EL (Front autonome de libération de l'Alsace-Lorraine) demande la démission de M. Michel Fontalowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, qui est un mouvement qualifié de principal responsable des événements récents en Corse ». EL réclame également « la libération immédiate des patriotes emprisonnés (...) la prise en considération des légitimes revendications corses, basées, bretonnes et alsaciennes », ainsi que « la mise en route rapide d'un processus permettant la reconnaissance effective du droit à la différence de ces quatre peuples ».

« 31, quai des Bateliers, Strasbourg ».

AU COURS DE LA RÉUNION DU BUREAU DE L'U.D.R.

De vives critiques sont adressées au chef de l'Etat et aux ministres des finances et de l'intérieur

La discussion qui a précédé mercredi 3 septembre l'adoption par le bureau exécutif de l'U.D.R. du communiqué consacré à la Corse et dont la rédaction est en grande partie due à M. Michel Debré (voir ci-dessus) a été longue et animée. Entamée à 17 heures, il était prévu qu'elle se terminerait une heure plus tard, et M. Chirac ne devait arriver que pour participer au débat sur la situation économique et sociale. Le premier ministre ne souhaitait pas, en effet, assister à l'examen de l'affaire corse par ses amis politiques, voulant mettre en cause sa présence le ministre de l'intérieur de son gouvernement.

Ce scénario a été bouleversé. Les membres du bureau exécutif étant préalablement parvenus à se mettre d'accord sur un projet de texte vers 19 heures, celui-ci a été soumis à M. Chirac à son arrivée et la discussion a repris. Le débat, auquel avaient participé notamment MM. Debré, Fanon, Faugon, Tibert, Comil, Sans guinet et Messmer, a permis de dégager une nette majorité en faveur de deux principes, celui du nécessaire respect de l'autorité de l'Etat et de l'unité de la République et celui de l'urgence de la mise en œuvre des promesses faites et des mesures décidées par le gouvernement actuel et son prédécesseur, celui de M. Messmer.

Le premier ministre qui est apparu très « jacobin » à ses interlocuteurs a annoncé qu'après deux jours de débats, le 24 et 25 septembre, il consacrerait son discours au problème de la région. Mais il ne s'est pas montré favorable à l'accomplissement des pouvoirs de région ni à la mise en place de statuts particuliers pour certaines d'entre elles. M. Chirac, qui souhaitait que ces principes fussent rappelés dans le communiqué de l'U.D.R., a renoncé à la demande de ses amis qui jugeaient ces rappels présentement inopportuns. Quant à la mise en œuvre de ces principes, il a notamment les élus bretons — auraient même souhaité une option nettement favorable à la région.

Au cours de la discussion, la façon dont a été admise l'intervention des forces de l'ordre en Corse a été mise en cause, mais on a également déploré qu'aucune réaction officielle n'ait suivi la proclamation d'une organisation syndicale de G.R.S. présentée au ministre de l'Intérieur. On rappelait, en effet, qu'une démarche comparable faite par le secrétaire du Syndicat général de la police parisienne, M. Rouve à propos de l'O.A.S. en 1961 avait provoqué la révocation immédiate de celui-ci. On s'est étonné aussi que le président de la République, le premier ministre et le ministre de la Défense aient été en même temps absents de Paris. Et l'on rappelait encore que les contraintes de la crise de discussion nucléaire impliquaient naguère que l'un de ces trois personnages fût en permanence dans la capitale.

Des regrets, mais aussi des critiques ont été exprimés par M. Maurice Papon, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale,

à propos de la situation économique et financière. Il a ainsi déploré que les mesures prises par le gouvernement en matière de finances et de dépenses n'aient pas été efficaces et s'est demandé si le plan de soutien n'était pas trop tardif et trop timide. Il faut, a-t-il dit, avoir le courage de définir un nouveau modèle de croissance, et surtout il faut éviter de prendre des mesures contradictoires. Si le libéralisme n'est le laisser-faire, il est condamné.

Le rapporteur a énuméré les « erreurs » commises par le président de la République et les ministres des finances et estimé, en faisant allusion à la règle de l'équilibre budgétaire, qu'il ne fallait plus « se rattacher à des principes qui n'ont plus cours dans un monde où il n'y a plus de règles économiques ».

Plusieurs orateurs ont repris ces reproches et ont souhaité que l'U.D.R. ne se solidarise plus systématiquement avec « un langage un sigle et un comportement » qu'elle n'approuve pas. L'un d'eux a déclaré : « Le défilé de la droite (1) est passé. Nous ne pouvons plus continuer à ne rien dire ».

ANDRÉ PASSERON.

(1) Le défilé de la droite est le défilé en principe de trois cents jours imposés à la femme veuve en divorce avant de se remarquer.

Le communiqué : reconnaissance de l'insularité dans le respect de l'autorité de l'Etat

Dans la déclaration rendue publique après la réunion qu'il a tenue mercredi 3 septembre en présence de M. Jacques Chirac, secrétaire général de la formation du bureau exécutif de l'U.D.R., estime, en ce qui concerne la situation en Corse, que « le gouvernement, conformément à ses orientations de 1973, a longuement délibéré, doit mettre en œuvre les mesures destinées à compenser les difficultés dues à l'insularité notamment la continuité territoriale et, également, les mesures qui imposent les aspirations justifiées des jeunes générations ».

Celles-ci, note le bureau, visent « les problèmes économiques en apparence et, en fait, les problèmes de développement et de dynamisme, la prospérité dans leur terre natale ».

Le bureau exécutif a insisté sur « la nécessité d'éviter à l'égard des spécialistes étrangers, dont l'action nocive est connue de la justice ». Il a déclaré à ce sujet : « En effet, l'unité nationale exige que la loi soit la même pour tous et partout, afin qu'aucun déferement ne puisse se considérer comme étant à l'écart de la communauté française ».

La déclaration conclut : « C'est l'effort justifié, et correspondant à une volonté de solidarité nationale, doit aller de pair avec une prise de conscience de tous les problèmes politiques, économiques et sociaux qui imposent, en l'affaire corse, l'autorité de l'Etat, garant de l'unité française ».

Dans la presse étrangère

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG (journal des milieux d'affaires) : la France ne peut admettre la sécession simple d'une république fédérale.

« C'est un Corse, Napoléon Bonaparte, qui a fait les lois qui ont étouffé tout mouvement d'autonomie, toute liberté culturelle et politique pour les minorités. Juridiquement, il existe de vastes possibilités de coopération entre la politique de Paris et les régions des Corcés. Après quelques possibles erreurs initiales, le gouvernement français semble s'orienter vers la recherche d'une entente. (...) »

« Nous ne pouvons exclure que le détonateur, entre autres raisons, soit à rechercher dans ce centralisme de l'Etat français qui a fait son temps. Dans une Europe qui aspire à une certaine forme d'intégration supranationale, il est évident que c'est la tendance des groupes régionaux vers une autonomie qui doit servir d'une manière ou d'une autre, de contrepois. »

LA VOCE REPUBBLICANA (Rome, républicain) : le dés de la réalité régionale aux démocraties européennes.

« Au moment où la crise économique et politique à l'échelle mondiale rendent urgente pour l'Europe la recherche de formes efficaces d'intégration politique, le développement de mouvements autonomistes ne peut être soupçonné ou confiné à l'intérieur des frontières pays (...). »

« Si, en fait, au lieu du binôme « centralisme politique / décentralisation administrative », se réalisait le binôme « centralisme administratif / décentralisation politique », alors le danger pour la stabilité démocratique des institutions serait important. Et c'est une réflexion qui, avec beaucoup de nuances, vaut aussi pour la régionalisation réalisée dans notre pays. »

Handwritten text in Arabic script: كذا من الامل

SCIENCES

A l'assemblée de l'Union géodésique et géophysique internationale

LA PRÉVISION DES SÉISMES

Une prouesse scientifique qui pose de difficiles problèmes économiques et sociaux

Grenoble. — Depuis quelques années, la prévision des séismes a fait de très sensibles progrès (*Le Monde* du 30 avril 1974). Quelques tremblements de terre de faible importance ont déjà été annoncés à l'avance avec une bonne précision. De nombreuses études sont certes encore nécessaires dans toutes les voies qui semblent prometteuses, mais il est très probable que, dans un avenir relativement proche, il sera possible de prévoir avec une chance raisonnable de succès des séismes catastrophiques.

Certains, cette réussite scientifique posera de très graves problèmes politiques, sociaux et économiques.

Trois sociologues américains, les docteurs J. Eugene Haas et Janice R. Hutton, de l'université de Colorado, et Dennis S. Milet, de l'université de l'Etat de Colorado, ont exposé ces problèmes difficiles à résoudre à l'un des symposiums de la seizième assemblée générale de l'Union géodésique et géophysique internationale, réunie à Grenoble jusqu'au 6 septembre (*Le Monde* du 4 septembre). C'était la première fois que des sociologues

De notre envoyée spéciale

prenaient la parole dans une réunion scientifique de sismologie.

Les trois conférenciers ont commencé leurs recherches en mars dernier, et leur programme d'études doit durer deux ans. Le programme suit deux hypothèses : la prévision trois ans à l'avance d'un séisme de magnitude 7,3 et la prévision, neuf mois à l'avance, d'un tremblement de terre de magnitude 6,3. Par comparaison, rappelons que la magnitude du séisme qui a ravagé Agadir, le 29 février 1960, était « seulement » de 6,5.

Dans l'un et l'autre cas, le délai d'attente devra être mis à profit pour affiner peu à peu la prévision, estimer les dommages probables, examiner et renforcer les barrages, les hôpitaux, les écoles, les prisons et les plus grands immeubles, protéger ou démolir les centres vitaux de communication, les complexes d'ordinateurs et de laboratoires, les archives essentielles, constituer des stocks de vivres dans des zones moins vulnérables, éduquer la population et aussi, bien sûr, organiser la vie après le désastre et préparer les plans de reconstruction.

portant pour les habitants restant sur place, puisque les premières études montrent qu'un certain nombre d'entreprises démantèleront temporairement ou même définitivement. Toutes les activités économiques seront ralenties (de 25 % peut-être dans le cas du séisme de magnitude 7,3) : diminution générale des achats, baisse des ventes à crédit, faillites plus nombreuses, aucune création de nouvelles entreprises, construction de nouveaux immeubles arrêtée, tout contribuera à mettre en sommeil l'économie de la zone menacée, ce ralentissement étant plus marqué en cas de prévision d'un séisme de magnitude 7,3.

Les trois sociologues américains pensent qu'une bonne préparation et des plans précis seront plus efficaces que la politique de l'autruche pour limiter le nombre des victimes, le montant des dégâts, la reconstruction de la région détruite et la reprise de la vie économique.

YVONNE REBEYROL

ARMÉE

Pour refus de porter l'uniforme

DEUX APPELÉS SONT CONDAMNÉS A METZ

Pour avoir refusé de revêtir l'uniforme au moment de leur incorporation, deux appelés, MM. Dominique Dittler, originaire de Valence, et Gérard Gorscy, de Créteil, ont été condamnés, mardi 2 septembre, à deux ans de prison par le tribunal permanent des forces armées à Metz. Les deux jeunes gens, dont l'un s'est déclaré témoin de Jéhovah, ont refusé le statut d'objecteur de conscience.

D'autre part, une quarantaine d'objecteurs de conscience français et ouest-allemands ont manifesté mercredi après-midi sur le pont de l'Europe reliant Strasbourg et Kehl, soulignant notamment que « l'objection de conscience n'a pas de frontières ». Les objecteurs allemands bénéficient cependant d'un meilleur statut, selon le Comité de lutte des objecteurs (C.L.O.), qui en dénombre 8 000 en R.F.A. et 1 200 seulement en France.

L'exode de la population

Selon les trois chercheurs, la vie économique de la région menacée sera gravement perturbée. L'annonce d'un séisme de magnitude 7,3 entraînera une baisse de 40 % de la valeur des biens mobiliers (de 20 % seulement dans le cas de prévision d'un tremblement de terre de magnitude 6,3), accompagnée, bien entendu, par des achats spéculatifs.

Une partie de la population quittera la région menacée, ces départs étant particulièrement importants dans les derniers semaines précédant la catastrophe prévue. Dans le cas de l'annonce d'un tremblement de terre de magnitude 7,3, 10 % des habitants partiront pendant la deuxième et la troisième année d'attente, puis, pendant les dernières semaines, 80 % de ceux qui restent quitteront volontairement la zone menacée. Les départs seront évidemment moins nombreux si un séisme de magnitude 6,3 est prévu : seulement 20 % de la population dans les trois dernières semaines précédant la date prévue. Dans les deux cas étudiés, des organismes officiels devront évidemment aider la population à partir et à s'installer ailleurs, temporairement ou non.

En dépit des départs, on peut craindre un chômage très im-

SOCIÉTÉ

● La rencontre prévue le 2 septembre entre M. Guy Pissot, premier président de la cour d'appel d'Orléans, chargé du dossier de la prostitution, et une délégation de prostituées conduites par Ulla n'a pas eu lieu. M. Pissot a attendu en vain la délégation avant de quitter le ministère de la santé, à 17 h. 30.

Ulla a déclaré, mardi soir à Lyon, qu'elle souffrait d'une forte grippe : « Je suis malade, a-t-elle dit, et je n'ai pu me déplacer. » Ulla a ajouté : « Je souhaite que notre dossier soit plus étoffé et traite de la situation dans toutes les villes françaises. Nous n'avons pu l'établir aujourd'hui. »

● Une exposition sur l'Année de la femme, thème choisi par l'ONU pour 1975, aura lieu à Lille, salle Roger-Salengro, du 1^{er} au 21 décembre prochain.

Le Monde des Philatélistes
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Un raid dans le Sahara des Touareg, une promenade mystérieuse dans la forêt de Fontainebleau, la découverte fabuleuse et truquée de la Jamaïque, les arcanes de Saint-Germain-des-Près voila les voyages que propose en septembre Le Nouveau Guide Gault-Millau.

P.C.E.M. 1

Pharmacie

- Recyclage math. phys. chim. pour bacheliers A.R.C.D. du 2 septembre au 4 octobre.
- Spécimen annuel, parallèle à la fac, par groupe de 15 et par O.H.U.

CEPES - Groupe fibre de professeurs 37, r. Clémentine, 92-Neuilly
SAB. 94-64

Y a-t-il de bons restaurants à Saint-Germain-des-Près ? Peut-on goûter de bons vins à moins de 12 francs ? Le café décaféiné soluble a-t-il du parfum ? Lisez Le Nouveau Guide Gault-Millau de septembre et vous en connaîtrez les réponses.

YVES SAINT LAURENT

Tricots

Les tricots Yves Saint Laurent sont en vente en exclusivité chez :

GALERIES LAFAYETTE
Hausmann

Maine Montparnasse - Belle Épine

FRANCK & FILS
80, Rue de Passy - 16^e

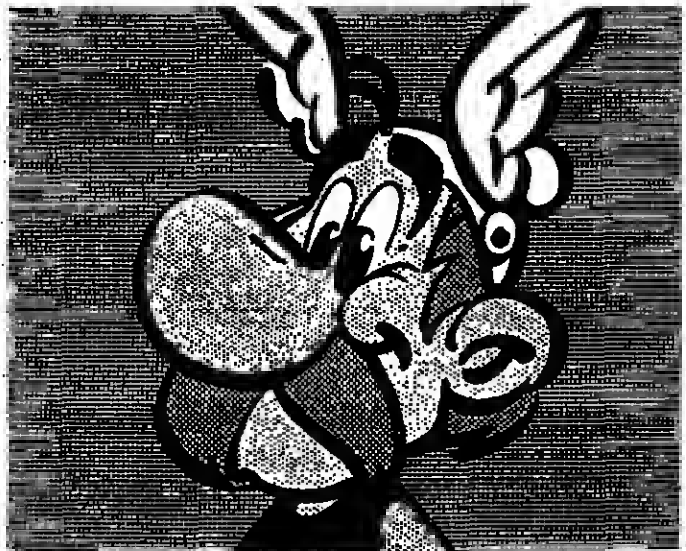
FUNNY GIRL
91, Rue La Boétie - 8^e

MARIE-MARTINE
78, Rue des Saints-Pères - 7^e
50, Rue du Fg-Saint-Honoré - 8^e

MINNY
38, Avenue Victor Hugo - 16^e

SEASONS
Centre Commercial de Parly 2
Le Chesnay

En France, on a Astérix



le plus grand aéroport d'Europe
le champagne et la Tour Eiffel
90 milliards de réserves d'or
et 400 variétés de fromages

mais on n'a pas de pétrole.

Oui, 76 % de notre énergie est importée. Le pétrole, nous sommes obligés de l'acheter à d'autres. Très cher. C'est notre richesse qui s'en va et notre façon de vivre qui est menacée.

Alors, qu'est-ce qu'on peut faire ? D'abord, mieux utiliser l'énergie. Et ça, justement, on peut y arriver sans changer notre façon de vivre.

On a déjà fait pas mal de choses mais il y en a des tas d'autres à faire.

A partir du 15 septembre, l'Agence pour les Economies d'Énergie vous en parlera.

On n'a pas de pétrole
mais on a des idées.

Agence pour les Economies d'Énergie.



RELIGION

EN 1975

L'ANNÉE JUIVE 5736 COMMENCE LE 5 SEPTEMBRE

Du Roch-ha-Chanah au Soukhot

La soirée du 5 septembre (1) sera, pour les Israélites, le commencement de l'année 5736 : le commencement, aussi, d'un mois particulièrement remarquable du calendrier religieux, marqué par une succession de fêtes très rapprochées les unes des autres.

Roch-ha-Chanah est considéré comme l'anniversaire de la création du monde et du sacrifice d'Isaac. Dans la perspective de la représentation qu'ils se font de leur relation à Dieu, c'est aussi, pour les croyants, le jour de l'ouverture de la session annuelle du tribunal divin : Dieu examine la conduite de ses créatures et décide — comme le dit une des prières de la journée — « qui vivra, et qui mourra, qui connaîtra le bonheur et qui la tribulation... »

Car, pour parler comme les rabbins d'autrefois, « des livres sont ouverts au ciel ; les actions de tous y sont inscrites et le verdict dépend de l'examen de ces notations ». Le vou de tous est de pouvoir « être finalement inscrit et confirmé pour une bonne année » ; c'est la formule même des salutations échangées, à cette époque de l'année, oralement ou par écrit.

Un arrêt funeste n'est pourtant pas irrévocable : car Dieu ne veut pas le mort du pécheur ; il préfère qu'il se repente et qu'il vive. C'est pourquoi — dit toujours la prière — « l'Israélite, le repentir et le charité sont attendus de Dieu... »

Roch-ha-Chanah met en valeur cette idée de la royauté et de la suprématie divine, « d'Israël », d'Israël, un jour, pour l'éternité, l'ensemble du genre humain, selon la prédiction de Zacharie (XIV) : « L'éternel deviendra le Souverain de toute la terre ; ce jour-là l'éternel sera un et son nom sera un... »

C'est à la fois pour fêter le grand événement futur de la souveraineté universelle de Dieu et sa réinstallation présente dans notre propre cœur, à l'occasion de la fête, pour rappeler la scène de la révélation du Sinaï et la promesse que Dieu fit à Abraham, après les sacrifices d'Isaac, de secourir ses descendants, un cas de besoin, que nous sonnons d'une trompe — le chofar — faite d'une corne de bélier.

Jours austères
Il s'agit, en ces jours austères, de s'examiner et de reconnaître le fait, la souveraine perfection de Dieu et notre propre faiblesse ; de plaider notre cause devant le tribunal de Dieu. Mais pas seulement par des paroles ; il faut aussi des actes, car les jours de la pénitence et du pardon n'apportent l'absolution qu'autant qu'ils s'accompagnent de réparation terrestre des offenses et des préjudices causés ; il s'agit d'assurer et d'assumer la restauration d'une relation correcte à Dieu et à nos frères en humanité. Nous allons nous recueillir auprès des tombes de nos disparus pendant les jours de pénitence ; non pour implorer les trépassés, chose pour nous inconcevable, mais pour supplier Dieu de tenir compte, en notre faveur, de leurs mérites, pour nous faire grâce.

C'est alors qu'arrive l'ultime étape du procès. Un procès qui n'inspire en rien l'idée que « les jours sont faits ». Inconcevablement, ni qu'une issue fatale déjà prévisible, sera le terme d'une procédure absurde et inutile. Ce qui est attendu, c'est au contraire la justification, la grâce et la vie, comme au terme de cet autre procès intenté par Dieu à son peuple, après le Veau d'Or et qui se termine par l'octroi du pardon, signifié à Moïse, à la date même à laquelle nous fêtons Yom-Kippour.

Comme Roch-ha-Chanah, et comme

(1) Ces dates ne sont valables que pour 1975.

le plupart des fêtes Israélites, ce jour est chômé. Mais le trait le plus connu c'est le jeûne auquel nous nous soumettons, du coucher du soleil à l'arrivée de la nuit close, vingt-quatre heures plus tard. Nous sommes faits d'une âme et d'un corps, également divins, originellement purs et sans tache, solidaires l'un de l'autre. Le corps est le réceptacle de l'âme et son instrument ; l'âme, émanation de la lumière et de soufre divin, devrait guider le corps qui, souvent, lui oppose l'inertie, les appétits et les infirmités inhérentes à sa condition de poussière ; il devient non plus l'instrument de la glorification de Dieu, mais une embûche pour l'âme qui capitule et perd la direction des affaires. Par le jeûne, l'âme, dès lors enrichie de soufres qui n'étaient ni originelles ni inhérentes, veut réagir contre le désordre d'une nature avide de s'approprier, de posséder, d'attirer à soi les biens ou le regard d'autrui. Absorber par la bouche, dévorer, c'est le symbole de cette captation ; jeûner, c'est s'interdire cette appropriation indue ; c'est subordonner l'animalité à l'humanité, et le matière à l'esprit qui lui rendra sa qualité d'instrument de glorification.

Cette purification s'opère aussi, ce jour-là, par le moyen de la confession, dont la valeur cathartique n'est plus à prouver. Toutefois, ce n'est pas une confession dans les formes connues ; elle se fait, pendant l'effluve et publiquement. Officiant et fidèles lisent, tous ensemble, dans leur rituel, un long « catalogue » de péchés, exprimés par des verbes à la première personne du pluriel. Le texte est lu en extenso par tout le monde, sans omission ; chacun affirme ainsi sa solidarité avec les coupables dont il prend les péchés à sa charge, tandis qu'il bénéficie de son innocence ; ainsi la responsabilité se trouve partagée par toute la communauté. Dans cette perspective, point n'est besoin d'un médiateur qui prenne à sa charge les péchés du monde.

Le pouvoir de la pénitence et du repentir est mis en lumière au moyen de la lecture du livre biblique de Jonas, qui exprime aussi, avec un rare bonheur, l'idée importante de l'universalité de la grâce divine pour tous les pécheurs du monde, même les plus criminels à l'origine ; et pas seulement à l'égard d'Israël. Le cycle des fêtes du mois de Tichri se terminera avec Soukhot et ses prolongements. Cette fête nous ramène à l'idée de la souveraineté universelle de Dieu et à la vision de toutes les nations rassemblées dans la synagogue divine, préfigurée par le Cabane (Soukhot) au toit de feuillage, dont la construction et l'occupation sont de règle pendant la fête. Cette fragile demeure, qui est un avant-goût de la paix messianique, n'est nappée pas moins, par sa fragilité, le caractère éphémère de la vie et des intérêts humains, qu'il faut bien un jour quitter... Cette ellipse au destin de l'homme est accentuée par la lecture du livre de l'Écclesiastique. C'est peut-être par réaction au sentiment de cette faiblesse de l'homme seul que le rite de Loulou a été prescrit : le Loulou est un faisceau de plantes nouées ensemble : une palme, un rameau de saule, une branche de myrte ; le tout accompagné d'un œdrat. Chacun de ces espèces symbolise un type donné d'homme ; toutes ensemble sont l'image de la société humaine qui finit par offrir à Dieu, avec la spécificité de ses différents types, avec la variété des aptitudes et du génie propres à chacun. Nous rejoignons ainsi la substance même des passages les plus grandioses d'Israël, parlant du grand afflux vers la montagne sainte. C'est encore à cette conception universaliste que se rattache le Talmud, lorsqu'il rappelle que le nombre des sacrifices offerts au temple de Jérusalem, à Soukhot, égalait celui des nations de la Terre.

ÉDOUARD GOURÉVITCH
robbin

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LE BUDGET 1976 DES TRANSPORTS

Priorité à la province

Accentuer l'effort en faveur des transports en commun dans les villes de province, assurer la mise en œuvre du nouveau plan de développement de la marine marchande, créer une véritable organisation du marché des pêches maritimes et poursuivre les programmes aéronautiques civils en cours, tels sont les grandes orientations du budget 1976 du secrétariat d'État aux transports.

Rouen, Strasbourg, Toulon et Toulouse. En région parisienne, la progression sensible des autorisations de programme (+ 53 %) permettra notamment l'engagement de plusieurs opérations nouvelles comme le prolongement de la ligne de métro n° 7 vers La Courneuve et de la ligne n° 10 à Auteuil.

Pour la batellerie

Le budget de la marine marchande est orienté, lui, vers le rétablissement des équilibres du commerce extérieur, du marché des pêches maritimes et de l'emploi. Les crédits de paiement inscrits au titre du plan de développement de la marine marchande représentent 180 millions de francs en 1976. Afin de créer une véritable organisation du marché des pêches maritimes, le budget prévoit la création d'un fonds d'intervention et d'organisation du marché des pêches et de la conchyliculture qui sera présenté

et commenté prochainement par M. Marcel Cavallé. Enfin le renforcement de l'équipement industriel de construction navale devrait permettre l'emploi de 100 millions de francs supplémentaires. Dans ce cadre, une priorité sera affirmée en faveur des petits et moyens armements (progression de 60 % des autorisations de programme). Un effort non négligeable est consenti pour la batellerie dont les crédits de paiement passent de 600 millions en 1975 à 222 millions en 1976. La part la plus importante de ces crédits sera affectée à la politique de soutien à la batellerie rhénane.

Le budget de l'aviation civile prévoit une augmentation de 10 % des crédits de paiement, ce qui assure en priorité la continuation des programmes aéronautiques civils en cours. Le réajustement de la progression du trafic permettra de marquer une pause dans l'équipement en infrastructures aéronautiques et en installations de navigation aérienne. Seule exception : le lancement de travaux d'agrandissement de l'aéroport de Nice.

A PROPOS DE...

LES TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS

A qui le premier tramway ?

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, a lancé le 25 août un concours international pour la construction de tramways. Les réponses des industriels devraient parvenir avant le 31 novembre et un appel d'offres sera alors lancé par les villes qui tentent ce mode de transport collectif.

Le mode « rétro » n'épargne décidément rien. Plusieurs villes de France, encouragées par le gouvernement, songent sérieusement à revenir au bon vieux tramway. Les autobus qui ont fait leur temps les centres de nos cités n'ont plus la cote. Les tramways sont bruyants et polluants. Toulouse et Bordeaux songent à se payer un tramway, comme les « grandes ». Devant l'absence de la réponse, elles ont renoncé. Elles se sont aperçues que pour le même prix elles pourraient offrir à leurs citoyens des lignes de tramways trois fois plus longues. Nancy rêvait d'un tramway léger, sur coussin d'air, animé par un moteur linéaire : le « nec plus ultra » du transport de demain. Hélas ! ces séduisantes inventions ne sont pas au point et coûtent les yeux de la tête. La encore la sagesse ramène au tramway.

tout des choses, les voici aujourd'hui à l'avant-garde. En février dernier, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, avait écrit aux maires de neuf villes françaises pour leur proposer de mettre à l'étude des lignes de tramway. Au cours de l'été, plusieurs d'entre elles ont répondu. Strasbourg est le plus enthousiaste. Toulouse et Bordeaux sont tentées. Les autres réfléchissent sérieusement. Leurs réponses, en tout cas, sont suffisamment encourageantes et concordantes pour qu'on puisse lancer un concours d'idées. Il s'agit de trouver un modèle de tramway s'adaptant aux besoins de plusieurs villes moyennes et dont les voitures et les voies pourraient être construites en série. Trois industriels français et un dizaine de constructeurs étrangers sont intéressés. En décembre, leurs projets et maquettes seront examinés par un jury de douze personnes composé de fonctionnaires et de maires. L'idée d'une exposition des maquettes a même été lancée. Le modèle retenu fera l'objet d'un appel d'offres et, dans deux à trois ans, les premiers rails pourraient commencer à circuler. On nous prédit des voitures rapides, silencieuses, confortables, aux planchers surbaissés et qui, sur certaines portions de leurs parcours, n'auraient pas besoin de caténaires, toujours disgracieuses. Les tramways sont de retour. Ce ne seront pas ceux de grand-père.

MARC AMBROISE-RENDU.

Faits et projets

Environnement

LE MASSIF DES CALANQUES SITE CLASSÉ

Attendu depuis son approbation par la commission supérieure des sites en octobre 1974, le classement du massif des Calanques sur les communes de Marseille et de Cassis (Bouches-du-Rhône) fait enfin l'objet d'un décret en matière de la qualité de la vie (« Journal officiel » du 4 septembre). Cette mesure oblige les propriétaires à obtenir l'autorisation de l'administration chargée de la protection des sites (architecte des bâtiments de France) pour toute construction, aménagement ou modification du site. Elle n'aura, en revanche, aucun effet sur les projets d'aménagement immobilier qui profiteront à proximité de la zone classée (« Le Monde » du 17 mai).

Transports

COMPIÈGNE : autobus gratuits

Cinq lignes d'autobus créées par la ville de Compiègne (Oise) des sociétés privées, transportent gratuitement les usagers depuis le 1^{er} septembre. La municipalité a jugé que cette mesure permettait de multiplier par deux le chiffre de six cent mille voyageurs transportés chaque année. Elle espère ainsi attirer les liens entre la vieille ville et les quartiers neufs et faire bénéficier d'équipements sociaux, économiques et culturels dans la périphérie de Compiègne, qui s'étend sur 8 kilomètres. Le financement de ces lignes d'autobus coûte environ 1 million de francs. Il sera assuré par le budget communal (500 000 francs), par les recettes des six cent cinquante personnes installées dans la centre de la ville (400 000 francs par an) et par les Aménités (100 000 francs). Après Compiègne (Hauts-de-France) et Provins (Seine-et-Marne), Compiègne est la troisième ville de France à décider la gratuité des transports et prolonger de ses transports urbains.

la corse

Advertisement for Corsica featuring a map outline and text describing the island's landscape, nature, and vacation opportunities. It includes sections for 'L'île - montagne', 'L'île au soleil', 'Une nature préservée', 'Un certain style de vacances', and 'Des conditions étudiées...'. It also lists 'LES SÉJOURS-DÉCOUVERTES' with examples of packages and a coupon for requesting more information.



سورة الفاتحة

SPORTS

LA VICTOIRE DE LA FRANCE SUR L'ISLANDE (3-0) A la recherche d'un avant-centre

De notre envoyé spécial

Nantes. — La surprenante aventure des footballeurs islandais, en championnat d'Europe des nations, a probablement pris fin le 3 septembre, à Nantes. Considérée « a priori » comme de simples comparées dans un groupe qui comprenait les équipes de la République démocratique d'Allemagne, de la Belgique et de la France, les Islandais avaient pu profiter de l'effet de surprise pour aller faire match nul en R.D.A., puis du terrain et du climat bien particuliers de Reykjavik pour tenir en échec la France avant de battre la R.D.A.

Au stade Marcel-Saupin de Nantes, l'équipe de France a rétabli — grâce à deux buts de Grillon (20 et 78 minutes) et un de Berdoll (88 minutes) — la hiérarchie qui doit logiquement exister entre une élite de professionnels issus de plus d'un million de joueurs et des amateurs représentant une fédération de deux mille licenciés.

Sans connaître le choc de l'entraîneur islandais Tony Knapp, qui dut attendre la veille du match pour juger de la forme de ses joueurs, Stefan Kovacs n'avait pas hésité sur la tactique de l'équipe de France : « Nos adversaires sont joués avec une défense centrale renforcée sur laquelle il ne faudra pas venir buter aveuglément. »

Il faudra jouer comme des hommes, les manœuvres et faire circuler le ballon jusqu'à que s'ouvre une brèche. Les avant-centres doivent être en position pour marquer. »

Le grand artisan de la victoire française fut en effet le meneur de jeu Jean-Marie Gailhard, qui marqua les deux premiers buts en termes de magnifiques courses en slalom à travers la défense islandaise, et fut un danger constant avec son compère aîné Jean-Noël Hunk. Toutefois, les deux exploits personnels de Gailhard ne doivent pas faire oublier l'équipe de France qui attendit près de trois quarts d'heure pour se mettre définitivement à l'abri d'une égalisation islandaise.

Gailhard — solide et décidé, bien groupé en défense devant l'excellent gardien de but Stefanov, et aidé par l'expérience de deux joueurs de grande valeur, le capitaine Edvaldsson et le petit maître à jouer Sigurvinsson, expatriés respectivement au Celtic de Glasgow et au Standard de Liège, les Islandais ont, en effet, bien des difficultés à une attaque française qui pêche de façon chronique par manque de finition et d'efficacité.

Les joueurs Albert Enon et Stéphane Domitrov Rocheteau, les deux jeunes ailiers essayés le 19 août contre le Real de Madrid, ont confirmé de bons dispositions, mais les tirs de premier et les centres du second furent souvent mal préparés et trop imprécis pour créer un réel danger.

Si la jeunesse des deux joueurs invite à continuer cette expérience, l'absence d'avants-centres français de valeur internationale

CLASSEMENT DU GROUPE 7

- 1. Belgique, 3 pts (trois matches disputés); 2. France, 4 pts (quatre matches); 3. Islande, 4 pts (quatre matches); 4. R.D.A., 3 pts (quatre matches).

Football et télévision condamnés à s'entendre ?

Le football et la télévision peuvent-ils tirer réciproquement parti d'une collaboration régulière ? C'est, sur Antenne 2, le thème du débat qui, présidé par Jacques Saltebert et Robert Chapette, a suivi la rencontre de football France-Islande, et dont les invités étaient MM. Bernard Sastre, président de la Fédération française de football, Roger Rocher, président du meilleur club français, Saint-Etienne, et Robert Cusin, journaliste à Télé 7 Jours, appelé à donner le point de vue de certains téléspectateurs. L'ordre du jour était presque vieux que le télévison s'en mêle, tant il est vrai que la question des rapports football-télévision, régulièrement débattue, n'a jamais trouvé de solution réelle.

Pour sa part, la télévision recherche un spectacle sportif attrayant — et bon marché. De leur côté, fort justement, les responsables du football ont, en priorité, le souci de protéger l'intérêt général en accordant, avec prudence, l'autorisation de retransmettre en direct tel ou tel match lorsque le plus grand préjudice est écarté, ou à tout le moins bien évalué, pour l'événement lui-même et, le cas échéant, pour les autres rencontres.

M. Sastre a donné des chiffres : au Parc des Princes, pour deux matches télévisés, France-Hongrie et France-Roumanie, 15 000 et 20 000 spectateurs; pour France-Real de Madrid, sans télévision, 38 000 spectateurs. Tout au long de la discussion, le bon vouloir réciproque a prévalu. MM. Sastre et Rocher

sont convenus que la télévision était à même de beaucoup apporter au football par son audience. Le fait que désormais, comme le remarque M. Robert Chapette, les équipes de clubs portent sur leurs maillots des slogans publicitaires, devrait favoriser davantage la conclusion d'accords pour la retransmission de matches de championnat. M. Rocher en est bien conscient, mais il entend procéder par étapes et juger des résultats. A cet égard, le premier test aura lieu samedi 17 septembre avec la diffusion de Lens-Nîmes, mais, dit M. Rocher, le samedi n'est pas un bon jour pour le football. Le samedi est un jour de promenade.

M. Rocher a aussi mis l'accent sur l'insuffisance des indemnités versées par la télévision et sur la qualité de la prestation dont devrait bénéficier le football. M. Rocher a ainsi noté que, pour France-Islande, la réalisation péchait par absence de ralenti et par défaut de gros plans.

Chacun préchant avec conviction pour sa paroisse, on aurait pu éventuellement penser que le sport-spectacle était unanimement apprécié et que le football pouvait offrir le meilleur des programmes. C'était oublier, M. Cusin l'a souligné, que 80 % des Français n'ont aucun goût pour le sport. C'était du même coup mettre l'accent sur l'absence d'avant-centres français de valeur internationale.

FRANÇOIS JANIN.

MÉDECINE

Pour dénoncer leurs difficultés

DES AGENTS HOSPITALIERS DU VAL-DE-MARNE ONT MANIFESTÉ DEVANT L'ÉLYSÉE

Pour la deuxième fois cette année, les agents hospitaliers du Val-de-Marne sont allés à Paris, jusqu'au palais de l'Élysée, pour dénoncer la gravité de la crise qui, selon eux, frappe le monde hospitalier. Cent cinquante à deux cents agents hospitaliers, représentant tous les établissements du Val-de-Marne, se sont retrouvés, ce mercredi 3 septembre, place Beauvau, en blouse blanche, banderoles déployées.

Une délégation a demandé en vain à être reçue à l'Élysée. Au cours d'une conférence de presse, M. Claude Roméo, secrétaire général de l'Union des syndicats C.G.T. des personnels et cadres de santé du Val-de-Marne, a souligné la situation « catastrophique » de plusieurs établissements du département. « Le manque de personnel s'est traduit pendant le mois d'août, déclare-t-il, par la fermeture du service de néonatalogie de l'hôpital intercommunal de Créteil. Au CHU Henri-Mondor, c'est le service de réanimation médicale qui a dû fermer (...). Dans la maison de retraite de M. Giscard d'Estaing à Paris, la situation ne s'est guère améliorée depuis ce passage, que nous qualifions uniquement de publicitaire : à l'hôpital d'Orly, la situation continue à se dégrader à une vitesse vertigineuse. Les conditions de travail pénibles pour les agents (...). Nous dénonçons le record des dépressions nerveuses allant parfois jusqu'à des tentatives de suicide. »

M. Roméo, qui a demandé la création immédiate de 4 000 emplois hospitaliers dans le Val-de-Marne, dont 1 300 infirmiers, a laissé entendre que les agents hospitaliers revendiquaient bientôt à l'Élysée, « sans se faire annoncer ».

A Paris

Plus de deux mille avortements ont été pratiqués depuis janvier dans les hôpitaux publics

Plus de deux mille avortements ont été pratiqués dans les établissements de l'Assistance publique de Paris (A.P.) depuis la publication, en janvier dernier, de la loi sur l'interruption volontaire de la grossesse. Ces quelque quatre-vingts à cent vingt avortements hebdomadaires ont pour la plupart, précise-t-on à la direction générale de l'A.P., été réalisés sous anesthésie générale, de préférence à la méthode Karman, et ont tous respecté la procédure légale imposant deux consultations préalables et une information contraceptive. Sur ce dernier point, l'A.P. aurait l'intention de réaliser, en liaison avec le ministère de la santé, des documents audio-visuels d'information.

DEUX CHERCHEURS FRANÇAIS, MM. EPHROSSI ET BARSKI REÇOIVENT LA PLUS HAUTE DISTINCTION SCIENTIFIQUE DE LA R.F.A.

Deux chercheurs français, les professeurs Georges Barski et Boris Ephrossi, vont recevoir le prix Paul-Ehrlich et Ludwig-Darmstadter, la plus haute distinction scientifique de la République fédérale d'Allemagne. Cette distinction, accompagnée d'une somme de 100 000 marks (170 000 francs), leur a été attribuée pour leurs travaux sur le sang, l'immunisation, la chimiothérapie et le cancer.

En 1961 à Moscou, le professeur Boris Ephrossi a été élu au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.). En 1964, il est membre du bureau scientifique des Forces françaises libres à Londres. De 1945 à 1970, il dirige le laboratoire de génétique physiologique du C.N.R.S. et est nommé en

Saint-Antoine, Salpêtrière, Rothschild. Dans les semaines qui viennent, des avortements pourront aussi avoir lieu à l'hôpital Louis-Mourier, à Saint-Louis, à Saint-Vincent-Paul et à Fernon. Selon les responsables de l'A.P., il sera ainsi possible de doubler, d'ici quelques mois le nombre d'interruptions de grossesses pratiquées dans les hôpitaux publics de Paris.

Avec aujourd'hui une centaine d'avortements par semaine, l'A.P. commence progressivement à jouer, sur ce terrain, le rôle de service public que lui imposait la loi du 17 janvier 1975, avec, semble-t-il, un certain succès, compte tenu des résistances massives lors récentes par une bonne partie du corps médical. Les interventions faites à la suite d'avortements clandestins seraient pratiquement disparues, ce qui semble bien montrer que les femmes, pour la plupart, préfèrent maintenant le recours au métracel. On ne peut que se réjouir de cette évolution.

M. Roméo, qui a demandé la création immédiate de 4 000 emplois hospitaliers dans le Val-de-Marne, dont 1 300 infirmiers, a laissé entendre que les agents hospitaliers revendiquaient bientôt à l'Élysée, « sans se faire annoncer ».

(Publié)

POUR LA RENTRÉE Pour les CE 3

AVEC NOTRE ENFANT VERS LE SEIGNEUR DIEU

Catéchèse familiale et pré-catéchèse : 26 feuilles pour les parents ; 26 feuilles pour les enfants ; les aventures de Mathurin et Véronique. Prix : 11 F (frais d'envoi en sus).

Pour les jeunes de 9 à 90 ans

JE CHERCHE DIEU

14 fiches pour éveiller au goût de la Parole de Dieu et à la prière avec la Bible ; illustrées en quadrichromie par Maité Roche ; réalisées par J. BONNET, A. ROUET, Th. de VILLETTE. Prix : 14 F (frais d'envoi en sus).

A propos des INADAPTÉS

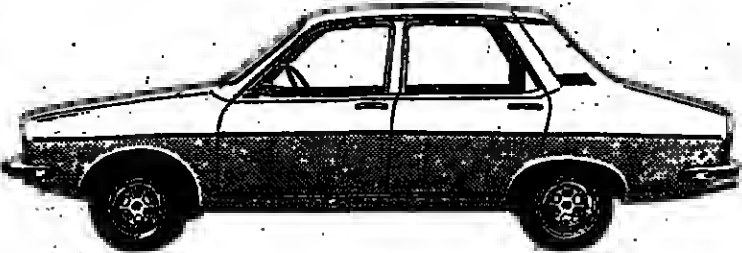
PEUT-ON ENCORE CATÉCHISER LES DÉVIANTS MENTAUX AUJOURD'HUI ?

Une plaquette pour toute personne s'intéressant aux inadaptes. Prix : 5,90 F (frais d'envoi en sus).

Et bien d'autres documents pour vous aider auprès des enfants et des adolescents des adultes.

Demandez le catalogue de la CERP :

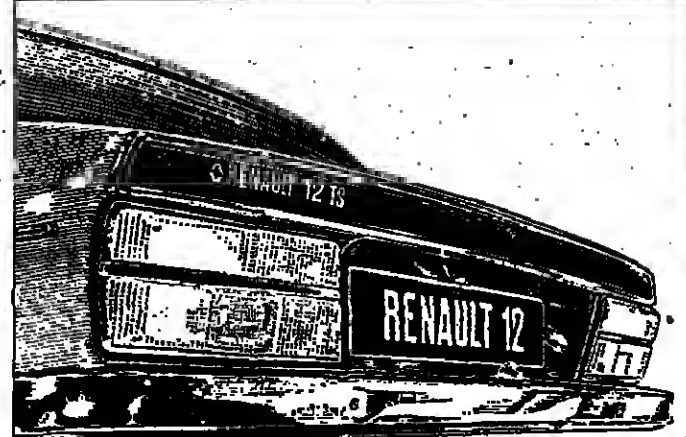
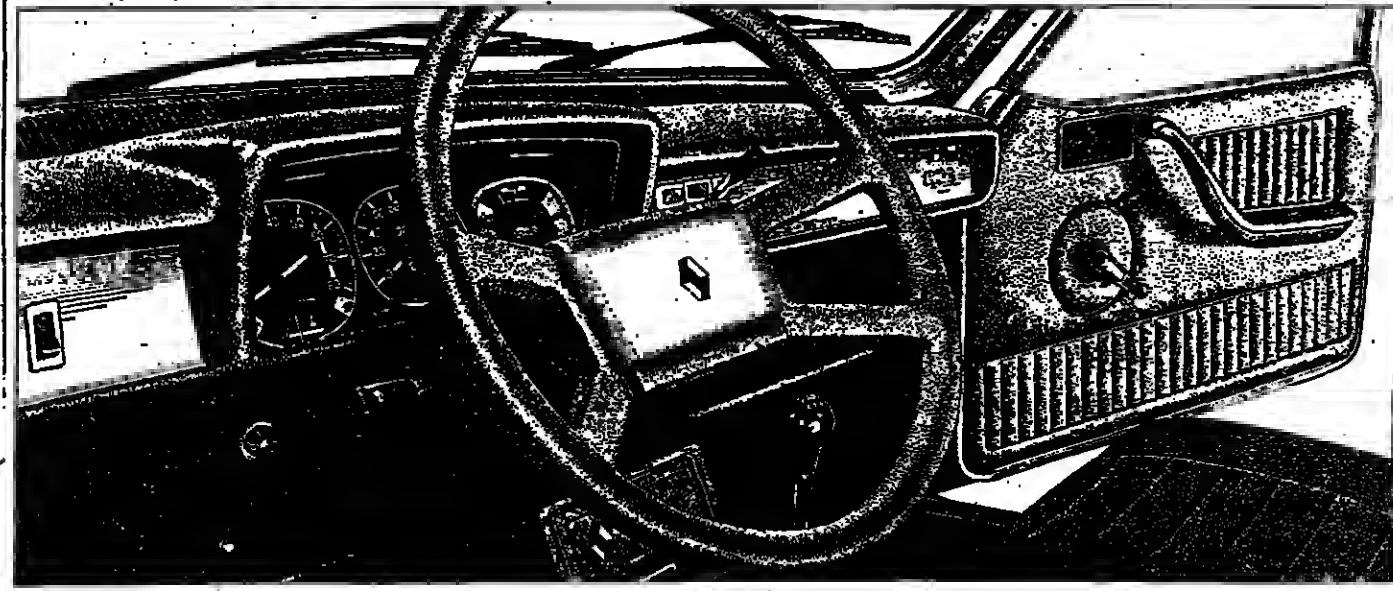
8, rue de la Ville-Evêque, 75008 PARIS — 073-24-95



1976: la Renault 12 est en beauté.

Sa calandre a changé. Les feux et les buffers ont été incorporés dans le pare-chocs avant. A l'arrière, les feux sont larges et forment une ligne très harmonieuse qui inclut à la fois les feux de signalisation, les feux de stop, et les phares de recul. La lisibilité de tous les cadrans du nouveau tableau de bord est parfaite. Toutes les commandes sont réunies sous la main pour éviter les gestes inutiles.

RENAULT 12 - Berlines : 4 versions dont 1 version à boîte automatique. Breaks : 4 versions dont 1 version à boîte automatique. Prix clés en main, de 20.500 F (Renault 12L essence ordinaire) à 25.500 F (Break Renault 12 "Automatic"). Prix au 15/7/75.



BON A DÉCOUPER Je désire recevoir une documentation sur la Renault 12

Nom _____ Adresse _____

Retournez ce bon à Renault Information : B.P. 142-92109 Boitogne-Billancourt

RENAULT préconise elf Le réseau Renault : 6.000 voisins utiles.

• Cambriolages de pharmacies dans les Yvelines : cinq arrestations. — Cinq jeunes gens âgés de seize à vingt ans, soupçonnés d'avoir cambriolé, le mois dernier, deux pharmacies dans les Yvelines afin de dérober des médicaments et des opiacés du tableau B, ont été appréhendés par la police judiciaire de Versailles. Trois d'entre eux, récidivistes, ont été écroués à la prison de Versailles, et les deux autres placés sous contrôle judiciaire.

• L'explosion du terril de Calonne-Béoucourt (Pas-de-Calais) qui s'est produite le 25 août (le Monde du 27 août) a provoqué la mort d'une nouvelle victime : il s'agit de Mme Sophie Pogoniac, quarante-deux ans, qui a meurturé à ses blessures dans la soirée du 3 septembre ; le bilan de cette catastrophe s'établit ainsi à six morts et deux blessés dont l'état est satisfaisant.

AUJOUR'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1243

1	2	3	4	5	6	7	8	9
X								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

VERTICALEMENT

1. Fit un appréciable retour en arrière alors qu'il était déjà sur le chemin du retour: Il convient de le bien traiter. — 2. Sent le rhum; Boue; Abréviation. — 3. Pleux registre. — 4. Grecque; Possessif; Mot d'enfant. — 5. Au bout du doigt; Farnet déjà de se faire une idée; D'un endroit. — 6. Poudre (inversé); Elle ne détecte pas (épelle). — 7. Ne s'oublie jamais; Fin de participe. — 8. Terme de marine; Fait partie du site pyrénéen. — 9. Genre de boisson.

Solution du problème n° 1242

Horizontalement

I. Voleur; II. — II. Etude (d'un notaire); S.S.O. — III. RA; Aile. — IV. Iconiste. — V. Tint; Ce. — VI. Ee; Evasif. — VII. Ut. — VIII. Alevinage. — IX. Derrière. — X. Av; Dcs. — XI. Matineuse.

Verticalement

1. Vérité (sort de la bouche des enfants); Adam. — 2. Otarie; Léva. — 3. La; On; Ger. — 4. Étonné; Vrac. — 5. Ue; U. — 6. Assagés. — 7. Sites; Ardu. — 8. Isle; Augée. — 9. Possesses; Sa.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 4 septembre à 6 heures et le vendredi 5 septembre à 24 heures.

La partie méridionale d'une perturbation venant du nord de l'Atlantique touchera le nord de la France, tandis qu'une activité orageuse se développera sur nos régions du Sud et du Sud-Est.

Vendredi 5 septembre, près de la Manche et dans le Nord, le ciel se couvrira, et il pleuvra par moments, tandis que les vents souffleront au sud-ouest et deviendront modérés. Des Pyrénées aux Alpes, des orages isolés éclateront surtout l'après-midi et le soir. Allure, après des bruyards, à a tir à ux localités très denses au lever du jour, des éclaircies assez belles prédomineront encore, mais la pluie deviendra plus nuageuse le soir sur la moitié nord de notre pays.

Par rapport à celle de jeudi, les températures subiront peu de changement.

Jeudi 4 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1018 millibars, soit 782 millibars de hauteur.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 septembre; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5): Alsace, 23 et 15 degrés; Biarritz, 24 et 16; Bordeaux, 24 et 12; Brest, 19 et 11; Caen, 20 et 8; Cherbourg, 18 et 11; Clermont-Ferrand, 21 et 14; Dijon, 22 et 15; Grenoble, 22 et 15; Lille, 21 et 10; Lyon, 23 et 15; Marseille, 24 et 13; Nancy, 20 et 10; Nantes, 24 et 13; Nice, 22 et 16; Paris-Le Bourget, 23

Éducation

DU 8 AU 27 SEPTEMBRE

Le ministère organise un service « spécial rentrée 1975 »

Des services « spécial rentrée 1975 » seront ouverts, dans toute la France, dans chaque inspection académique, chaque rectorat, ainsi qu'au ministère de l'Éducation, du 8 au 27 septembre, pour permettre aux usagers, élèves, enseignants et parents, de mieux se renseigner sur les problèmes que pose pour eux la rentrée.

A l'Administration centrale, la permanence sera assurée par téléphone aux numéros suivants: 705-22-29, 705-21-28, 705-30-29 et 705-30-25. D'autre part, un bureau d'accueil et de renseignements fonctionnera toute journée au ministère, 110, rue de Grenelle, 75007 Paris, tél. 332-97-99, postes 33-21, 33-22, 33-23, 33-24.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 4 septembre 1975:

DES DECRETS:

- Portant classement parmi les sites pittoresques dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Seine-et-Marne;
- UNE LETTRE:
- Des candidats déclarés titulaires du brevet de préparation militaire supérieure marine (cycle d'instruction 1974-1975).

FAMILLES ET ÉLÈVES

Ce bureau, ouvert au public tous les jours, est situé au rez-de-chaussée de l'Institut des examens, 2 bis, rue Mabilloy (7^e). Il est chargé des inscriptions dans les classes de premier et de second cycle, ainsi que des inscriptions dans les classes spéciales d'accueil de élèves relevant de l'adaptation et de l'éducation spécialisée; il est également compétent pour régler les problèmes liés à la vie sociale (sans de transport, bourses, allocations familiales, classes d'intégration au français pour les élèves étrangers). Il est en mesure de donner des informations sur l'attribution et la liquidation des bourses scolaires et professionnelles (second degré et apprentissage). Il dispose d'un standard : 325-42-38 (huit lignes).

NOUVEAUX CANDIDATS A UN POSTE DE MAÎTRE AUXILIAIRE

Le bureau est installé 4, rue Danton, Paris (9^e), tél. 325-68-29 et 325-66-47.

ENSEIGNANTS TITULAIRES ET MAÎTRES AUXILIAIRES, DEJA EN FONCTIONS

Les intéressés seront regus au rez-de-chaussée de la division des personnels de la direction de l'Éducation nationale, 1, rue Victor-Costin, Paris (9^e), et éventuellement orientés vers les bureaux de gestion qualifiés. Numéro de téléphone : 326-67-33.

JUSTICE

Les suites des manifestations contre le camp du Larzac

Un drapeau occitan flottait sur la mairie de Chamalières

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Le 15 mars dernier, une importante manifestation contre l'extension du camp militaire du Larzac avait lieu au cours de l'après-midi place de Janda à Clermont-Ferrand. Plus de 17 heures, le cortège avait gagné Chamalières, ville dont M. Valéry Giscard d'Estaing était la maire avant son élection à la présidence de la République. Une seconde manifestation se déroulait alors dans le parc de Monjoly, qui entoure l'hôtel de ville.

An cours de celle-ci, un des participants avait enlevé le drapeau tricolore pour le remplacer par un emblème occitan. Le maire de Chamalières avait déposé plainte, et l'auteur de cette substitution, M. Jean-Michel Ballamy, vingt-huit ans, originaire de Tarascon-sur-Ariège, maître d'internat au lycée Michel de Montaigne, qui avait pu être identifié par les enquêteurs en vu de la bande d'actualité réalisée par la télévision régionale, était inculpé de « destruction et dégradation de monument et objets divers destinés à l'utilité ou à la décoration publique ».

M. Bellamy comparait mardi 2 septembre devant le tribunal de Clermont-Ferrand, que présidait M. François Bayet, vice-président le siège du ministère public étant occupé par M. André Primot, substitut.

Répondant à l'interrogatoire du président, M. Jean-Michel Bellamy reconnaît les faits, mais il insiste sur le fait qu'il agit à titre individuel et avait été l'instrument d'un acte collectif. Il en apporte pour preuve le fait que cent vingt-cinq des participants à la manifestation avaient, à la suite de son inculpation, demandé par lettre adressée au magistrat instructeur à être à leur tour inculpés.

Après l'audition des témoins venus expliquer le sens du combat occitan, M. Michel Lemerle, président du Syndicat national des journalistes, devait s'exprimer contre le fait qu'une photographie extraite du film des actualités régionales ait été la base, et l'unique base, sur laquelle a reposé l'inculpation de M. Jean-Michel Bellamy.

M. Lemerle évoque ensuite des faits récents du même genre relatifs aux manifestations survenues à Bastia, et il souligne: « C'est l'exercice de la mission d'information des journalistes qui est menacé, et même la sécurité personnelle du reporter, si des manifestants peuvent être amenés à penser que les documents de presse sont susceptibles d'être utilisés à des fins politiques ».

L'audition des témoins achevée, le bâtonnier Gerold-Ghugrard réclame pour la ville de Chamalières, partie civile, le franc symbolique de dommages et intérêts. Le requérant du représentant du ministère public sera modifié puis, qu'il s'agisse, en effet, à ce moment de l'affaire, de ses proportions, c'est-à-dire à celles d'un fait divers », et demande « une peine d'amende ayant le caractère d'une peine de principe ».

M. Dumoulin du Fraysse, qui plaide le premier pour M. Jean-Michel Bellamy, va soulever un

Un drapeau occitan flottait sur la mairie de Chamalières

vif incident en s'élevant contre le fait que le procès soit venu devant le tribunal en période de vacances — beaucoup plus tôt que prévu, qu'il y a donc eu là « violation des droits de la défense ».

Ces propos sont aussitôt vivement relevés par le ministère public qui les déclare intolérables. La salle devient houleuse et l'audience sera suspendue pendant une demi-heure avant que l'arrêt ne demande la relaxe de M. Bellamy.

Plaidant à son tour, M. Félicie évoque en premier lieu la base d'inculpation, c'est-à-dire la photographie extraite du film d'actualité de la télévision, et affirme que « les policiers avaient, sans mandat et avant même qu'une commission rogatoire leur ait été délivrée, visionné le film dans les locaux de la station régionale ». Puis l'avocat entend également « donner à l'affaire sa juste dimension » et il s'interroge: « Y aurait-il des indices à l'événement s'était produit dans une autre mairie que celle de Chamalières, y aurait-il eu ce procès ? »

Jugement le 15 septembre.

ANDRÉ TRONCHÈRE.

Dans la Loire

DEUX INDUSTRIELS SONT ÉCROUÉS POUR ABUS DE CONFIANCE

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — La chambre d'accusation vient de refuser la demande de mise en liberté de M. Norbert Étudier, ancien secrétaire général de la SOREDIL (Société départementale d'études et de développement industriel de la Loire), écroué depuis le 11 juillet à la maison d'arrêt de la Taubaudière pour abus de confiance et émission de chèques sans provision. (Le Monde daté 13-14 juillet).

M. Étudier a cependant bénéficié de l'appui d'un comité de soutien qui avait réuni les 180 000 F qu'il avait avancés imprudemment, dans l'exercice de ses fonctions, sans disposer de l'aval du conseil d'administration de la SOREDIL, à deux industriels de la région stéphanoise, M. Pierre Martin et Jean Beaumont. Ceux-ci ont été inculpés de recel, le 11 septembre, par M. Yves Gourde, juge d'instruction à Saint-Etienne, et placés sous mandat de dépôt.

Dans la Loire

DEUX INDUSTRIELS SONT ÉCROUÉS POUR ABUS DE CONFIANCE

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — La chambre d'accusation vient de refuser la demande de mise en liberté de M. Norbert Étudier, ancien secrétaire général de la SOREDIL (Société départementale d'études et de développement industriel de la Loire), écroué depuis le 11 juillet à la maison d'arrêt de la Taubaudière pour abus de confiance et émission de chèques sans provision. (Le Monde daté 13-14 juillet).

M. Étudier a cependant bénéficié de l'appui d'un comité de soutien qui avait réuni les 180 000 F qu'il avait avancés imprudemment, dans l'exercice de ses fonctions, sans disposer de l'aval du conseil d'administration de la SOREDIL, à deux industriels de la région stéphanoise, M. Pierre Martin et Jean Beaumont. Ceux-ci ont été inculpés de recel, le 11 septembre, par M. Yves Gourde, juge d'instruction à Saint-Etienne, et placés sous mandat de dépôt.

PRESSE

Mme GIROUD PRÉCISE...

À la suite de l'information signalant la disparition du n° de Mme Françoise Giroud, directeur général de l'Express (Le Monde du 3 septembre), le secrétaire d'État à la condition féminine nous a écrit:

« Puis-je vous demander d'y porter une précision à ce qu'il vous a été publié ? »

C'est à l'initiative de Jacques Servan-Schreiber que mon nom a été retiré du générique de l'Express pour ne pas mêler un membre du gouvernement à la polémique que ne pouvait manquer de déclencher le débat sur un « fait de société » engagé dans le dernier numéro du journal. Or, comme je ne l'ai dit, la formule a été corrigée et il a été fréquemment interprété comme un artifice de présentation.

« Dois-je décider, que je naturellement approuvé. »

M. Philippe Tesson, directeur-adjoint en chef du Quotidien de Paris, vient de racheter à M. René Minguet le titre Les Nouvelles littéraires (publication fondée en 1922 sous l'égide de la Librairie Larousse). M. René Minguet, président du Siboc, avait lui-même acquis l'indépendance en 1971, alors qu'il était directeur de la revue. Le prochain numéro, publié lundi 8 septembre, sera déjà réalisé sous la responsabilité de M. Philippe Tesson, qui a l'intention de faire des Nouvelles littéraires le complément littéraire et culturel du Quotidien de Paris. Le tirage actuel, des 2 N. L., est de 36 700 exemplaires.

Le Monde

Service des Abonnements
1, rue des Saussaies
75247 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
EX-COMMUNAUTÉ (sans Algérie)
90 F 120 F 225 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIES NORMALES
144 F 210 F 480 F 630 F

ÉTRANGER
par messagerie
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
118 F 210 F 360 F 480 F

II - TUNISIE
125 F 225 F 375 F 480 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements)
devront bien joindre ce chèque à
leur demande

Changements d'adresse détaillés
ou provisoires (deux
scissions ou plus), non abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres
en caractères d'imprimerie.

loterie nationale		Liste officielle des sommes à payer, tous cumulés compris, aux billets entiers					
Terminaison	Finales et numéros	Groupes	Sommes à payer	Terminaison	Finales et numéros	Groupes	Sommes à payer
1	1	tous groupes	50	6	71 756	tous groupes	10 000
	061	tous groupes	250		89 726	tous groupes	10 000
	561	tous groupes	250		72 736	groupe 2	100 700
	31 271	tous groupes	10 050			autres groupes	2 700
2	92	tous groupes	100	7	17	tous groupes	100
	642	tous groupes	200		67	tous groupes	100
	26 932	groupe 5	10 000		0 147	tous groupes	200
	41 772	autres groupes	2 000		6 567	tous groupes	1 000
3	92 822	tous groupes	10 000	8	1 317	tous groupes	2 600
	92 822	tous groupes	10 000		28 937	groupe 5	10 000
	693	tous groupes	200			autres groupes	2 000
	023	tous groupes	500		55 937	tous groupes	10 000
4	6 613	tous groupes	1 000	9	08	tous groupes	100
	26 933	tous groupes	10 000		8 308	tous groupes	1 199
	26 933	autres groupes	2 000		8 778	tous groupes	1 000
	94 513	tous groupes	10 000		9 138	tous groupes	1 000
5	04	tous groupes	100	0	26 938	groupe 5	10 000
	544	tous groupes	200			autres groupes	2 000
	8 834	tous groupes	1 000		94 408	groupe 4	100 700
	4 844	tous groupes	2 500			autres groupes	2 700
6	22 914	tous groupes	10 000	9	9	tous groupes	50
	26 934	groupe 5	10 000		26 939	groupe 5	10 050
	54 744	autres groupes	2 000			autres groupes	2 050
	82 924	tous groupes	10 000		29 589	tous groupes	10 050
7	3 155	tous groupes	1 000	0	96 179	tous groupes	10 050
	19 785	tous groupes	10 000		480	tous groupes	200
	26 935	groupe 5	10 000		4 460	tous groupes	1 000
	13 175	autres groupes	2 000		26 930	groupe 5	10 000
8	36	tous groupes	100	1	65 860	autres groupes	2 000
	376	tous groupes	200			groupe 3	100 000
	396	tous groupes	200			autres groupes	2 000
	26 936	groupe 5	10 100				

Liste établie par le Secrétariat Général de la Loterie Nationale

A Marseille

LES TROIS INSPECTEURS DE POLICE INCULPÉS DE RECEL SONT RELAXÉS

(de notre correspondant.)

Marseille. — La sixième chambre de tribunal correctionnel de Marseille a rendu, ce jeudi 4 septembre, son jugement concernant l'affaire de vols cumulés sur les quais du port autonome et dans laquelle vingt-trois personnes — dont trois policiers — étaient inculpés (Le Monde daté 31 août-1^{er} septembre). Le principal accusé, M. Jacques Estelle, vingt-neuf ans, qui avait mis à profit ses fonctions de gardien particulier pour soustraire frauduleusement pendant trois ans et demi, les marchandises les plus diverses, a été condamné à quatre ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis.

Son épouse, Bernadette, vingt-cinq ans, employée de bureau au service des renseignements généraux de Marseille, qui avait écopé une partie du bulletin parmi ses amis ou ses relations professionnelles, a également été condamnée à une peine de quatre ans d'emprisonnement, mais en bénéficiant d'un sursis de deux ans. Les autres condamnations pour recel s'échelonnent de trois mois d'emprisonnement avec sursis à trois ans, dont dix-huit mois avec sursis. En l'absence de preuves de leur mauvaise foi, les trois inspecteurs des renseignements généraux qui avaient acquis ou étaient fait voler quelques objets par leur collègue Mme Estelle, et trois autres inculpés, ont été relaxés.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde, 1, rue des Saussaies, Paris-8^e. Directeur de la publication, Jacques Servan-Schreiber.

Imprimerie de « Le Monde », 5, rue de Valenciennes, Paris-IX^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'Administration.

سكس من الاموال

Le Monde

DES LIVRES

L'ACTUALITÉ DANS LE ROMAN

RÉGIS DEBRAY FACE AUX GUÉRILLEROS

de Régis Debray, le Seuil, 228 pages, 35 F.

RÉGARDER cette grande leure, ou au-delà de la rentrée. C'est « l'Indésirable » où Régis Debray, dit-on, vient de se faire voler. Le lecteur qui se jettera sur ce livre-choc en sera surpris, étonné, bouleversé. Ne nous attendons pas à disséquer sur la hauteur du ton, la frappe de la phrase, la progression holo-dramatique de l'intrigue, la noblesse du discours, tout ce qui suffit généralement à faire un événement littéraire. Et, si vous voulez en rester à ce qui est un événement littéraire, mais porteur de bien autre chose que le plaisir de lire. C'est un livre de révolution. C'est un livre-révolution. Ce récit terrible, accablant, à l'écroule de pessimisme propose une morale pour les militants du changement de la vie au moment où toutes les morales brulent dans le monde, y compris celle du dernier demi-siècle.

« Indésirable », de Régis Debray, le Seuil, 228 pages, 35 F. Mais tout ceci serait supportable si ces deux hommes s'aimaient. Or un double fossé passe entre eux : Lucas est un paysan de la montagne, devenu spécialiste de la guérilla urbaine ; Frank est un « gringo », un jeune intellectuel suisse venu en Amérique du Sud aider à la révolution dont il désespère en Europe. Or Lucas méprise Frank, cet indésirable, et s'en méfie : il n'est pas de chez nous. Et puis il n'appartient pas au même parti révolutionnaire. Il n'y a entre eux d'autres fraternités que celle de l'action immédiate sur laquelle ils ne sont même pas d'accord.

La mort du Père Noël

A partir de là, nous sommes entraînés à travers le cœur, l'esprit, la chair de Frank, dans cette catastrophe ou révolte, la pire sans doute de l'histoire humaine, parce qu'elle a entraîné l'homme dans son mouvement : la mésestime entre révolutionnaires. C'est elle qui a tué le Père Noël de nos anciens, quand la Montagne s'est divisée un matin de Noël 1794, qui a tué celui de nos pères quand Traski a quitté Moscou et qui a tué le nôtre quand la rupture Mécou-Pékin a brisé les reins à notre génération. Fracture qui passe à travers les moindres gestes de Frank dans son activité révolutionnaire, dans ses amours si belles et si tristes avec Célio — mais Célio, elle, est une militante à Père Noël ; le parti est son obsolète et il a toujours raison ; pas facile de faire l'amour et surtout de le vivre avec le plus beau robot du monde. Frank se bat pour le monde, dans ses rencontres successives avec les hommes de la clandestinité dont la chance serait encore grande s'ils s'unissaient : le dictateur est par trop fantôme, le peuple arrive au bord de la prise de conscience, il souffrirait que quelques hommes résolus s'emparent des points névralgiques de l'Etat...

viennent enfin par un cargo-miracle, elles sont là, à portée de la main... Cet immense effort aboutit à la rencontre au fond de la jungle de deux groupes d'hommes appartenant à des idéologies opposées, mais au même but, et qui se défilent du regard au risque de s'entre-tuer pour les caisses d'armes et de munitions qu'ils ont volées. Les clandestins de la ville, ceux du port, et les maquisards des montagnes, des « guevaristes ».

Ces derniers avaient marché à bout de souffle et de forces à travers une jungle mortelle, et dans le récit de cette marche, un des plus saisissants du livre, nous entendons frapper sur le monde et sur notre cœur les derniers pas du « Che », tels que Régis Debray les a vécus avant de tomber, le premier, dans la grotte des fauves : « Pourquoi ? pourquoi ? Les bagarres dans le Maroni, les esclaves dans les mines de sel, les travailleurs forcés des camps nous ont entraînés à côté d'eux ! schisme du kapo, la corbeille du garde-chiourme, c'était « marche ou crève ». Mais ceux-là, qui les forcés à se traîner dans la boue avec 30 kilos sur le dos et deux cents calories par jour, pendant des jours et des nuits ? Ils sont venus de leur plein gré dans cet enfer caché de tous et, mais après mois, années après années, ils décident eux-mêmes de leur sort, de leurs actions, de leurs diaboliques sanguinolentes, à chaque heure, à chaque minute. Qu'est-ce qui les fait tenir debout, ces flagellants de la révolution ? »

Voilà, je viens de tomber dans le piège de l'autobiographie cherchée par le lecteur du roman, comme un chiffonnier fouille les débris. Frank n'est pas Régis Debray. A preuve ? Il est Suisse, il ne connaît pas le Che, il semble à la fin du récit dans une action suicidaire. Mais n'a-t-il pas — comme Régis — un Père Noël encore vivant accroché dans un coin de son cœur ? « Chaque soir, dans l'opprobre de l'exil, Célio ne rentrait pas, Frank écoutait Rodio-Hovane.

CLAUDE MANCERON.
(Lire la suite page 13.)

Olivier Todd devant le Vietnam

des CANARDS DE CA-MAO, d'Olivier Todd. Imprint 339 pages, 37 francs.

UN roman, sur le Vietnam. Et d'abord, une histoire. Celle de trois journalistes occidentaux, dont une jeune photographe anglaise, passée clandestinement chez les maquisards du Sud. Nous sommes en avril 1973, peu après le cessez-le-feu et les accords de Paris. Une fois pour toutes, la C.I.C.S. (Commission internationale de contrôle et de surveillance) a prouvé son incompétence. Entes les soldats de Saigon et les « hommes de l'intérieur », les combats reprennent, sporadiques, imprévisibles. A tout moment, la progression des troupes communistes dans les zones de Ca-Mao peut mal se terminer. Il y a les méandres des canaux. Il y a le fleuve. Il y a le mort.

C'est aussi un reportage. Sur le Vietnam quotidien depuis le cessez-le-feu : sur les paysans de Ca-Mao (le sud du Sud), peuple de boue et d'os, prise en tête sous les feux ; sur, enfin, une zone libérée par le G.R.P., et dans laquelle aucun journaliste européen n'avait pénétré depuis des années (3). Au cœur du labyrinthe, chez les communistes vietnamiens, devant leur héroïsme, devant leur fanatisme, il y a de quoi se hvr à un constat sinon d'échec, du moins de perpétuité.

Plus actuel peut-être, depuis le chute de Saigon, au mois d'avril dernier, ce roman-reportage (mais, finalement, quel roman n'est pas, un peu, du reportage) quel reportage n'est pas, un peu, du roman ? Vaut autant par ce qu'il énonce que par ce qu'il démontre, mais, malgré cela, sous la plume d'un de ces journalistes qui sont des écrivains, il vaut autant par sa chaleur, ses parfums, ses flashes d'un pays aimé, dont on voit les villages « émerger de la sieste comme des plongeurs décompressés remontant de la surface » ou s'enfoncer dans des « nuits aux reflets mûres de calendrier retouché », que par la réflexion qu'il suscite.

Réflexion sur un métier qu'exalte la guerre. En un roman, ce n'est pas si simple : plus ce roman, plus nuance. Réflexion sur les jeux politiques, l'histoire. Que vaut, que

peut, au Vietnam, mais ailleurs aussi, une révolution communiste ?

● Réflexion sur un métier... On a l'impression que vous avez cherché à démythifier une certaine image du journaliste.

— Out. Dans le roman comme dans le cinéma français, il y a deux personnages qu'on n'arrive pas à traiter, autrement qu'en les caricaturant, à la différence de l'Angleterre et des Etats-Unis : l'écrivain et le journaliste... Letouché s'en est essayé, mais Yves Montand en journaliste, franchement, non ! Pourquoi cette mythologie, cette charge d'excès associée au reportage ? Je déteste l'expression « grand reporter ». Il n'y a pas de « grand » ou de « petit » reporter, mais des « bons » et des « mauvais » reporters, c'est tout.

« La plus grande guerre journalistique »

Dans les Canards de Ca-Mao, dans reportage, peut-être les deux visages d'un même homme. Le jeune Antoine, intrinsèque, idéaliste, presque idéologue, qui e, une fois pour toutes, décidé « de vivre non pas au menu mais à la carte », ressemble à ce que Todd aurait été s'il était né complètement français. Quant à Morgan, il est probablement ce que Todd aurait été s'il était né complètement américain. Comme lui, il a vu tous les aspects de la guerre. Il est allé au Nord-Vietnam, au Sud-Vietnam (et, surtout, il est allé au Nord après avoir été au Sud, et au Sud après avoir été au Nord), il a vu le « vietnamisation de la guerre, ainsi que les révolutionnaires du Sud. Et il y a laissé sa tranquillité, au sens où Graham Greene l'entend.

● Se remet-on de la « vietnamité » ?

— Je ne sais pas, c'est plus qu'une fascination, c'était une véritable obsession.

Le Vietnam est l'expérience journalistique qui n'a le plus marqué. La guerre du Vietnam fut d'ailleurs la plus grande guerre journalistique de l'histoire. Disons que, pendant la période (1) que Todd a parcourue en avril 1973.

« américaine » de la guerre, on trouvait des journalistes américains partout, au Vietnam du Sud. Et sans arrêt, ils travaillaient remarquablement et faisaient ce qu'ils voulaient, à leurs risques et périls. Une fois accrédités par l'armée américaine, ils avaient des priorités de type II, étaient tous « commandants honoraires » et bénéficiaient de ce titre de tactiques fantastiques.

M-Français, m-Français. Olivier Todd, rédacteur en chef adjoint du Nouvel Observateur et éditorialiste à Newsweek, pratique, comme ses personnages, un journalisme à l'anglo-saxonne, plus détaché, plus « cool », que le journalisme européen. Un journaliste non partisan.

— Un bon reportage n'est pas un précho, il importe plus d'expliquer que de prendre parti. C'est aussi en cela que la presse américaine au Vietnam fait un travail étonnant. Si on compare avec la guerre d'Algérie, il n'y a aucun doute : on ce qui concerne la longueur et le détail de l'information, les Américains viennent en tête. Et n'oubliez pas que ce sont des types comme Jonathan Stehr qui ont découvert My-Lai. Ce sont eux qui ont détérioré toutes ces atrocités à la ignominie de la guerre américaine...

● Vos communistes vietnamiens apparaissent comme durs, sectaires... — Oui, et ils l'étaient moins dit, la solution serait arrivée plus vite, au Vietnam. Parce que, étonnant, il y aurait eu ce soutien populaire sur lequel Hanoi comptait lors des deux grandes offensives (celle du Têt de 1968 et celle de 1972), et qui n'est jamais venu.

FRANÇOISE WAGENER.
(Lire la suite page 13.)

UN NOUVEL « ÉTRANGER »

« Villa triste », de Patrick Modiano

AU fond, ce qui étonne le plus le public, chez les artistes, c'est leur pouvoir de contrefaçon. Au théâtre, c'est que l'acteur qui pleure, l'acteur bien vu à la jumelle, ait de vrais larmes. En littérature, c'est que, subit, pourtant, mais devant l'état d'« écrivain » lui-même au point de se faire femme jusqu'aux entrailles, ou l'exclamation éberluée : « Oh, me vient-il à l'esprit tout ça ! » Cet étonnement a dominé, et déformé, le succès de Patrick Modiano, afin qu'il, ce jeune homme était né en 1927 — sans trêve possible, à voir ses photos de grand adolescent nu dans le bain — il était juif de surcroît, cela du moins ne s'invente pas, voilà qu'à chaque livre il nous plongeait de l'intérieur dans l'Occupation allemande, les descentes en « réaction avant », la rue Lauriston, la Marianne et ses amants de bois, avec sa précision et ses hésitations cyniques, sans jamais se gêner pour le résumer ! On finit par lire la Pique de Fétoué (1968), la Ronde de nuit (1969) et les Nouveaux de ceinture (1972) un compte sur ses doigts — non, décidément, n'était pas né — ou en colportant, rapporte quoi : « Traumatisme classique : il paraît que son père était bien l' et collabora... Il y en a eu ! »

ou le narrateur leur reste étranger, comme dans certaines scènes de cauchemars où le dormeur se cherche en vain lui-même. On souhaite que cette ressemblance de thème dans la dissemblance des cadres aide à comprendre enfin où nous en sommes, en tremblant, Patrick Modiano, aux limites de ce que le monde adulte représente pour un enfant et les sociétés assises pour un émigrant, le nez collé à la vitre de cet univers de fantômes criards sur fond de ruines roccoco, et bien incapable de nous dire — c'est même pour cela qu'il écrit des livres — s'il savoure ce guignol crépusculaire ou s'il le vomit.

DONC, une station thermale. Evian ? Aix ? Un lac, en tout cas, ouvert sur les montagnes suisses et les mystères de la Méditerranée. Mais seul compte que ce soit un lieu de passage, que casino, hôtels et villas sourient de toutes leurs vérandas félines, la vraie présentation de marque, son temps, et que les curistes aient des amusements niels de derniers témoins.

Ce que le narrateur vient faire là, on ne le dit pas au juste. Mais sait-on jamais pourquoi on s'arrête ici et pas ailleurs quand on vient, comme lui, de mille parts ? Vingt ans après, la Savoie est à ce jeune sans-patrie, apparemment menacé d'envoi en Algérie, ce que le port de Lisbonne était aux émigrants de 1940, parmi lesquels des exilés comme André Maurois attendaient, eux aussi, sur un quai.

C'est le luxe des écrans de broder autour de leur image : le nôtre se donne un père intime de Farouk, une mère morte en avion, des terres manquées, un titre de comte russe, et un avenir dans le roman policier. Les gens qu'il fréquente sont ceux qui ne demandent qu'à croire ce genre de choses, parce qu'ils n'inventent tout autant.

Il se tient en effet à l'écart de la bourgeoisie locale, coupée de la « station » et qui l'écoeur, avec ses notables à blaser, ses filles bronzées, et ses kennis bien gardés. D'instinct, il est attiré par les autres parties que sont

les marginaux semels ou les comédiens, tout comme il était fasciné jusqu'ici par les requins de l'Occupation, non pour eux-mêmes mais pour leur vacuité d'inclassables. Pédéraste et vaguement barbouze, le docteur Meinthe et ses cinéastes ratés ou ses voyous skieurs rejoignent la cohorte de loquettes et vêtements criards où l'au-

dième, c'est-à-dire, comme le héros, sans identité ni domicile fixes, et préférant l'argent liquide aux comptes bloqués. Qui plus est, elle n'a pas obtenu le semblant d'intégration que donnent les réussites de star : second rôle d'un film inaperçu, elle ne s'illuminait même plus sur son destin, réduite à mendier des brevets d'état-major à la bonne société savoyarde, sur le capot d'une vieille Dodge rafistolée...

YVONNE n'est pourtant pas sans attaché avec la communauté française établie. Son père a beau avoir disparu après des ennus pas clairs, dans une affaire de surplus américains, sur les boulevards de ceinture — ce qui en fait une sorte de métèque d'honneur et le sauve d'une certaine façon, — c'était un petit bourgeois bien typé, avec verres irréguliers, vestimentaire détraqué et peur de meurs d'artistes. La preuve nous en est donnée par un diner chez son frère, où culminent le réalisme suggestif du livre et son charme de l'ambiguïté.

Tout le mystère et le talent de Modiano viennent, en effet, une fois encore, de ce qu'il n'a pas choisi entre l'amour et la haine dans « l'intérêt qu'il porte aux familles françaises ». Contretemps à d'autres « résidents » sarcastiques comme Beavani ou Nelly Kaplan dans son film la Pique de Fétoué, son mépris pour « ce sale petit village français de merde » se nuance d'indulgence devant des « noms suaves comme Coudeureux ou Gerbanit ». Il ne fait toujours pas s'il trouve le bruit symbolique des balles de tennis « idiot et monotone » ou « feutré et rassurant ».

Cette attirance-répulsion se retrouve jusque dans le beau titre du livre, et dans ce qu'il figure : une villa d'émigré ni française ni bourgeoise sans être le contraire, hideuse mais émouvante, glaciale mais chaude, où, avant de se quitter et à défaut de former jamais le couple Remarque-Paulette Chodard ou Miller-Monroe, le narrateur et son Yvonne auront connu, au milieu d'appels téléphoniques indéchiffrables comme tous les propos d'adultes, à

quatre pattes tels des enfants, quelques « répts bienheureux » : un peu de la « mélancolie portugaise » qu'on prêtait à certains Habshbourg...

ON a beaucoup parlé de Nimier à propos de ce refus de grandir, dans des maisons vides. L'époque où se situent les précédents livres de Modiano y incitait. Mais c'était oublier que l'auteur des Eyzes et du Hussard bleu était un exilé de l'intérieur, attaché à son pays sinon à sa classe, demi-soldat et non apatride. Quand nous quittons le héros de Villa triste, ce n'est plus qu'une silhouette minuscule sur un quai de gare.

Il s'en est peut-être fallu d'un demi-siècle que Modiano ne cherche à nous rassurer, notre société de cures thermales sur le déclin. Mais il s'est passé entre-temps des choses qui rendent méfiant et silencieux : sa famille brûlée et les Guernantes à Vichy, qui sait si Proust n'aurait pas eu le laccanisme de Charlot dans l'émigrant ?

OU l'économie de Modiano. Une corniche écaillée de casino lui suffit pour évoquer tout le cinquantenaire d'une ville d'eau. Un simple concours d'été, et c'est tout l'Occident marchand de rêves qui se ridiculise. Une couleur vive de vêtements, et les personnages imposent leur vérité, tel le paternel docteur Meinthe, être perdu et éperdu comme on n'en croise que dans les romans accomplis.

La réussite ne porte pas seulement sur l'art de regarder, partagé, comme l'auteur tout entier, entre l'ironie et la tendresse. La notation intime ou moraliste est d'autant plus frappante qu'elle est rare : « Il y a des êtres mystérieux, toujours les mêmes, qui tiennent en sentinelle à chaque carrefour de notre vie ». « Ce qui nous rend la disparition d'un être plus sensible, ce sont les mots de passe existant entre lui et nous, et qui soudain, deviennent inutilisés et vides... »

Patrick Modiano est un des seuls écrivains d'après 1968 qui n'aient pas cru malin de remplacer la netteté héritée par des acrobaties formelles. Ayant quelque chose à dire, il avait mieux à faire. Il l'a fait, admirablement, et son personnage d'éternel intrus comsolé dans l'insécurité classique à quelques choses, à trente ans de distance, d'un nouvel Étranger.

* Gallimard, 182 p., 28 F.

VILLA TRISTE va conforter ce soulagement. Parce que, au lieu de trépasser pendant la guerre est question de saltimbanques vers 0, les calculs vont aller-bon train : « O moina », bien sûr, c'est jeune et aimer d'amour, mais Rudiguit zit à peine plus dans le Diable au pas... un gosse précoce, sans doute... et sûr, dans un pelage... » Out ! leur, cette fois, a presque « pu re » ce qu'il raconte !

laïc stupide, car, à leur façon, la e d'eau savoyarde et les années 60 tinnées les sont aussi trépassés que pégre millénaire des précédents nans. Non pas irréelles au sens où s n'ont pu exister, mais au sens

PRESE

LA RENTRÉE CHEZ LES ÉDITEURS

Des idées, des faits et des hommes

A défaut de livres de ministres en exercice, quelques essais d'anciens ministres ou d'hommes politiques.

Politique

● MICHEL DEBRE: *Ami ou ennemi du peuple.* — Un recueil d'articles et de discours des deux dernières années. (Pion).
● PIERRE MENDES FRANCE: *Messages d'un autre temps.* — Un ensemble de textes déjà publiés et d'inédits de l'ancien président du conseil. (Gallimard).
● JEAN POPPEREN: *L'Unité de la gauche, 1966-1974.* — Par l'un des leaders mitterrandistes du P.S., une analyse historique et une réflexion politique. Deuxième tome de *l'Histoire de la gauche*. (Fayard).
● JEAN-FRANÇOIS BIZOT: *Anatomie du parti socialiste.* — Une enquête sur les nouveaux adhérents du P.S. par le directeur du journal *Actualité*. (Grasset).
● JEAN-LOUIS MINGALON ET ANNE ANDRIEU: *Le Nouveau Vague du parti communiste.* — Ceux qui ont adhéré au P.C. depuis les élections présidentielles. Interviews et opinions. (Calmann-Lévy).
● PIERRE JUQUIN: *Liberté.* — Dans le cadre de la campagne du P.C. pour les libertés. (Grasset).
● FERNAND DUPUY: *Etre maître communiste.* — Par le maître communiste de Cholsy-le-Roi. (Calmann-Lévy).

Essais

● MICHEL JOBERT: *Les Mées simples de la vie.* — Des réflexions sur la famille, la propriété, l'information, l'éducation. (Grasset).
● MAURICE CLAVEL: *La France.* — Dans la collection « Idées fixes ». (Julliard).
● ANDRÉ FROSSARD: *La France en général.* — Du temps de de Gaulle. (Pion).
● ANDRÉ FROSSARD: *Il y a un autre monde.* — Les trois minutes de grâce au cours desquelles l'auteur de *Dieu existe, je l'ai rencontré* reçoit sa révélation. (Fayard).
● ALEXANDRE DUMAS FILS: *Les femmes qui tuent et les femmes qui*

vivent. — Un précurseur du M.L.F. (Guy Authier).
● KATE MILLETT: *En vol.* — Par l'auteur de *Le Politique du mâle*. Un essai sur les mouvements féministes aux U.S.A. (Stock).
● MALKA WEGALER et EVELYNE GUEDJ: *Quand les femmes se dressent.* — Une enquête américaine. (Le Seuil).

Mémoires

● GDLDA MEIR: *Mémoires.* — Les souvenirs de l'ancien premier ministre d'Israël. (Robert Laffont).
● EDDA CIAND: *Témoignage pour un homme.* — Les mémoires de la fille de Mussolini. (Stock).
● GEORGES MONTARON: *Quoi qu'il en soit.* — Le directeur de *Témoignage chrétien* raconte son combat, de la JOC à Vatican II en passant par la Résistance. (Stock).
● MARCEL DALID: *Mémoires.* — Les célèbres interprètes de la Grande Illusion et de tant d'autres films de l'entre-deux-guerres et après le dernier conflit dévoua ses souvenirs. (J.-C. Lattès).
● ANDRÉ DILIGENT: *Un chemin sans importance.* — L'auteur du rapport sur l'O.R.T.F., ancien sénateur, et l'un des fondateurs du réseau « le Voleur du Nord », évoque sa vie et les vingt-cinq ans de procès qui opposèrent les résistants et l'administration du journal *le Voleur du Nord*. (France-Empire).
● JACQUES CHABAN-DELMAS: *Mémoires.* — Les souvenirs de l'ex-premier ministre de Pompidou, qui s'arrêtent à l'élection présidentielle. (Stock).

Histoire

● NAHUM GOLDMANN: *Où va Israël ?* — Par le président du

Congrès mondial juif. (Calmann-Lévy).
● PIERRE CHAUNY: *Le Temps des réformes.* Tome I. — La crise de la chrétienté (1250-1550). (Fayard).
● LEON NDEI: *Talleyrand.* — Une série d'études sur l'énigmatique « prince ». (Fayard).
● J.F. STEINER: *L'insurrection.* Vocabulaire 1944. — Par l'auteur de *Trotsky*. (Flammarion).
● ABBA EBAN: *Mon pays.* — Par l'ex-ministre israélien des affaires étrangères. Suivi de *Mon peuple*. (Bouchet-Chastel).

Belleville ressuscité

Le vieux Belleville d'autrefois, voué à la casse des démolisseurs et aux caprices des promoteurs, a fait l'objet de la part d'une poignée d'artistes — artistes photographes, écrivains, historiens — d'un travail de sauvetage par la parole, le dessin, le récit, qui sera son aboutissement, couvrant octobre dans un beau volume illustré de 150 pages, aux éditions Henri Veyrier. Il s'ouvre sur un texte de Clément L'épître, poème lyrique à la gloire du Belleville d'hier et d'aujourd'hui et se poursuit par la longue et passionnante histoire de la commune de Belleville, des origines à nos jours, par Emmanuel Jacquemin.

un second volume à son esprit du temps, dont le premier tome est réédité (Grasset). Du côté des réflexions critiques sur la société contemporaine inspirées par l'école de Francfort, les Editions Payot publient la traduction de *Theoria* et *Praxis* (deux volumes), de Jürgen Habermas, héritier contesté de Horkheimer et Adorno. Chez le même éditeur, Georges Mendel, l'auteur de la *Revolte contre la parole* et de la *Crise des générations*, analyse les choix essentiels auxquels nos sociétés sont confrontées, et prend parti dans *Pour une autre société*.

Écrits intimes

● ALBERTINE SARRAZIN: *Carnets intimes.* — Présentés par Josane Duranteau. (Julliard). Sciences humaines.
Psychanalyse et sociologie dominent toujours — qui s'en donnerait ? — l'ensemble des essais et des textes théoriques à paraître cet automne.

Une voyante à l'Élysée

Un recueil de documents relatifs à Mme Fraga, célèbre pythionisse de l'entre-deux-guerres, fut compilé par Poincaré à l'orée de l'avant-dernière guerre, est annoncé chez Pion, avec des textes de la comtesse de Artois de Noailles, Pierre Loti, Clemenceau, Sacha Guityr...

VIENT DE PARAITRE

Romans français — JACQUES DESBORDES: *Paysage d'automne.* — Et si un collègue vous bapine d'un mot de trois lettres. Quatrième roman de cet auteur dont les *Paris Rôler* ont obtenu le grand prix de la Société des gens de lettres en 1971. (Robert Laffont, 200 p., 26 F.).
CATHERINE CAUBÈRE: *Le Dîner de corps.* — Une fille critique, un laquais point, une fille brève, une tempête, un médecin, etc. Second roman. (La Table ronde, 220 p., 25 F.).
JEAN-NOËL VUARNET: *Tanger.* — Au carrefour des mopies. Par l'auteur de *Le Pénitencier posthume*. (Christian Bourgois, 190 p., 20 F.).
GEORGES-MICHEL BOVAY: *Cora.* — Un second roman-scénario qui met en scène le visage d'une jeune idole de dix-sept ans et d'un quinquagénaire. (Denoël, 344 p., 46 F.).
ANDRÉ-LOUIS ROUQUIER: *Le Clair de temps.* — Un amour qui se perd dans le mariage du Japon moderne. Second roman. (Denoël, « Lettres nouvelles », 248 p., 38 F.).
JEAN-MARC ROBERTS: *Le Comédia léger.* — Déjà le quatrième roman de ce jeune auteur de vingt et un ans,

prix "Félon" 1972 pour *simplex, dimanche et fête*. (Le Seuil, 190 p., 23 F.).
JEAN-MARIE MAGNAN: *Le Grand Cœur-Nous.* — « Votre Mai 68, s'écrie, à l'auteur André Malraux, est un personnage insaisissable, votre fausseté, comme celui de Faulkner... ». Troisième roman. (Robert Laffont, 250 p., 34 F.).
ANDRÉ KEDROS: *l'Absence à soi.* — La recherche d'une femme et d'un enfant à travers une cité louchroyée. Double roman. (Robert Laffont, 240 p., 29 F.).
Récits — JACQUES BONNY: *Mon père, l'inspecteur Bomey.* — Enquête d'un fils sur son père, le fameux inspecteur Bomey de l'affaire Savary et de la rue Laurisson. Récit recueilli par Pierre Demaret et Christiane Plume. (Robert Laffont, 280 p., 42 F.).
GOVANNI TROVATO: *Le Cerveau d'or.* — Quand un ancien missionnaire fait fortune dans le commerce des citrons Récit recueilli par André Couzin. (Robert Laffont, 234 p., 34 F.).

Souvenirs — MARY MARQUET: *Ce que je n'ai pas dit.* — Tome 2 des Mémoires de l'auteur, qui fait suite à *Ce que j'ose dire*. (Jean Dailly, 320 p., 38 F.).
Documents — CLAUDE PARENT: *Architecte.* — Le créateur de l'architecture oblique raconte comment un bâtiment moderne peut mener un combat contre les dégoûts, les obscurités, les routines. (Robert Laffont, « Un homme et son métier », 340 p., 49 F.).
VITUS B. DROSCHE: *Il se débattait et se lamentait.* — La découverte, chez les Indiens, mais applicable à l'homme de l'histoire sociale d'aujourd'hui, et des sentiments de sympathie, qui, avec l'agressivité, gouvernent la composition des individus. Trad. de l'allemand par Georges Cornilleau. (Seghers, 312 p., 49 F.).
Actualité — FRANÇOIS GEZE et ALAIN LABROUSSE: *Argentine, révolution et contre-révolution.* — A partir d'une analyse de la lutte des classes en Argentine. Le passé, le présent et le futur d'une gauche confrontée au nationalisme, en gouvernance et en rédemption. (Le Seuil, « Combats », 288 p., 57 F.).

Polémique — MICHEL BASSI: *La République des petits peuples.* — Dans les coulisses du pouvoir, le milieu privilégié des

d'Emile Durkheim, on pourra lire trois volumes intitulés respectivement: *Éléments d'une théorie sociale*; *Religion, Morale, Anomie et Fonctions sociales et institutionnelles*, soit près de quinze cents pages de textes durkheimiens, préparés et présentés par Victor Karsdy (Ed. de Minuit). Plus moderne: Edgar Morin ajoute

Psychanalyse

La mort sera là aussi, avec un essai de Max Schur, *Le Mort dans la vie de Freud*, nouveau volume de la collection « Connaissance de l'Inconscient » (Gallimard).
De Freud, on découvre la correspondance avec Jung (Gallimard), qui permettra de mieux saisir les relations du père de la psychanalyse avec celui qui fut son premier disciple « non juif », avant de devenir un grand « dissident ». D'un autre dissident, moins connu, Otto Rank, les Editions Stock publient le *Volonté de bonheur*. Et le propre fils de Freud fait paraître *Freud, mon père* (Denoël).
Le mouvement de l'« antipsychiatrie » sera bien représenté, avec la traduction des travaux de Thomas Szasz, qui fut sans doute son principal initiateur. Dans *l'Éthique de la psychanalyse* (Payot), il invite avec fermeté à une remise en cause des pratiques de l'institution analytique. Gregory Bateson, de l'école de Palo-Alto, trouve de son côté confirmation des thèses essentielles de l'antipsychiatrie dans l'autobiographie d'un schizophrène du stade dernier: *Perceval le Fou* (Payot). Quant à Bruno Bettelheim, auteur de *best-sellers* depuis que la télévision l'a fait connaître au grand public, il décrit *Le Lieu où naissent* (Robert Laffont).

Anthropologie

Deux grands textes chez Gallimard: *Le Passon de l'Inde*, de Louis Massignon, véritable « somme » pour le connaissance de la culture arabe, et un nouveau livre de Georges Dumézil: *Fêtes romaines d'été et d'automne*, qui fait suite, dans l'œuvre du spécialiste français de la mythologie comparée, à *Mytho et Épopée*. A signaler également un recueil posthume d'articles de Roger Bastide, préfacé par Henri Desroches: *Le Sacre sauvage* (Payot), et une nouvelle traduction d'Ernest Cassirer: *Essai sur l'homme* (Editions de Minuit).
Philosophie — Le dialogue, socratique ou non, retrouve ses droits: Jean-Claude Desautels s'entretient avec Pascal Lainé et Blanche Barret-Kriegel (Calmann-Lévy), et Henri Letevre évoque le *Temps des méprises*, celui notamment de ses relations avec le philologue maître assistant au Collège de France, Jean-Marie Goulet, on annonce deux textes: *Tyrannie du logos* (Minuit), lecture de Georges de Pétion et apologie des sophistes, et *La Révolution structurelle* (Grasset), essai sur les bouleversements théoriques de ces dernières années. Jean-Michel Palmier consacre une nouvelle étude à *Lénine, Faut-il la révolution à travers les documents*.

des débats de l'époque (Payot). Et du Confucius on pourra lire, dans la collection « Belles Lettres » (Denoël), des *Entretiens avec ses disciples*.

Nouvelles collections

En dépit de la « crise », les éditeurs semblent avoir compris que les diverses « sciences humaines » intéressent un public de plus en plus vaste. Aussi voit-on apparaître un nombre de nouvelles collections, dont quatre chez Flammarion: « La Bibliothèque d'ethnologie historique », publiant des travaux de fond, conçus notamment à l'ethnologie française, comme *Brèves de Platon* d'André Burguière. Plus accessible au grand public, « la Tradition », le Quotidien », au format de poche, publiera des études sur les coutumes, les remèdes, le mobilier, la vieille France ou de celle d'aujourd'hui, tel le dossier de *Marthe Segalen sur les Contraires* dans la France contemporaine. Le directeur de ces deux collections est Jacques Le Goff. Sous la direction de Jacques Derrida, deux collections qui avaient commencé à paraître chez d'autres éditeurs: l'une de philosophie, « Philosophie en effet », qui débute par un ouvrage collectif intitulé *Minéral*, et l'autre de théorie-fiction, « Digraphe ». Aux Editions Gallimard, « Tel » (c'est le titre) reprendra au format de poche les textes principaux des grandes « bibliothèques » de philosophie et de sciences humaines. Premiers auteurs annoncés: F. Jacob, J.K. Galbraith, M. Marien-Ponty, E. Benveniste. Aux Presses universitaires de France, une collection d'essais constituant un apport original aux sciences humaines: « Perspectives critiques », dirigée par Jean-Michel Palmier et Roland Jaccard, s'ouvrira par un essai de ce dernier: *l'Exit Intérieur: civilisation et schizophrénie*.

ECHOS ET NOUVELLES

— SARTRE DANS SON HISTOIRE est le titre d'un numéro spécial que le Magazine littéraire y consacra au philosophe français. Entre autres études et commentaires, on y trouvera trois inédits de Sartre: des entretiens avec Michel Costat, un texte « inédit » faisant partie de « Notes sur la morale » rédigées en 1947-1949 et vingt-trois lettres de J.-P. Sartre à Simone de Beauvoir sur « l'âge de raison ».
— UNE PLAQUE COMMEMORATIVE À LA MÉMOIRE DE MARCE ACHARD sera dévoilée sur sa maison natale, place Xavier-Bichard, à Sainte-Trois-Églises, en présence de Miss Achard, le samedi 20 septembre, à 15 h. 45.
— LE PREMIER NUMÉRO DES CARNETS LITTÉRAIRES DE BEAUVOIR vient d'être publié par les éditions Nature et Brécis à Quimper (Finistère). Des nouvelles et des poèmes d'auteurs bretons, en français ou en breton, y sont réunis dans le bel *Album de jeunes auteurs*. Une nouvelle de Gauthier (le Gournay), primée au concours littéraire de l'Association des écrivains québécois, y figure. Les cahiers trimestriels de Bretagne paraîtront tous les ans.
— « MAI HORS SAISON » a plus son numéro 4 sous le signe de la conscience de la « tropologie » des textes de Guy Benoit, Roger Olibier-Lecomte, (Guy Benoit), placés de la Résistance. Le numéro 1122, 33178 Bagnole).
— L'ACADEMIE DE MARINE a consacré à l'Émile Zola, de Robert de la Cour, parus aux Editions France-Empire.

Tout en continuant à travailler, devenez un animateur professionnel en créativité ou en développement personnel.

Avec **G.C. RAPAILLE**
"le N° 1 de la créativité en France" (Psychologie N° 48)

G.C. Rapaille propose, en France et aux USA des cours sur deux ans.

Recherche et organisation: Théâtre France, Théâtre USA et Rapaille International New York. Château de Menil-Glaize, 61150 Ecouché Tel. 16/34.35.12.01. Tel. Paris: 532.79.26

Inscription jusqu'à fin Septembre 1975
URGENT: nombre de places limitées.

(Publicité)

A PARIS UN ÉDITEUR SUR LA RIVE GAUCHE LA PENSÉE UNIVERSELLE

RECHERCHE

• romans inédits de romans, poésies, essais, théâtre, études formulées avec participation aux frais.

Adresse manuscrite et courriel sans frais:

M. LE DIRECTEUR GENERAL DE LA PENSÉE UNIVERSELLE
3 bis, Quai aux Fleurs, 75004 PARIS
TEL.: 325.85.44.

LE NOUVEAU **COMMERCE**

CARTER 30-31

Traduit en français pour la première fois

KARL KRAUS
Ecrire et lire

MARTE BOIDIN
LEONARDO CARRINGTON
Histoire de l'œuvre fantastique

JAMES SACRÉ
ANDRÉ BALMAS
Le Musée de la parole (VII)

MAURICE BLANCHOT
Discours sur la patience

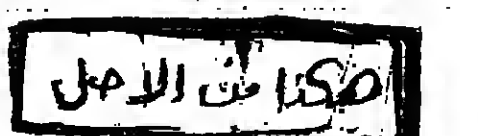
EMMANUEL LEVINAS
Dieu et le philosophe

En librairie: Le cahier: 22 F.

Abonnements: 80 F. 75, bd St-Michel, Paris.

Le numéro de septembre vient de paraître

« Un nouveau Vocabulaire » Aujourd'hui l'orientalisme. La Fondation Mito à Barcelone. Actualité du monde entier. Le Poème de l'Antiquité. Florence et Londres. Carthage et le design.



La saison romanesque

L'année 1832 en images d'Épinal

* LES COMPLOTS DE LA LIBERTÉ (1832), par Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud. Essai Grasset, 287 pages, 20 F.

UN roman historique, c'est de l'histoire et de la fiction mêlées : il y faut une connaissance certaine et une invention constante. Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud (1), dans leur solitude de Haute-Savoie, l'ont pas manqué : ils se sont ouverts rigoureux, ils se révèlent fantasques. Ils font paraître Théophile Gautier dans son habit de rêve, Victor Hugo dans son vêtement imaginaire, George Sand dans sa légende... Ces héros vrais se mêlent des personnages issus d'une fabrique libérée, amusante de bout en bout, dans un emportement de situation digne du roman populaire et la meilleure tradition.

Leur entreprise est ou rebours de l'histoire : cette grande machine à vapeur, voici qu'ils la bousculent, ils attendent pied par-dessus bras, qu'au-dessus tête, s'acharment à l'ouvrir, la violentent avec enjouement et impudence. Ils ont recouvert avec soin et minutie l'orthographe réelle des faits et des propos : s'ont convoqués les témoins à partir des « Mémoires » du temps et des travaux les plus indicibles ; ils ont introduit dans la machine rotatoire et raisonnée ce grain de sable, qui — à la fois — cause et éclaire tout : le personnage romanesque ! Il ne reste au lecteur enchanté qu'à suivre jusqu'au bout le fil de la fantaisie, dans la songerie qui s'en suit, il viendra peut-être l'idée d'une assemblage entre une époque aussi lointaine et la sensibilité d'aujourd'hui.

« Les Complots de la liberté » est un livre ouvert. Il commence arbitrairement et se rompt avec impitoyance. L'époque le commande : 1832. Alors, il y a moins de deux ans que le roi-bourgeois a été porté sur le trône par l'improvisation des Trois-Glorieuses, cette révolution sans chefs qui fut un coup de tonnerre semblable à un coup de sang. L'année 1832, c'est elle du premier attentat (manqué, « abatement » fabriqué) contre Louis-Philippe ; c'est la déchéance meurtrière du roi (choix de 8 000 morts à Paris) ; c'est l'école romantique, aidée par les Jeunes-France et les Boulingrins, prenant pouvoir et changeant de cap ; est l'échec du « Roi s'amuse » et mort de l'Aiglon ; c'est Hugo se battant avec Vigny. Surtout, c'est le ferment de la société se-

crétée à vocation républicaine. C'est une agitation forte des bonapartistes. C'est enfin l'événement des 5 et 6 juin, à la suite des funérailles du général Lamourgue, — et le siège du cloître Saint-Merr, refuge des insurgés, dans un tohu-bohu où prendront naissance ce Gavroche et le célèbre chapitre des « Misérables », mais aussi « Horace » (2) de George Sand.

Le Père Enfantin s'est mis à la tête des saint-simoniens. Charles Fourier, en cette année où, malgré lui, ses disciples fondent le phalanstère de Condé-sur-Vesgre, continue d'attendre le mécano princier. Le dieu Progrès domine, traînant à sa suite la mythologie bienfaitrice des banques et celle, opposée, des chemins de fer. A Ménilmontant, calme village, Enfantin, qui rêve déjà du percement du canal de Suez, prophétise que l'avenir appartient à la femme. Il y a, dans tout cela, une « effervescence » qui sent la poudre et l'illusion.

C'est dans ce décor que Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud ont placé leurs héros imaginaires : Eugène de Pressigny, captif d'un engrenage qui devient le nôtre lorsque nous le suivons à la trace depuis le bal chez Alexandre Dumas jusqu'à l'orgie chez Petrus Borel ; le médecin Vargo, disciple exemplaire de la religion nouvelle ; la jeune Polonoise Marie Karinska, exact reflet de l'héroïne romantique, et d'autres encore.

Ce qu'il y a de réquisitoire dans cette entreprise menée à bride abattue, c'est l'étrange contamination que le roman fait subir à l'histoire : les hommes inscrits au dictionnaire y retrouvent une vie ensemble compromise et compromettante ; ceux qui sont issus de la fable y acquièrent une existence parfaitement crédible et assurée. Où le vrai ? Où le faux ? Uniquement dans le plaisir que nous éprouvons à ne pas quitter d'une ligne ce « roman historique » dont la principale vertu est d'être premierement « imaginé ». Il serait inconvénient de dévoiler la trame des « Complots de la liberté ». A cause de ce plaisir. Justement : pour ne pas le gêner.

HUBERT JUIN.

(1) On connaît Michel-Antoine Burnier pour des essais écrits en collaboration avec Frédéric Bon, un roman de politique-fiction et une pièce de théâtre, « Les Voraces ». Patrick Rambaud fait lui ses premiers pas.

(2) Signalons aux deux auteurs que se plaçant de ce côté, on ne peut que louer le livre, qui « Horace » a été réédité au Livre-Club Diderot.

Le XVIII^e siècle doit à Jean Fabre

JEAN FABRE n'est plus (le Monde du 26 août). Par un accident stupide, un vide est creusé, rempli bien ou mal, par des cercles français, jusqu'en Poivre, jusqu'en Amérique. Tout un monde de recherche et d'étude ont de perdre celui qui était son maître, son inspirateur. Il fut le chef de file d'une généra-

tion de chercheurs dans le domaine qui avait choisi : le dix-huitième siècle. C'était une période où il y a une trentaine d'années, négligés, méprisés même. Les uns continuaient à découvrir à l'origine de nos malheurs « la faute à Voltaire, la faute à Rousseau ». D'autres s'en détournaient par goût de la mystique, de la métaphysique, des forces obscures. Comme si tout ce romantisme n'avait fondé pas ses racines dans le siècle dit des « lumières ». Jean Fabre fut l'un des grands instituteurs du large mouvement qui rendit en honneur une époque dédaignée dans l'histoire de notre civilisation.

Depuis lors, en ce quart de siècle, la plupart des chercheurs « dix-huitémistes » dont les travaux ont contribué au progrès de nos savoirs furent ses élèves. Nous étions nous, après de lui une admirable connaissance des œuvres. Et plus encore une exceptionnelle qualité humaine, qui a fait de Jean Fabre le plus chaleureux des maîtres. Il avait un don unique de sympathie. Des milliers d'articles d'avaient fait de lui l'éminent. Devant nous, il ouvrait les perspectives sur les horizons de la recherche. Cet admirateur de Rousseau, de Diderot possédait au plus haut degré le sens de la valeur dramatique des idées, de la puissance de devenir insaisissable dans une pensée. Cette action stimulante, il l'exerçait par ses livres et son enseignement, par de multiples articles et préfaces, et de manière plus directe par ses interventions aux conseils, colloques, congrès, sans oublier d'innombrables soutenances de thèses.

Il va cruellement manquer. Restent cependant ses ouvrages. Son Stanislas-Auguste Poniatowski et l'Europe des lumières, son édition critique du Neveu de Rameau sont reconnus comme des travaux définitifs. Son Chénier, son recueil d'essais Lumières et romantisme demeurent de grands livres.

RENE POMEAU, Professeur à la Sorbonne.

LE XVIII^e SIÈCLE EN MINI-CASSETTE. — Dans série cassette (l'essentiel en cassette), les Presses universitaires de France viennent d'édition. « La littérature française du XVIII^e siècle », par Michel Trigolet, après des lectures, a été éditée de l'École normale supérieure, pour l'usage des classes terminales des lycées et collèges (58 F.).

donner une voix à des hommes sans voix
LES ÉMIGRÉS PORTUGAIS PARLENT...

Waldemar Monteiro
Ces hommes et ces femmes qui se débattaient désespérément contre la misère, racontent ici leurs conditions de départ, d'arrivée, de logement, de salaire et... leur espoir de s'en sortir.

casterman

Régis Debray face aux guérilleros OLIVIER TODD DEVANT LE VIETNAM

(Suite de la page 11.)
Tout bas, l'oreille collée au poste, il lui suffisait de capter la voix rugueuse et chantante de Fidel, ses R roulés, ses grondements, cet aplomb de seigneur, pour oublier sa fatigue, sa nausée, pour redresser les épaules, rendre la trame de ses lendemains. Haurissement qu'il y avait Fidel là-bas, toute la morale du monde sur arêtes courtes...

Mais même si demain le dernier Père Noël de notre temps mourait à Cuba, Frank est déjà mort, lui, de toute façon, l'Indésirable, le gringo dont personne ne voulait, ni femme ni amis, parce qu'il était habillé par le doute, cet autre noir de la lucidité.

Et Régis Debray est mort et ressuscité dans ce roman où il vient, comme Bernard Palissy, de lever tout son mobilier, « à l'âge du sans-culotte Jésus », selon le mot de Camille Desmoulins. « Nous devons, nous ne pouvons plus faire autrement », écrit Frank, au moment où il regarde tout en face pour la première fois, « ce forger une nouvelle race de militants : zélés et mécréants. Corps mystique, tête sceptique. Raisonnable, et donc portés dans leur jugement ; arriérés dans leur action et donc délinquants. Agnostiques et jusqu'au-bouillottes. Le défi de l'époque, c'est de pratiquer sans avoir la foi. Si nous ne le relevons pas, l'époque va nous passer sur le corps ».

Tout est là. Les nouveaux militants. Les révolutionnaires de l'après-Père Noël plus de Messie, plus de paradis-médée, plus de Patti-Père-des-peuples, plus de Grand Timonier, plus d'appareil mondial possédant la vérité révé-

lée. Voilà pourquoi l'« Indésirable » est de même nature que « la Condition humaine ». Malraux esquissait le profil du militant qui se faisait supplicier à Changhaï, qui allait mourir à Madrid ou à Docheu, puis à Alger et à Saigon, à Saint-Domingue et à Santiago, dans une formidable éthique du dépaysement de soi-même, motivée par une espérance précise.

Mais l'« espérance qui brille aux carreaux de l'ouïe » est soufflée, est morte à jamais. Allait-il s'éteindre, pour autant au réveil, Régis Debray, ce météore lyrique, inventeur d'Amérique ? Il esquisse au contraire, à son tour, un nouveau profil : celui du militant de demain, ou camouge tout nu. J'ai rarement lu un livre aussi reconfortant que ce livre désespéré.

CLAUDE MANCERON.

(Suite de la page 11.)
Chose étonnante d'ailleurs, il n'est pas, non plus, venu lors de la prise de Saigon. Les Vietnamiens sont extraordinaires au sens strict, mais extraordinairement communistes quand ils le sont, et dans leur communisme, extraordinairement stalinien. Mais, y a-t-il un communisme qui ne soit pas stalinien, malgré les vertus social-démocrates du P.C.I. ?

Coincés entre « un fascisme blanc et un fascisme rouge », comme dit Morgan, que tentent les Vietnamiens s'ils pouvaient voter librement aujourd'hui ?

« La majorité voterait probablement pour le troisième lors, celle du général Minh, à supposer qu'il puisse se présenter. Il est trop tard, d'ailleurs, que Minh se rende

depuis la chute de Saigon. Dans ces circonstances, je ne crois pas de tout à « qui ne dit mot consent ».

Vous mettez en dialogue le fanatisme verbal de certains membres du G.R.P. et, au-delà, leur relative... bêtise.

« C'est justement ce que je trouve terrifiant dans les différents types de régimes communistes, et pas seulement au Vietnam : leur extraordinaire épaisseur. Mais il semble qu'en ce moment, en Europe, il y ait une relative prise de conscience. Voyez ce qui se passe au Portugal.

Et puis, peut-on travailler avec les communistes ? Au Vietnam, on le comprend maintenant, ils n'ont pas tenu leurs promesses d'« ouverture », de « libération ». Rien que sur le plan de l'information, il n'y a pas d'information à Saigon. Juste quelques journalistes qui sont bouclés dans le capitale.

Aussi bien, Morgan-Todd — le dernier chapitre du livre est écrit par Morgan, à la première personne — avait raison de dire, de se dire, en quittant Saigon : « Dans ma chambre au Continental, avec des livres de poche jeunis, des piles de journaux, dix ans de communiqués ronéotypés et les meringuilles au plafond, j'ai aussi laissé le sens de l'histoire. C'est une conviction, pas une conclusion : l'histoire n'a pas un sens, pas même plusieurs peut-être. Ou mieux : si elle avait une multitude de sens, souvent, toujours contradictoires ? Le vrai Vietnam n'est ni à Saigon ni à Hanoi, et rejeter Hanoi ce n'est pas choisir Saigon. Vrai pour qui, en quoi ? »

FRANÇOISE WAGENER.

CORRESPONDANCE

Comment travaille Henri Guillemin.
« Nous avons reçu votre lettre de Pierre de Boudaïffe à propos de l'entretien d'Henri Guillemin avec J.-L. de Rambures (voir le Monde des livres » du 8 août 1975) ».

J'apprends avec Henri Guillemin, comment travaillent les écrivains (le Monde du 8 août). Hélas ! j'apprends aussi comment j'écris l'histoire. « Les mauvaises langues dit Guillemin, prétendent que j'ai un côté flic. Dans son Histoire de la littérature, Boudaïffe situe même mes travaux entre l'érolisme et la police ! » Tout de même pas ! Pourriez-vous préciser à vos lecteurs que, dans une Histoire récente de la littérature d'aujourd'hui, le Équipe de Guillemin, justement, est cité parmi les

bons exemples de la biographie littéraire (p. 957), de ceux qui « éclairaient l'œuvre à la lumière de la vie ». Fallait-il, pour autant, souscrire au dénigrement d'un Benjamin Constant ou d'un Vigny, d'une Germaine de Staël ou d'un Lamennais ? Ignorer le goût de l'historien pour les enquêtes de police et les confidences d'alcôve ? Moi non plus, je ne suis pas impossible, mais l'essai d'être loyal. Ou, le grand talent de Guillemin, son injustice et sa passion nous manqueraient, mais ils nous donnent aussi, je pense, le droit de le contredire ! Si est vrai que Dieu a horreur des tiédes, Guillemin aura une belle place au paradis... mais il devra y expliquer avec Clauzel, avec Fégué et même avec Bernanos.

Le Robert en 7 volumes : parce qu'entre Lamartine et Queneau la langue française a beaucoup changé.

Lamartine, Rimbaud, Mallarmé, Proust, Valéry, Gide, Céline, Sartre, Queneau, d'autres plus proches encore : ces grands écrivains du XIX^e et du XX^e siècles, ont fait connaître à la langue française une des périodes les plus fécondes de son évolution.

Il devenait indispensable d'en rendre compte complètement. LE ROBERT en 7 volumes l'a fait. Il est le seul.



Le « grand » ROBERT est un instrument de recherche et d'étude : il présente 60.000 mots, éclairés par les données les plus récentes de l'étymologie, de la lexicographie et de la sémantique.



On y trouve plus de 200.000 citations, choisies chez les meilleurs auteurs, dans toutes les époques, de Villon à Le Clézio. Enfin et surtout, LE ROBERT en 7 volumes est un dictionnaire analogique : il donne avec chaque mot la gamme complète de ses proches, de ses synonymes, de ses homonymes, de ses contraires, permettant ainsi une utilisation totale du vocabulaire.

Il est la « Bible » de tous ceux dont le métier est d'écrire, de s'exprimer, de communiquer. Les limites de la langue française y sont élargies à tous les mots nouveaux ou argotiques consacrés par l'usage.

La profonde mise à jour effectuée par LE ROBERT en fait l'un des ouvrages les plus importants de l'histoire de la langue française.

Voici l'opinion du Général de Gaulle : « Cette œuvre va rendre les plus grands services à tous ceux qui usent de la langue française avec le souci de la respecter et le désir qu'elle les inspire... »

Le dernier mot nous l'emprunterons à Daniel Rops : « Notre Littérature aujourd'hui, c'est LE ROBERT ».

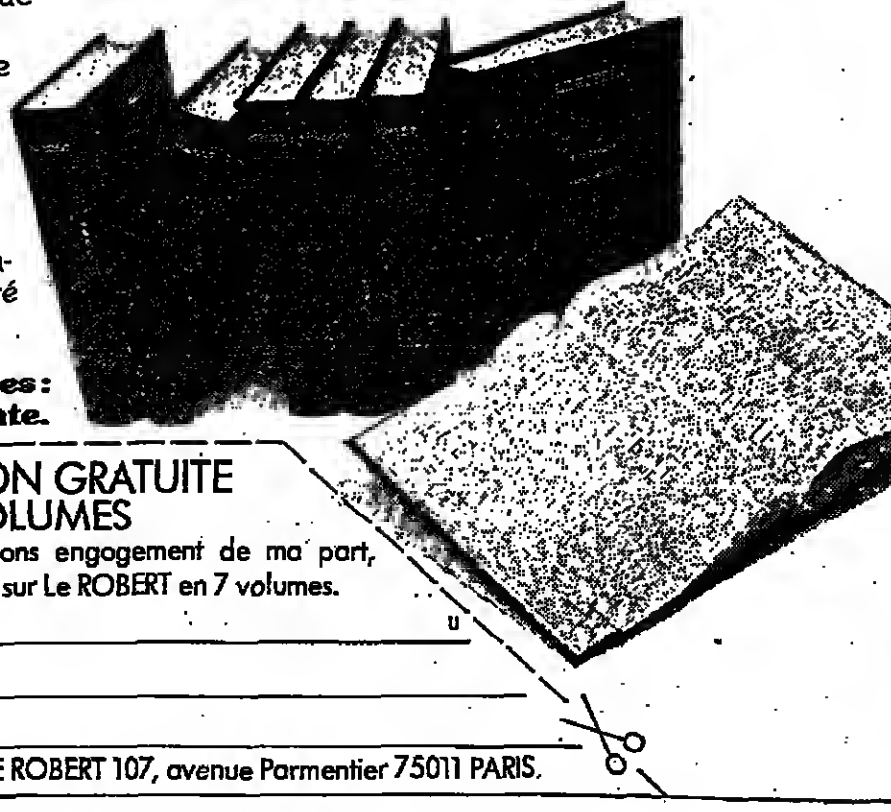
LE ROBERT en 7 volumes : la langue française est vivante.

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE POUR LE ROBERT EN 7 VOLUMES

Je désire recevoir gratuitement, et sans engagement de ma part, une documentation illustrée et détaillée sur LE ROBERT en 7 volumes.

M., Mme, Mlle
Adresse

A retourner sans offrande à : S.N.L. LE ROBERT 107, avenue Parmentier 75011 PARIS.



LETRES ÉTRANGÈRES

Les « Mémoires » de Pablo Neruda

La vie s'est arrêtée le 23 septembre 1973 à Santiago, douze jours après celle de son ami Salvador Allende, dont il avait été l'ambassadeur à Paris. Son Chili paléotique du bout du monde explosait en fureur, en violence, les cris de haine des vainqueurs recouvrant les rafales des exécutions, les plaintes des prisonniers et des torturés. Pablo Neruda, prix Nobel de littérature, membre du parti communiste chilien, est mort d'un cancer dans une salle d'hôpital de la capitale. Mais cette certitude n'est pas toute la vérité. Pablo, le poète timide, fragile et peureux, ne concevait pas d'autre combat que celui des idées. Le témoignage de sa femme vaut bien celui des assassins : le désespoir a été le vrai coup de grâce. Au lendemain du putsch du 11 septembre, le président Luis Echeverría lui avait fait savoir qu'il était prêt à l'écueiller à Mexico. Pablo n'avait plus envie de tenter de survivre. Effondré, résigné, il avait refusé.

Les inquiétudes en uniforme de Santiago l'ont pourtant poursuivi de leur rançune pesante. Ils ont laissé des vandales saccager ses deux résidences, celle de Santiago, d'où l'on voyait le grand terril du San Cristóbal, celle d'Ile-Negra, l'Ile-Noire, sur la côte au sud de Valparaíso, où il avait amassé avec ses trésors d'enfant ébloui depuis toujours par les coquillages, les bateaux dans les bouteilles, les pierres, les figures de proue, les peplions ou les masques exotiques. Il avait dit qu'il souhaitait être enseveli en un lieu à la consonance évocatrice ou bizarre, semblable à ceux de son Araucanie natale, et qui sonnerait bien à ses oreilles. Ceux qui voulaient rayer son nom de la mémoire des Chiliens ont fait disperser ses cendres dans une fosse commune. Ils ont saisi la seule chose à laquelle il tenait vraiment,

sa retraite farouche de l'Ile-Noire, avec sa barrière de rondins, ses souvenirs d'éternel étudiant esthète et épique, glorieux de Montparnasse à Rangoon, ses statues dérisoires, surréalistes, regardant l'immense et sauvage Pacifique. Ils ont même interdit, au juillet dernier, une pauvre et timide cérémonie en son honneur à Santiago.

Mais le voici bien vivant dans ses Mémoires, éloquent de l'œil sous sa lourde paupière araucane, massif, puissant, insolent, frondeur, sensuel, vaniteux, rancunier, généreux, passionné. En un mot, superbe. Il marche dans Santiago de son pas lent de terrifié prudent comme il marchait à nos côtés, ce jour clair de décembre, la casquette enfoncée jusqu'aux oreilles, la main aux yeux, attendant d'un sourire l'hommage attendu de petites gens du quartier. Il est là, devant son Ile-Noire, retrouvant intactes les amonçons de son enfance face au déchément primitif, au tonnerre et à la puissance des hautes lames venues de l'autre côté de la terre.

« Peut-être ai-je vécu la vie des autres ?... Des fantômes, des ombres traversent les Mémoires, des amours d'une seule nuit, des visages tendres de femmes, des silhouettes solides de paysans, d'ouvriers du salpêtre ou des mines de charbon de Lota, des sourires cueillis en Birmanie, au Mexique ou en Espagne. Ecrivain, diplomate, militant, Pablo a en réalité vécu dix vies.

Ecrivain, il a été un poète précoce, à l'écoute du vent, de la pluie de Temuco, fasciné par l'empire tellurique de la nature du Sud chilien, où tout est démesuré : les fleuves, les volcans couverts de neige, les fougères, les intempéries, les arbres, les rivages, déserts au bord d'un océan vide. Son lyrisme est néurt de la puissance et de la couleur de la terre américaine. Plus tard, il

est allé à cheval au galop du Machupicchu, et il a retrouvé le lion qui unissait les fiers Araucans de son enfance avec l'évolution des hautes vallées andines. Diplomate, il a erré de Rangoon à Mexico, de Madrid à Paris, plus intéressé à la fréquentation de ses amis écrivains qu'à la rédaction de dépêches ou aux réunions mondaines. Voyageur, il a fait le tour du monde comme on pouvait encore le faire à cette époque, utilisant à l'occasion des trains poussés, des caboteurs, des pilotes et des mules.

Millant, il a été traqué, poursuivi, exilé. En 1936, à Madrid, à la veille de la guerre civile, son ami García Lorca le trouvait déjà « trop politique ». Mais c'est seulement pendant la guerre d'Espagne que Pablo a choisi un camp, et qu'il s'y est maintenu, malgré les déceptions, les révélations du XX^e Congrès sur le stalinisme.

« Si j'étais chilien, je serais sans doute comme Neruda. Il faut choisir... » Pablo avait choisi une fois pour toutes entre le « clan des Castilles » et « les gens sans école et sans soutiens », il a été, c'est manifeste, profondément blessé par le campagne déclenchée contre lui à La Havane par des écrivains cubains après son voyage aux États-Unis et sa tournée de conférences devant le Pen Club.

Oulan-Bator, Pâkin, Singapour, Moscou, New-Delhi, Colombo, Mexico, Paris, Madrid, Rome : le poète errant n'a jamais eu qu'une seule pensée, qu'un seul désir : son Chili. Et sur cette longue lancière de terre tourmentée, entre corbillière et Pacifique, il est d'abord resté fidèle à Temuco, la ville des pionniers de la « frontière », là où il était né « à la vie, à la terre, à la poésie, et à la pluie ».

MARCEL NIEDERLANG.

L'enfance à Temuco

Extrait des Mémoires de Pablo Neruda
J'avoue que j'ai vécu l'ouvrage, traduit
de l'espagnol par Claude Couffon, paru
chez Gallimard, 450 p., 45 F.

Si dirai pour commencer cette évocation des jours et des années de mon enfance que le seul personnage que je n'ai pu oublier fut la pluie. La grande pluie australe qui tombe du pôle comme une cascade, depuis le ciel du cap Horn jusqu'à la frontière. Sur cette frontière — Far-West de ma patrie — je naquis à la vie, à la terre, à la poésie et à la pluie.

Ayant beaucoup vu et beaucoup parcouru, il me semble que cet art de pleuvoir qui s'exerçait comme une subtile et terrible tyrannie sur mon Araucanie natale a cessé d'exister. Il pleuvait des mois entiers, des années entières. La pluie tombait en fils pareils à de longues aiguilles de verre qui se brisaient sur les toits ou qui arrivaient en vagues transparentes contre les fenêtres ; et chaque maison était un vaisseau qui regagnait difficilement son port sur cet océan hivernal.

Cette pluie froide du sud de l'Amérique n'a pas les violences impétueuses de la pluie chaude qui s'abat comme un furet et qui disparaît en laissant le ciel bleu. Bien au contraire, la pluie australe se montre patiente et continue à tomber interminablement du haut du ciel gris.

Devant ma maison, la rue s'est changée en un immense océan de boue. A travers la pluie, je vois par la fenêtre qu'une charrette s'est enfilée au milieu de la rue. Un paysan dans son poncho de grosse laine noire malmené des boues harassés par tant de pluie et de gadoue.

Sur les trottoirs, en sautant d'une pierre à l'autre, nous rejoignons contre froid et pluie le collège. Le vent emportait les parapluies. Les imperméables étaient chers, j'avais horreur des gants, mes chaussures clopotaient. Je n'oublierai jamais ces chaussures mouillées échant près du brasero et tous ces souliers jetés leur vapeur comme de petites locomotives. Puis venaient les inondations qui entraînaient les maisons où vivaient les gens les plus pauvres, au bord du fleuve. La terre aussi s'agitait, craintive. D'autres fois, un terrible panache de lumière apparaissait dans la cordillère : c'était le volcan Linaïma qui se réveillait.

Temuco est une ville de pionniers, une de ces villes sans passé mais pleines de feronneries. Comme les Indiens ne savent pas lire, les feronneries exhibent leurs belles enseignes dans les rues : une énorme épée, une gigantesque marmitte, un cadenas cyclopéen, une scie à manivelle. Plus loin, voici les cordonniers avec leur boîte colossale.

Si Temuco était la tête de pont de la vie chilienne dans les territoires du Sud, c'était à la suite d'une longue et sanglante histoire.

Sous la poussée des conquistadores espagnols, après trois siècles de lutte, les Araucans se replièrent vers ces régions froides. Mais les Chiliens continuèrent ce qu'on a appelé la « pacification de l'Araucanie », c'est-à-dire la prolongation d'une guerre à feu et à sang, afin de disposer de leurs terres nos compatriotes. Contre les Indiens toutes les armes furent généralement utilisées : le tir à la carabine, l'incendie des chaumières et, plus tard, d'une manière plus paternelle, le recours à la loi et à l'école. L'avocat se fit aussi le spécialiste de leur expropriation, le juge les condamna quand ils protestèrent, le prêtre les menaça du feu éternel. Et enfin l'« au-delà-vie » achève d'entraîner une race farouche dans les strophes d'altraïn et de jase par Alonso de Ercilla dans son Araucana.

Mes parents venaient de Parral, ma ville natale. C'est au centre du Chili, un endroit où pousse la vigne et où le vin abonde. Sans que j'en aie gardé le souvenir, sans savoir que mes yeux la regardèrent, ma mère, doña Rosa Bascolet, mourut. Je suis né le 12 juillet 1904 ; un mois plus tard, en août, elle cessait de vivre, épuisée par la tuberculose.

La vie était dure pour les petits agriculteurs du centre du pays. Mon grand-père, don José Ángel Reyes avait peu de terre et beaucoup d'enfants. Les noms de mes oncles, Amos, Oros, José, Abelardo, me paraissent des noms de princes de royaumes lointains. Mon père s'appelait simplement José del Carmen. Il avait quitté très jeune les terres paternelles et avait travaillé comme ouvrier aux digues du port de Talcahuano, finissant comme cheminot à Temuco.

Il était mécanicien sur un train de ballast.



(DESSIN DE TIM.)

Peu de gens savent ce que c'est qu'un train de ballast. Dans le Sud, dans la zone des grands ouragans, les eaux emportent les rails si on ne déversait pas des cailloux entre les traverses. Il faut sortir dans des hottes le ballast des carrières et faire basculer les pierres concassées sur des wagons plats. Il y a quarante ans, les équipes d'un train de cette espèce devaient être formidables. Les péons géants et musclés venaient des campagnes, des faubourgs, des prisons. Les salaires de l'entreprise étaient misérables et l'on ne demandait pas de certificats à ceux qui voulaient travailler sur ces trains. Mon père conduisait le train. Il s'était habitué à commander et à obéir, ne saisissant l'essentiel. Nous manions le plus des charbons les pierres à Boro, pour forer de la frontière. Théâtre des terribles combats qui avaient opposé les Espagnols et les Araucans.

La nature me donnait une sorte d'ivresse. J'étais attiré par les oiseaux, les scarabées, les ours de pédrin. C'était un miracle de les découvrir dans les ravins, blais, sombres et brillants, d'une couleur pareille à celle du canon d'un fusil. La perfection des insectes me ravissait. Je ramassais des « mères de serpent ». On désignait sous ce nom extravagant le plus grand des coléoptères, noir, gros et luisant, le titan des insectes du Chili. On frénait en l'apercevant sur les troncs des troncs et des pompiers sauvages, des coléoptères (1), mais je la savais si résistante que je pouvais sauter à pieds joints dessus sans qu'il se brisât. Sa grande dureté défensive le dispensait de tout venin.

Mes explorations remplitaient de curiosité les travailleurs, qui ne tardèrent pas à s'intéresser à mes découvertes. Dès que mon père rejoignait sa surveillance, ils filaient vers la forêt vierge, et avec plus d'habileté, d'intelligence et de force que moi dénichaient d'incroyables trésors qu'ils me rapportaient. L'un d'eux, un certain Monge, était selon mon père un dangereux joueur de couteau. Deux grandes lignes barblaient, son visage brun ; l'une était la charnière verticale d'une carabine, et l'autre son sourire blanc horizontal, plein de sympathie et de roublarderie. Monge m'apportait des copettes blanches, des araignées velues, des nichées de pigeons ramiers, et une fois même il découvrit pour moi le plus fascinant des coléoptères, celui qui hante le coléoptère et la herbe (2). Je ne sais pas si vous l'avez quelquefois vu. Moi je ne l'ai vu que cette fois-là. C'était un éclair éternel d'arc-en-ciel. Le rouge et le violet et le vert et le jaune étincelaient sur sa carapace. Comme un éclair il s'échappa de mes mains et retourna à sa forêt. Monge n'était plus là pour s'élever à sa poursuite. J'aurais pu le saisir sans perdre de cette apparition éblouissante. Je n'ai pas oublié non plus mon ami Monge. Mon père me raconta sa mort. Il était tombé du train et avait roulé dans un précipice. Le convoi s'était arrêté mais, me dit mon père, Monge n'était plus qu'un sac d'os.

Il est difficile de donner une idée de ce qu'était une maison comme la mienne, maison typiquement frontalière, il y a quelques semaines ans.

Et tout d'abord les maisons de nos familles

(1) Grand arbre du Chili, dont le bois ressemble à celui du chêne. (N. du T.)
(2) Grand arbre du Chili, pouvant atteindre vingt mètres de haut. (N. du T.)

communiquaient entre elles. Par le fond de leurs cours, les Reyes et les Ortega, les Candia et les Mason, échangeaient des outils ou des livres, des gâteaux d'anniversaire, des lotions pour les cheveux, des parapluies, et des tables et des chaises.

Ces maisons de pionniers assumaient toutes les activités d'un village.

Don Carlos Mason, un Nord-Américain dont les longs cheveux blancs faisaient songer à Emerson, était le patriarche de cette famille. Ses enfants étaient de vrais Chiliens. Don Carlos Mason avait son code et sa bible. Ce n'était pas un impérialiste, mais au contraire un fondateur original. Dans cette famille, sans que personne eût d'argent, possédait les imprimeries, les hôtels, les boutiques. Certains fils étaient directeurs de journaux et d'autres travaillaient comme ouvriers dans la même imprimerie. Tout passait avec le temps et chacun retrouvait sa pauvreté première. Seuls les Allemands savaient conserver irréductiblement leurs biens ; c'était leur trait caractéristique dans cette région de la frontière.

Nos maisons avaient donc un petit air de campement, quand ce n'était pas d'entreprises d'exploration. En rentrant on y voyait des barriques, des outils, des harnais et des objets indésirables.

Il restait toujours des pièces inachevées, des escaliers non terminés. On parlait durant toute la vie de continuer la construction. Les parents commençaient à penser à l'université pour leurs enfants.

C'était chez don Carlos Mason qu'avaient lieu les grandes réjouissances.

Pour célébrer la fête de quelqu'un, le repas était invariablement constitué de dinde au café, d'agneaux rôtis au feu de bois et de crème fouettée comme dessert. Il y a longtemps que je n'ai plus goûté à la crème fouettée. Le patriarche aux cheveux blancs s'assoyait à la place d'honneur, au bout d'une table interminable, avec ses femmes, doña Minnie, Candia. Derrière lui il y avait un immense drapeau chilien sur lequel on avait épinglé un minuscule drapeau nord-américain. Cette proportion était aussi celle du sang. Chez don Carlos, l'étoile solitaire du Chili prévalait.

Dans cette maison de Mason il y avait un salon où on ne nous laissait pas entrer nous, les enfants. Je n'ai jamais vu la véritable couleur des meubles, car ils demeuraient cachés sous des housses blanches, jusqu'au jour où un incendie les emporta. Il y avait là un album avec les photographies de la famille. Ces photos étaient plus fines et plus délicates que les terribles agrandissements en couleurs qu'on pouvait plus tard à la frontière.

Il y avait là-bas un portrait de ma mère. C'était une dame vêtue de noir, mince et pensive. On m'a dit qu'elle écrivait des vers, mais je ne les ai jamais vus, je ne connais d'elle que ce beau portrait.

Mon père s'était marié avec doña Trinidad

Candia Marverde, ma belle-mère. Il me semble incroyable d'être obligé d'appeler ainsi l'ange gardien de mon enfance. Elle était active et douce, avait le sens de l'humour paysan, et une bonté agissante et infatigable.

Dès que mon père arrivait, elle se transformait en ombre douce comme toutes les femmes de cette époque et de là-bas.

Dans le même salon, je vis danser des mammas et des quadrilles.

Il y avait aussi chez moi une malle pleine d'objets fascinants. Au fond de la malle se payaient un merveilleux perroquet découpé dans un calendrier. Un jour que ma mère fourgonnait dans ce coffre sacré, j'y plongeai tête en avant en voulant atteindre l'oiseau. Pourtant, quand je me mis à grandir, elle n'ouvrit plus la malle qu'en secret. Elle renfermait des éventails précieux et inouchables.

Je conserve un autre souvenir de cette malle : le premier roman d'amour qui me passionna. C'était des centaines de cartes postales envoyées par quelqu'un qui signait Enrique ou peut-être Alberto, et qui toutes étaient adressées à Maria Thielman. Ces cartes étaient merveilleuses. Elles reproduisaient les portraits des grandes actrices de l'époque, sortis de palottes, et sur lesquels on avait collé parfois une poignée de cheveux. Il y avait aussi des châteaux, des villes et des paysages lointains. Durant des années, je ne m'intéressai qu'aux images. Mais, devenu plus grand, je me mis à lire ces deux messages si parfaitement calligraphiés. Je me suis toujours imaginé que le gérant était un homme avec un chapeau melon, une canne et un brillant épinglé à sa cravate. Pourtant les lignes que le voyageur écrivait et envoyait de tous les points du globe enthousiasmaient par leur passion. C'étaient des phrases éblouissantes et pleines d'eudaises amoureuses. Je commençai à m'éprendre à tout tour de Maria Thielman, que je me représentais comme une actrice dédaigneuse sous son diadème de perles. Comment ces lettres étaient-elles arrivées jusqu'à la malle de ma mère ? Je n'ai jamais pu le savoir.

1910 fut à Temuco cette année mémorable où l'on me mit à l'école, un grand bâtiment aux salles éclairées et aux sonneries éblouissantes. Du haut du collège, on percevait les délicieux mâchons du Gault qui aura leurs rives peuplées de pompiers sauvages. Nous nous échappâmes des classes pour plonger les pieds dans l'eau froide qui coulait sur les pierres blanches.

Mais le collège était un terrain aux perspectives immenses pour mes dix ans. Tout avait une possibilité de mystère. Le laboratoire de physique, dont l'entrée m'était interdite, et qui était rempli d'instruments merveilleux, de cornues et de cristalliseurs. La bibliothèque, éternellement fermée. Je savais qu'il y avait pas les forts des fils de pionniers malgré tout, l'endroit le plus fascinant restait le souterrain. Le silence y régnait avec l'obscurité. En nous éclairant avec des bougies, nous jouions à la petite guerre. Les vainqueurs attachaient les prisonniers aux vieilles colonnes. J'ai encore présente dans la mémoire cette odeur d'humidité, d'« andrés secret », de tombe, qui émanait du souterrain du collège de Temuco.

Le dernier roman de Mendel Mann

* LA TOUR DE GENEGIS KHAN, de Mendel Mann. Traduit du yiddish par l'auteur et Française Verma-Calmann-Lévy, 186 p., 25 F.

APRÈS ses parties de Moscou (1), beau roman réaliste, largement autobiographique — première partie d'une trilogie inspirée de la dernière guerre mondiale, — l'écrivain israélien, Mendel Mann, dont nous avons annoncé la mort dans le Monde du 2 septembre, change de registre avec le Tour de Genegis Khan. Cette œuvre, en grande partie onirique, parle curieusement sur un lecteur préoccupé d'écologie.

Un village russe enveloppé de brouillard, perdu entre les forêts et les marécages, coupé du monde extérieur. Même les autorités soviétiques d'ont jamais réussi à trouver le chemin de ce coin isolé intact par le temps. Lors de la dernière guerre, un petit détachement de l'armée rouge — une vingtaine d'hommes — traqué par les Allemands parvient à pénétrer dans ce monde clos replié depuis des siècles sur lui-même. Le choc des deux civilisations donne des résultats amers : nous présumons de « civiliser » les

paysans arrêtés et d'écarter leurs préjugés, les soldats établissent graduellement une dictature sanglante, prennent aux paysans leurs malgrés provisions et leurs fils, et à l'aide d'une rhétorique grandiloquente — leur système des valeurs, brûlent leurs maisons... Mais les soldats finissent par s'embrigader entre eux.

Mendel Mann existe nullement le mode de vie ancien, cette sorte d'utopie étirée dans le passé. Il est loin de prêter le mythe du bon sauvage. Avant l'arrivée des soldats, les paysans menaient une existence assez morose, s'adonnaient à la boisson, réglèrent parfois de façon barbare, leurs conflits.

Et pourtant la soumission au rythme bénéfique de la nature, le folsomnemen des mythes choréens qui imprégnent cette vie frustes et ancienne — on se croirait en plein Bachelard, — tout cela apparaît comme paradis, comparé à la mission civilisatrice — entreprise par les soldats.

A partir de là, on se met à voir clair dans l'allégorie : le village

perdu représente le Russie, le régime des soldats — le pouvoir totalitaire qui s'y est établi. Ce déshiffrement est confirmé par les paranoïques principaux du roman : le caporal Djigitov à la peau grise, ex-écritariste d'origine caucasienne qui par ses intrigues et par sa force hypnotique parvient à imposer sa loi inhumaine aux soldats et aux paysans, qui commence par faire tuer ses propres partisans — n'est-ce pas Silline ? Son porte-parole, le juif Bourguin — éternel, désespéré, habileur, — figure quelque Radek, etc. La langue du roman, riche, imagée, sensuelle, « passe » admirablement à travers la traduction très soignée de l'auteur et de Française Verma-Calmann-Lévy. Mendel Mann apparaît comme un « digne » continuiste — peut-être même comme un novateur, jusqu'à comme un épigone — de cette littérature yiddish qui, à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, a acquis ses lettres de noblesse.

PIOTR RAWICZ
(1) Calmann-Lévy

ARTS ET SPECTACLES

Journal de l'ISO

Musique



LES films nouveaux « Remède de fortune »

OU la vraie fidélité

On attendait un petit spectacle, une sorte de fabliau en musique qui aurait fait de Machaut l'un des précurseurs de l'opéra comique. Bien au contraire, il s'agit d'un « dié ». Une fois réalisé, tendre et équilibré, narratif des amours malheureuses du poète pour une dame inaccessible et indécise ; à tout d'arguments et peut-être la patience, l'auteur s'occupe d'assez son cœur en page et en vers à jamais.

Il importe peu de connaître le chant d'anthologie contée dans ce texte, dont les possibilités d'interprétation allégorique font penser au « Roman de la rose » ; au milieu du quatorzième siècle (le « Remède de fortune » date de 1366), un homme de la culture le G. de Machaut pouvait pratiquer ce genre littéraire, dont le naturel peut nous étonner aujourd'hui, sans verser complètement dans l'éclectisme. Sans doute, le « Voir dit », plus célèbre et de quelques années postérieur, touche-t-il plus directement au poète : la liaison du musicien avec la jeune Terrence d'Armenières en a fourni l'argument, mais il ne faudrait pas croire pour autant que « le Remède de fortune » soit une œuvre moins présente.

Lai, complainte, chanson, rhyme, verset, haïku, et oncle et se succèdent sans solution de continuité : séquences polyphoniques et variations instrumentales alternent avec de simples monodies vocales nées par les instruments et ses poèmes recités avec ou sans accompagnement. D'un morceau à l'autre, un climat se crée, quel on ne résiste pas et tout on ne sort qu'à regret, songeant aux autres, aux alliances et timbres sont encore bloqués dans le creux de l'oreille ou restent sur le bord des lèvres.

La réalisation proposée par Guy Robert et Jean Belliard, indifférent, au Musée des monuments français, est remarquable tant par la sonorité et l'authenticité et d'exactitude que par la recherche d'un style d'interprétation à la fois délié ou à souvent le sentiment d'une improvisation et rigueur dans la volonté de ne jamais s'écarter du texte, support principal de l'expression.

L'un des poèmes, d'ailleurs entièrement consacré à la description d'un orchestre idéal, important « tout ensemble » de harpe, luth, guitare, luth torche, micheven, flageolets, abrette et vingt autres instruments dont les noms sont déjà la musique, a servi de base au travail de reconstitution ; mais, dans le détail, c'est la signification directe ou allégorique de chaque pièce et son rôle (l'une d'elle utilise curieusement la technique vocale rebelle du hoquet) qui ont réajusté au chef d'une formation instrumentale spécifique, ou pas de simples considérations esthétiques visant, comme est encore trop souvent le cas, à l'interprétation des œuvres anciennes, à l'usage ou au plaisir.

Moins soucieux de séduire que de retrouver l'esprit d'un ouvrage où sensibilité et symbolisme se mêlent indissociablement, l'ensemble Guillaume Machaut — quatre musiciens — un chanteur (Jean Belliard), un excellent — n'a pas de mal à dépasser le seuil de l'attente. Le succès fait par le public à cette soirée qui s'ouvrait par des pièces de l'œuvre florentine prouve en tout cas que la fidélité vraie n'est pas un raffinement superficiel.

GÉRARD CONDÉ.

* Le Remède de fortune sera donné les dimanches 7 et 14 septembre, à 18 h. 30, au Musée des monuments français.

Cinéma

« Souvenirs d'en France », d'André Téchiné

C'est l'histoire de Berthe, la blancheuse. En 1908, elle vit dans une petite ville du sud-ouest de la France. Elle est la maîtresse d'Hector, l'un des trois fils du vieux Pedret, descendant d'Espagnole émigrés à la fin du dix-neuvième siècle et qui de forgeron est devenu, à la force du poignet, patron d'une usine représentant très bien la petite entreprise familiale de ce temps-là. Berthe parvient à épouser Hector et à gagner l'amitié et l'estime de Pedret, auquel elle succède après sa mort.

C'est l'histoire d'une fille du peuple qui entre dans une famille bourgeoise, elle-même d'origine professionnelle et qui, de 1908 à nos jours, épouse aussi le cours de l'histoire de la France, pour garder la place qu'elle s'est faite au soleil et au regard d'entreprise qui est devenue la sienne. De patriarcal qu'il était avec Pedret, le parvolet devient patriarcal avec Berthe. La Résistance, le gaullisme, mai 1968 et le reconversion économique de l'usine, en difficulté, grâce aux capitaux américains, sont les étapes de l'ascension et du déclin — mais non de la défaite — de cette femme énergique.

Le scénario d'André Téchiné et de Martyn Goidin propose aux spectateurs un terrain connu. Souvenirs d'en France se réfère au roman de famille bourgeois cher à la tradition française, du haut en bas de l'échelle des valeurs littéraires, des *Thibault* aux *Gens de Megador* en passant par les *Boussardot*, pour ne citer que ce que tout le monde connaît grâce à la télévision. Tradition qui se nourrit des structures du roman sociologique à la Balzac et du roman naturaliste à la Zola. C'est à ce terme de structures qu'il faut maintenant nous arrêter.

Car le film d'André Téchiné est un essai extrêmement passionnant sur les structures du roman de famille. C'est-à-dire sur une façon de raconter une saga à partir de situations qui sont des stéréotypes et de personnages qui sont des archétypes. Le récit filmique de Téchiné ne conserve donc que ces stéréotypes et ces archétypes sans que ce soit le moins du monde déconstruit ou « intellectuel ». Au contraire, c'est d'un accès direct et d'une parfaite lisibilité. Utilisant très souvent, le plan fixe, Téchiné inscrit ses personnages dans un espace réduit (mais non théâtral) ; il les met « en situations d'images » et avec des gestes-typés, des dialogues concis et non psychologiques. Il leur fait raconter quarante ans d'histoire familiale et sociale en une heure et demie. Et nous en savons autant

qu'on plus, sur les personnages, sur leur milieu, sur leurs rapports avec le contexte historique qu'evoque six, sept, huit ou neuf heures de feuilleton télévisé. Les acteurs ne sont pas primés et, pourtant, on les sent vieillir. La reconstitution historique n'est pas naturaliste ou « rétro » malgré les costumes et, pourtant, elle est exacte parce qu'elle est — avec un charme fou comme dans le scénario de la sortie, en 1968, d'un cinéma, de province où l'on donne le *Roman de Marguerite Gauthier* avec Garbo — à l'idée romanesque.

Le Front populaire, c'est un drame tricolore qui flotta devant la fenêtre ouverte de la villa, le chant de l'Internationale qui arrive dans le salon et une réflexion d'une des femmes de la famille. La Résistance, c'est une conversation dans une boutique, la nuit et la « chrono » d'une expédition contre la Gestapo ; la grève de 1968, c'est une réunion de la cour de l'usine et un store de bois qui se baisse à la fenêtre du bureau de la patronne. Nous sommes, toujours, « dans le coup ».

Le conflit intérieur de la famille — il en faut toujours un dans ces romans — s'exprime par les deux rôles de Berthe (Jeanne Moreau) et de Régina (Marie-France Pisier). Berthe est entrée de force dans la famille. Régina y a été acceptée d'ambles elle était de la même origine sociale. Berthe s'intègre et conquiert la première place. Régina, qui s'ennuie, qui est déçue par son mariage avec Prosper le dandy (Claude Mann) et par la vie provinciale, trompe son mari, le quitte pour aller aux Etats-Unis, après le guerre, avec un Américain et, femme d'affaires à son tour, revient en 1975 pour acheter son divorce en « sauvant » l'usine avec des dollars. Hector (Michel Aumont) a quitté Berthe pour rejoindre la table du couple ouvrier de l'histoire (indispensable car la lutte des classes est aussi présente). Prosper, mari délaissé, a rejoint Régina.

Berthe, c'est Germaine (de Zola), qui aurait réussi à s'élever. Régina, c'est une Emme Bovary du vingtième siècle qui s'est fait, l'Amérique et un destin d'héroïne (moderne) de cinéma sans, pour cela, être héroïne. Les deux personnages sont complémentaires et inséparables. Le travail de Jeanne Moreau et de Marie-France Pisier dirigé par Téchiné est absolument remarquable. Jeanne Moreau et Marie-France Pisier sont à la fois, elles-mêmes, les actrices que l'on connaît, avec toute leur mythologie cinéma-

matographique ; et les personnages de Berthe et de Régina qu'elles « représentent » au lieu de les interpréter psychologiquement. Les actrices se dissocient des personnages pour prendre de la distance envers les archétypes, puis elles les recomposent. Ces « cassures » sont celles d'une durée romanesque (et comprimée) et aussi celles de l'histoire qui se fait autour des archétypes.

Et c'est ainsi que Jeanne Moreau et Marie-France Pisier sont profondément romanesques. On n'a jamais envie de les perdre de vue. Elles procurent un plaisir intense et divers. Si Téchiné est visiblement inspiré par ces deux comédiennes, qui ont chacune une sorte de personnalité (plus étrange chez Marie-France Pisier), ses méthodes est tout aussi efficace avec tous les comédiens.

L'expression du romanesque cinématographique change radicalement avec Téchiné. Elle n'est plus la reproduction plus ou moins fidèle d'un univers emprunté à la littérature, mais une parfaite adéquation à notre civilisation audio-visuelle, à notre sensibilité à l'image. Après *Pauline s'en va*, qui était comme la brouille de ce film achevé, on découvre maintenant que Téchiné est la jeune cinéaste qui peut transformer les perspectives du cinéma français.

JACQUES SICHER.

* Saint-Germain - Euclyette, Gaumont-Rive gauche, Elysées-Lincoln, Saint-Lazare-Pasquier, 14 Juillet, Cambremer.

Variétés

MOULOUJJI A L'OLYMPIA

Mouloudji a baguenné son enfance dans un Paris qui se voulait encore Parnasse, dans un Saint-Germain-des-Près sans boutiques-modes ni studios à louer éphémères. Il a grandi entouré d'une famille nombreuse et chaleureuse où les frères Prévert, Joseph Kessel, André Breton, Robert Desnos, Boris Vian et d'autres se mêlaient à des innocents tout aussi vivants dans son cœur. Mouloudji n'est fidèle à sa famille, à sa jeunesse, au pull-over noir, à la philosophie fustigée de désespoir, à l'honneur pudique des années 50, ces années où on commençait à se respirer, où on refusait l'ordre et la violence parce qu'on venait de la nuit trop concrètement. Après tout, à cette époque, être vivant, c'était une question de chance. Et on fredonnait : « Pourquoi courir... Tu n'es qu'un mailleur de la chaîne, tu n'es qu'un mailleur de la vie, un moment de joie de vivre et puis on s'enferme et puis c'est fini... »

Mouloudji présente un film où des gamins qui jouent comme si Adrien les doublait s'amuse et s'aime. Il chante les chansons de ses vingt ans, qui racontent des amours brisées, des chansons de plus tard, qui se souviennent avec un peu de désespoir, un peu d'ironie et beaucoup de tendresse. A vingt ans, l'amour fait peur, à cinquante ans, on a pris la mesure de ses limites, mais on se rend compte, on refuse l'ennui. Mouloudji nous fait les années s'effacer : « Tout pis si tu sais que tu es tout de même changé, il faut vivre... »

« Beauté des années 40 », Mouloudji se moque superbement du temps et des modes qui passent. Il parle de Fidel, d'Édith Piaf, « Mère la Mère », et laisse revivre un instant la voix bouillonnante dans le *Foula*. Il chante le *Tour Montparnasse, Rue de Lappe*, *Tout fait le camp, Si tu n'es venu pas*, *Cosmos en s'été ensoleillé*. Vingt-cinq ans de chansons, vingt-cinq ans de métier. Il n'y a pas un moment facile dans le récit-spectacle de cet homme qui sait être à la fois sentimental et intelligent.

COLETTE GODARD.

* Olympia, 21 heures.

ERRATUM — Dans les premières éditions du « Mondoir » du 4 septembre, l'illustration de l'article de Jacques Michel sur le musée Untermythen de Colmar a été attribuée à Fernand Léger ; elle était de Picasso.

(Publicité)

CHERCHONS BILLETS

excellentes places réservées pour concert N.Y. Philharmonic Orchestra le 18 septembre 1975 dans la cathédrale de Chartres. Echange possible avec concert du N.Y. Philharmonic Orchestra du 18 septembre 1975. Salle Pleyel.

Téléphoner d'urgence à : Mme Jager 823-38-80.

ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-GERMAIN HUCHETTE ST-LAZARE PASQUIER - GAUMONT R.G. - Les 14 JUILLET

JEANNE MOREAU • MICHEL AUCLAIR
MARIE-FRANCE PISIER • ORANE DEMAZIS

UN FILM D'ANDRÉ TECHINÉ

Souvenirs d'en France

CLAUDE MANN
JULIEN GUIOMAR

CONCORDE • LA ROYALE • IMPÉRIAL PATRÉ • CLICHY PATRÉ
GAUMONT SUD • GAUMONT GAMBETTA • CAMBRONNE
MONT-PARNASSE PATRÉ • TERMINAL FDCH

WALT DISNEY

LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD

et de ses amis junior

Pour Célébrer le 40^e Anniversaire de Donald

MULTICINE PATHE Champigny • TRICYCLE Amélie • VELIZY 2
AVIATIC La Bourget • PARLY 2 • BELLE-ÉPINE • PATHE Thiais

20, rue du Temple
Tel. 278.47.86

Le Alarais

Hotel de Ville

SALLE I

ALLONSANFAN

de Paolo et Vittorio Taviani avec Mariella Mazzoni
Laura Betti - Lila Massari - Mireya Fariña

SALLE II	SALLE III
LE MECANO DE LA GENERAL de Buster Keaton (USA) J 4/9	COLLEGE de Buster Keaton J 4/9
IMAGES A PROPOS DU PROCÈS DE GILLES DE RAIS de Martin Lanoue (France) V 5/9	LA VIE EST MERVEILLEUSE de D.W. Griffith V 5/9
LES HAUTES SOLITUDES de Carl T. Dreyer S 6/9	VANPPYR de Carl T. Dreyer S 6/9
TRAMP TRAMP TRAMP de Harry Langdon D 7/9	LES TROIS ÂGES de Buster Keaton D 7/9
AGRESSIONS de Lucien Fournier (Suisse) L 8/9	STRONG MAN de Harry Langdon L 8/9
PROLOGUE de Roberto Serré (Canada) M 9/9	LA CROISIÈRE DU NAVIGATOR de Buster Keaton M 9/9
HUGO ET JOSEPHINE de Kjell Qvale (Suisse) M 10/9	AMERICA de D.W. Griffith M 10/9

ÉLYSÉES CINEMA - REX 2 - CAMEO - MIRAMAR - U.C.C. ODÉON - LES IMAGES (toute salle)
Pâtisserie - CYRANO Versailles - ARTEL Part-Nord - MARLY Eugène - ARTEL Villennes St-Georges
MOÏSES Montreuil - C21 St-Germain - PARAMOUNT ELYSÉE II La Collé St-Germain
DAME BLANCHE Garges-Lès-Lesnoy - BOURVIL Darcy Fontaine

LES FILMS présentés

MICHELE MORGAN • SERGE REGGIANI

interprètes

CLAUDE LELOUCH

le Chat et la Souris

PHILIPPE LEOTARD - VALÉRIE LAGRANGE
JEAN-PIERRE AUMONT • FRANCIS LAI

BIARRITZ - RASPAIL - STUDIO JEAN COCTEAU

THE GROOVE TUBE

La jubilation totale... (LAURENCE)
... quelque chose assez proche du génie. (LE POINT)
Un comique est né (LE FIGARO)

INTERDIT AUX MOINS DE 15 ANS

Régie Saint-Louis-des-Invalides
JEUDI 25 et VENDREDI 26 SEPTEMBRE - 21 heures

AO PROFIT DE LA FONDATION
POUR LA RECHERCHE MÉDICALE FRANÇAISE

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

CHIEFS de RADIO-FRANCE, DIR. L.-P. MONOT

LEONARD BERNSTEIN

soliste Stuart Burrows

REQUIEM DE BERLIOZ

Loc. ouv. : Radio-France, Durand, sur place soir concert

(Kiesgen)
Deux uniques concerts en France

NEW YORK PHILHARMONIC

Direction

Pierre BOULEZ

PARIS - SALLE PLEYEL - Jeudi 18 septembre à 21 heures
FESTIVAL D'AUTUMNE ET FESTIVAL FESTIVAL DE PARIS

BARTOK (Mandarin merveilleux) - CARTER (Cio pour orchestre)
STRAVINSKY (Petrouchka, version originale)

Location : Pleyel et agences

CHARTRES - CATHÉDRALE (Mandarin) - Vendredi 19 septembre à 21 heures
au profit du CENTRE INTERNATIONAL DU VITRAIL

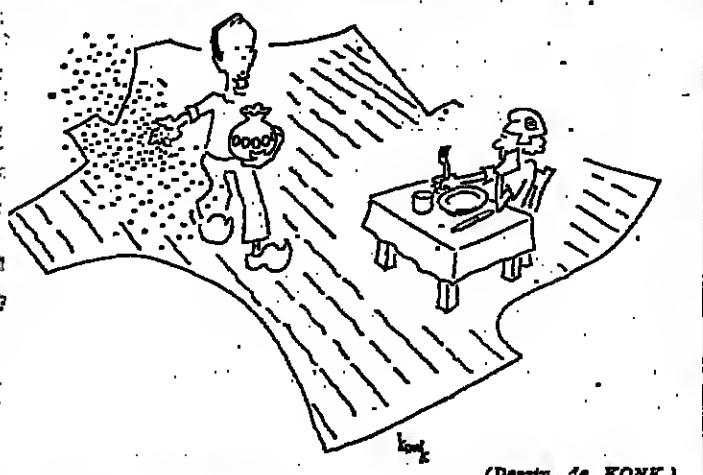
MOZART (Adagio et Fugue ut min.) - MAHLER (9^e Symphonie)

Loc. : Chartres, Synd. Int. - Paris : Durand - Sans spéciaux

LE PLAN DE SOUTIEN

20 milliards de crédits publics

Suite de la première page.)
Parties de recettes acceptées par l'Etat en faveur des entreprises privées : 5 à 6 milliards de francs.
... 20 milliards de francs de dépenses supplémentaires cités à haut, l'Etat a décidé d'ajouter à 6 milliards de francs pour allouer la trésorerie des entreprises. Mais ce second paquet a consenti sous forme de prêt de paiement d'impôts. Déjà, en effet, a été prise — cela s'inscrit dans une modification dernière heure — de différer le paiement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. On voit que l'aide de l'Etat consentie au secteur privé s'élève à 20 milliards de francs : 3 mil-



des bons de caisse seraient légèrement abaissés, ceux des comptes sur livrets (caisses d'épargne et banques) n'étant pas modifiés.
● En matière de crédit à la consommation, le Conseil national du crédit devait, jeudi, en fin d'après-midi, porter de vingt et un mois à vingt-quatre mois la durée maximum des prêts, cette durée pouvant même être fixée à trente mois pour les véhicules automobiles, et éventuellement, les postes de télévision en couleur. Le versement minimum serait ramené uniformément à 20 %, au lieu de 40 % pour les automobiles et 30 % pour les deux-roues et l'ameublement. Parallèlement, les établissements spécialisés procéderaient à une nouvelle baisse (plus d'un point) de leur taux

de base, fixé à 19,80 % depuis le 1^{er} juillet 1975, date à laquelle il avait été réduit de 1,5 %.
● L'encadrement quantitatif du crédit, dont la progression annuelle est actuellement fixée à 12 %, sera assoupli spécialement — et uniquement — en leur faveur, le « potentiel de crédit », fixé à neuf fois leurs fonds propres, se trouvant également majoré.
D'autres mesures pourront intervenir, à la diligence des banques, en faveur des acquéreurs de résidences principales, et peut-être secondaires.
ALAIN VERNHOLE.

de base, fixé à 19,80 % depuis le 1^{er} juillet 1975, date à laquelle il avait été réduit de 1,5 %.
● L'encadrement quantitatif du crédit, dont la progression annuelle est actuellement fixée à 12 %, sera assoupli spécialement — et uniquement — en leur faveur, le « potentiel de crédit », fixé à neuf fois leurs fonds propres, se trouvant également majoré.
D'autres mesures pourront intervenir, à la diligence des banques, en faveur des acquéreurs de résidences principales, et peut-être secondaires.
ALAIN VERNHOLE.

EMPLOI

Après l'annonce des licenciements et du chômage partiel

M. Jean-Claude Boussac cherche à rassurer les syndicats sur l'avenir du groupe

L'annonce de neuf cent quatre-vingt-quatre licenciements dans les usines normandes du groupe Boussac et de la mise en chômage technique pendant un mois de six mille salariés des usines vosgiennes continue à susciter l'inquiétude dans ces deux régions. Tandis qu'à Bolbec (Seine-Maritime) les syndicats préparent une manifestation pour samedi dans les Vosges où M. Jean-Claude Boussac vient de se rendre, l'espoir d'une reprise encore possible atténue l'inquiétude causée par l'annonce des mesures de chômage partiel.

Les Vosges dans l'attente

Nancy. — Le sort de Boussac dépend des décisions prises en Normandie et dans l'est où sera réalisé un ralentissement de la production. Nous y voyons plus clair qu'il y a trois mois, et nous sommes toujours en attente de notre entreprise. M. Jean-Claude Boussac a tenté, mercredi 3 septembre, de rassurer les délégués des comités d'entreprises des Filatures et tissages de Nomeny et de la société industrielle de Senones, qu'il a rencontrés à la maison de retraite de Dinocourt près d'Épinal. Il a été cependant refusé à garantir l'emploi — la reprise des activités du groupe est, selon lui, liée au redressement général. Les délégués syndicaux se sont montrés peu satisfaits de la rencontre de Dinocourt. Ils craignent notamment une fermeture prochaine des établissements Liederich à Rupt-sur-Moselle (Vosges), qui comptent quatre cents salariés, bien que M. Boussac ait affirmé qu'une autre solution était à l'étude.

Conservation à Bolbec

Bolbec. — L'annonce des neuf cent quatre-vingt-quatre licenciements dans les usines normandes du groupe a semé la consternation dans cette petite ville qui avait connu, au siècle dernier, un développement rapide fondé sur l'industrie du textile. Cette époque de prospérité, qui léguait un paysage riche de monuments, s'est effacée, est à présent révolue. Les 6 000 ouvriers qui comptaient les filatures au début du siècle ne sont plus que 1 200 aujourd'hui. Les 800 salariés de Bolbec, dont 121 dans un atelier de confection qui dépend également de Boussac, 215 à Lillebonne et 46 à Caudebec-en-Caux, deux localités voisines. Ces 894 salariés sont aujourd'hui menacés de perdre leur emploi. Avec eux, c'est la dernière grande usine textile qui s'éteint de disparaitre dans la région.
Mardi 2 août, à la relève de 13 heures, les ouvriers et les ouvrières de Desgenettes se sont rassemblés dans la cour de l'usine à l'appel de la C.G.T., seul syndicat de l'entreprise. Une bandelette proclamait : « Non aux licenciements ». La veille, les délégués syndicaux avaient rencontré M. Jean-Claude Boussac à Paris. Ils doivent le revoir lundi prochain. Une personnalité serait désignée pour faciliter pendant six mois la requalification du personnel, sous l'autorité du préfet de région. Un communiqué de la DATAR annonçait mardi soir que toutes les décisions seront prises pour faciliter le réajustement des salariés. Mais, pour les ouvriers de Bolbec, la lutte doit être menée avant tout contre les licenciements.
M. Philippe Courseaux, secrétaire de la section C.G.T. de l'entreprise, se contentait d'un promesse de réajustement. A Bolbec, il y a eu et il y a encore des chômeurs. On en compte quarante mille pour l'ensemble de la Seine-Maritime. Dans de telles conditions, le réajustement est dit impossible.
A l'usine voisine de produits chimiques, une pancarte, apposée ces derniers jours, résume la situation : « Pas d'embauche ».

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

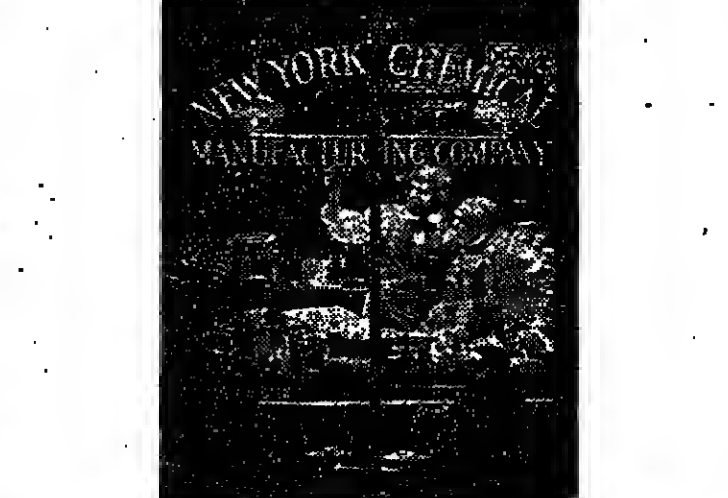
LA SESSION DU F.M.I. ET DE LA BANQUE MONDIALE

Le Fonds fiduciaire consentira des prêts aux pays les plus déshérités

De notre envoyé spécial
Washington. — La session de l'assemblée générale du Fonds fiduciaire et de la Banque mondiale, qui doit se terminer officiellement vendredi matin 5 septembre, a pratiquement achevé ses travaux. La journée de jeudi comme celle de mercredi devaient être marquées par une réunion du comité de développement de vingt membres désignés par les gouvernements des pays en voie de développement.
Les grandes lignes du Fonds fiduciaire (Trust Fund), qui sera institué l'année prochaine auprès du F.M.I., ont été arrêtées. Ce nouveau fonds consentira des prêts aux pays les plus déshérités qui éprouvent des difficultés de balance de paiements. Alors que la durée des crédits accordés par le Fonds monétaire était de trois à cinq ans, les prêts alloués par le Fonds fiduciaire seront beaucoup plus longs, de l'ordre d'une dizaine d'années. Le taux d'intérêt de ces prêts sera modulé selon le revenu par tête du pays considéré. Pour les plus pauvres, il sera de 1 %.
Quant aux ressources qui seront mises à la disposition de ce fonds, elles seront de l'ordre de 2 à 3 milliards de dollars pour commencer. Une partie sera fournie, semble-t-il, par des contributions budgétaires des pays riches membres du F.M.I., parmi lesquels se trouveront les pays de l'OCPEP. Une autre partie sera financée par la vente du sixième du stock d'or actuellement détenu par le Fonds monétaire, soit 25 millions d'onces, qui devrait rapporter une plus-value de l'ordre de 2 milliards de dollars.

Quand vous saurez comment nous sommes devenus une grande banque internationale, notre nom ne vous étonnera plus.

Aujourd'hui, Chemical Bank est une des premières banques mondiales. Nous traitons avec plus de 80% des compagnies dont le chiffre d'affaires dépasse 2 milliards de dollars. Notre réseau mondial de services est si étendu que, quel que soit le champ d'activité de votre entreprise, nous sommes en mesure de vous apporter le soutien bancaire dont vous avez besoin. Mais, il y a 150 ans, nous n'étions même pas une banque. Nous étions la New York Chemical Manufacturing Company, située dans une zone rurale de Manhattan, appelée Greenwich Village.



Le passé de Chemical Bank.

Bien avant que nous ne soyons connus comme banque, nous étions déjà une entreprise d'hommes d'affaires. Un fabricant local de peinture, un pharmacien, et le propriétaire d'un grand magasin d'alimentation new-yorkais en furent les fondateurs. En 1824, nous introduisîmes une requête pour obtenir une licence bancaire. Un peu plus tard, le privilège nous fut accordé. Depuis lors, bien des choses ont changé. D'une part, nous ne fabriquons plus de produits chimiques. D'autre part, nous ne demandons plus à nos caissiers d'habiter au-dessus de la salle des coffres pour "garder au mieux les fonds de la banque".

Le présent de Chemical Bank.

En 1917, nous occupions le 129ème rang dans la hiérarchie bancaire des Etats-Unis. Aujourd'hui, nous occupons la sixième place, et nous ne cessons de nous développer. En l'espace d'un an, nous avons ouvert de nouveaux bureaux à Dubai, Rome, Taïpeh, Téhéran et Toronto. A tout moment, nous approvisionnons les hommes d'affaires en énergie financière pour faire face à la demande toujours changeante du monde des affaires. Dans tous les domaines. Depuis le financement de produits et de projets dans les marchés en plein développement du Moyen- et de l'Extrême-Orient, jusqu'aux programmes spécialement conçus, comprenant le leasing ainsi que le financement commercial et industriel et le factoring.

L'avenir de Chemical Bank

De nouveaux marchés se développent, et nous y jouerons un rôle encore plus important comme banque internationale. En renforçant notre position dans les principaux marchés du monde, en offrant un éventail toujours plus vaste de services financiers. En Europe et dans le monde entier.

Chemical Bank dans le monde

Succursale à Paris: 85, avenue Marceau-75116 Paris - Tél.: 720-74-30.
Siège central: New York.
Les Bermudes, Beyrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Caracas, Chicago, Djakarta, Dubai, Francfort, Hong Kong, Îles Anglo-Normandes, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Monrovia, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, Rome, San Francisco, Sao Paulo, Singapour, Sydney, Taïpeh, Téhéran, Tokyo, Toronto, Vienne et Zurich.

CHEMICAL BANK
International business: When needs are financial, the reaction is Chemical.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POINT DE VUE

L'idéologie dominante et le débat sur les propositions du parti communiste

DANS son commentaire « les angéliques silences du programme du 8 août », répondant à notre article sur les objectifs de lutte du P.C.F. pour faire face à la crise, M. Mathieu déclare poser « trois questions essentielles », auxquelles il donne sa réponse d'ailleurs. Puisqu'il parle de notre silence et qu'il émet un « débat », nous essayons de répondre succinctement à ses questions, en espérant qu'il réponde aux nôtres et en souhaitant que le débat dépasse désormais le dialogue.

M. Mathieu formule ainsi sa première question : « Est-il inutile, comme la pensée apparemment M. Marchais, de prévoir le financement des objectifs de lutte ? » et l'accompagne de diverses appréciations et d'un chiffrage de certaines de nos propositions, visant à montrer que son opinion, selon laquelle le financement n'est « pas assuré », « ne souffre guère de contestation ».

Il reprend ainsi exactement l'attaque des élections législatives de 1973 contre le programme commun (alors que, curieusement, sa deuxième question-réponse, s'appuyant sur la loi que nous n'avons pas accompagnée nos propositions d'un chiffrage, consiste à dire que les objectifs du P.C.F. ne sont pas compatibles avec le programme commun). Cette attaque de 1973, partant d'une estimation des dépenses déclarées : les porteurs du programme commun ne peuvent chiffrer des recettes équivalentes aux dépenses prévues. A l'époque, nous avions produit nos chiffres, tout en nous efforçant de ne pas nous enliser dans une bataille de chiffres et de nos raisonnements limités aux structures du système. M. Giscard d'Estaing, entre autres, avait alors prétendu que nous étions « incapables d'avancer des chiffres cohérents », et que le programme commun allait « briser » le royaume français de croissance, lequel, selon lui, pouvait assurer une croissance de 6 % par an jusqu'en 1980 (le Monde du 22 février 1973).

En 1975, alors qu'on peria de croissance zéro, voire négative, pour la France (tandis que, déjà, la production industrielle a ralenti de quelque 12 % en un an), l'opération est plus difficile. On ne peut plus si facilement prétendre que le programme commun va causer la machine économique, la croissance et l'emploi, tout en déclenchant l'inflation. C'est ce que nous faisons.

Le financement dans les objectifs du 8 août

Pourtant M. Mathieu reprend la même critique au compte des objectifs du 8 août. Certes, en raison des démentis des faits, la chef de la rubrique économique du Monde ne peut soutenir la position qui était celle de son journal en 1973, dénonçant l'illusion du rôle moteur de la consommation dans le programme commun. Il reconnaît : « Toutes ces mesures (du 8 août) assureraient à n'en pas douter une vigoureuse reprise de l'activité économique et un redressement spectaculaire de l'emploi ». Cependant, il maintient la question de 1973 : comment financer ?

Il ne conteste pas l'effet de relance des dépenses de consommation populaire et collective arrachées en 1968. Mais il lui oppose l'inflation consécutive. « Cette inflation, dit-il, grâce au crédit à grande échelle consenti par le système bancaire, a permis aux entreprises privées de réaliser des profits maximum. Ou est-ce à dire, sinon reconnaître que cette question de l'inflation est liée à celle du contrôle du crédit ainsi qu'à des profits des grandes entreprises capitalistes ».

Or les mesures du 8 août comprennent la nationalisation immédiate du système bancaire et de crédit, dont M. Mathieu ne tient pas compte en traitant des moyens de financement. Elles comprennent des mesures concernant les profits des grands groupes, dont il parle dans son deuxième article mais pour les minimiser singulièrement. En effet, les objectifs de lutte du 8 août accordent une grande importance au financement. Il suffit de rappeler qu'ils sont regroupés en quatre ensembles : 1) mesures de relance de la consommation populaire et collective ; 2) mesures directes au niveau de l'emploi ; mais aussi : 3) mesures contre l'inflation, notamment sur la fiscalité des profits et le contrôle des prix des grandes entreprises, et 4) mesures de nationalisation immédiate du crédit et de quelques entreprises géantes, et dispositions sur les possibilités d'intervention des travailleurs.

En ce qui concerne plus précisément ses « évaluations », Gilbert Mathieu gonfle les dépenses nouvelles. Ainsi, il prend sur lui de fixer à 12 et à 15 % (et 65 à 80 milliards) l'augmentation générale des salaires

par PAUL BOCCARA (*)

qui résulterait de nos propositions concernant le relèvement du SMIC. En outre, il considère que cette augmentation (comme celle du SMIC) constitue une dépense entièrement nouvelle résultant de nos propositions, comme s'il ne devait pas du tout y avoir d'augmentation nominale des salaires sans nos propositions pendant un an. D'une façon générale, il considère les ressources d'un type nouveau que nous invoquons comme si elles devaient financer non pas les dépenses additionnelles, représentées par nos objectifs, mais l'augmentation annuelle des postes concrets. Or, la simple relance de la croissance permettra une certaine croissance des recettes et des dépenses de l'économie, sans création de ressources d'un type nouveau. Il est vrai que cette erreur de méthode peut sembler raffinée par rapport à sa façon de dire que nous jugeons « inutile de prévoir le financement », tandis qu'il discute l'insuffisance des moyens de financement proposés.

Ensuite, M. Mathieu additionne les dépenses budgétaires et les augmentations de salaires comme s'il s'agissait du même ensemble de dépenses publiques. Et, d'ailleurs, il contrarie est « ensemble » uniquement avec nos mesures fiscales. Il ne prend, notamment, en compte l'impact des nationalisations que nous proposons, que du point de vue des indemnités à verser aux actionnaires et pas du tout du point de vue d'un partage différent entre investissements, profits et salaires.

C'est ainsi qu'il conclut à un « énorme décalage » entre les dépenses, estimées à plus de 100 milliards, et les recettes.

Mais côté « recettes », il minimise de façon excessive les possibilités. Ainsi, il évalue à seulement 15 ou 20 milliards la suppression des divers « édoux » fiscaux légitimes consentis aux trusts. La somme de « l'illégal » représente déjà une telle somme. Et surtout, il souligne les limites des profits (à propos de leur taxation nouvelle) en évoquant la multiplication récente des faillites. Il confond ainsi les P.M.E. et les grands groupes ! Rien que pour 1974, les seuls plus-values sur stocks, acquises grâce aux hausses de prix, ont représenté environ 50 milliards (rapport sur les comptes de la nation).

Cependant, et c'est le principal, M. Mathieu continue à considérer l'augmentation de la consommation populaire et sociale uniquement comme un coût.

Consommation, débouchés et productivité

Il déclare : « Il n'est pas utile de souligner combien une relance sélective de la consommation... cela a été répété depuis plus d'un an dans ces colonnes, sans écho malheureux — jusqu'à ces derniers jours — du côté du pouvoir. Une telle absence d'écho, comme l'attitude du Monde sur cette question il y a plus d'un an, méritent, au contraire, commentaire. Il s'agit d'une question capitale de la politique du régime et de l'idéologie dominante, à partir de laquelle il convient d'apprécier un véritable « changement de cap » ».

Ainsi, Paul Fabra écrivait dans son article « Le coût de programme commun de la gauche — Une rapide progression des dépenses », du Monde du 24 janvier 1973 : « Ce n'est pas la consommation qui est le moteur de l'expansion mais l'effet d'investissement, lui-même conditionné par la « capacité d'épargne globale de l'économie » ».

Le début de revirement actuel est de taille, de mains en paroles. Meitz lui faut aller jusqu'au bout : si l'admet que la croissance de la consommation permet la relance des débouchés de la production et de l'emploi, il ne s'agit pas seulement de dépenses additionnelles. Ces dépenses permettent aussi la création de ressources nouvelles, à partir des capacités inemployées en force de travail ou en équipement.

Mais il y a plus important. Ce qu'il dit M. Fabra en 1973 caractérise véritablement ce qui domine dans notre structure économique. C'est l'investissement, jusqu'à présent, sous le terme surtout de l'accumulation de capital liée aux profits des grands groupes, qui est le moteur de notre croissance, contrairement à toutes les fausses représentations sur la société dite de consommation. La crise de structure, que les graves difficultés conjoncturelles actuelles expriment, est caractérisée fondamentalement par l'apparition de limites de ce type de croissance fondée sur l'accumulation monopolistique : limite de croissance de la productivité, d'une part, et de croissance des débouchés, d'autre part dans la mesure où ces croissances

sont recherchées, principalement au moyen des investissements capitalistes de toute sorte visant le profit maximum des grandes firmes privées.

Au contraire, l'augmentation des dépenses pour toute les conditions de vie et de travail, pour la formation, pour le recherche, est source d'une productivité d'un type nouveau (au rôle mineur et silencieux dans le système). Cette productivité nouvelle, rendue possible et nécessaire par les bouleversements technologiques en cours, comme par les limites du gaspillage monopolistique de la nature et des hommes, est fondée sur le développement des capacités de tous les individus. Elle s'accompagne d'économie en investissements par rapport au produit qu'ils permettent. Pour commencer à s'engager dans ce type de trajectoire, il faut rompre avec le dominant de la société par les profits et l'accumulation des groupes monopolistiques.

C'est ce débat sur la relation entre les importantes études récentes de l'I.N.S.E.E. (sur l'évaluation grave du rapport du capital investi au produit à partir des années 60) et un type de croissance nouveau sont les hautes, que nous avons proposé à M. Mathieu. Mais il ne s'y engage pas encore dans son deuxième article. « Si intéressantes que soient ces études, dit-il sans les caractériser, cela ne dispense pas de préciser les « moyens » de réalisation des objectifs et de dire clairement quelle « autre croissance » vous proposez. [C'est sa deuxième question.] »

Alors que c'est précisément cette autre croissance que ses études, entre autres, évaluent objectivement et que nous venons de définir encore une fois, dans son principe même, c'est cette croissance vers laquelle s'orientent nos programmes — changer de cap — le programme commun et déjà les objectifs du 8 août. Contrairement aux critiques de « productivité », adressées au programme commun, celui-ci — tenant compte d'ailleurs des premières études de l'I.N.S.E.E. sur l'évolution du rapport capital-produit — prévoit expressément une « nouvelle logique de la croissance ». Cette croissance est fondée sur les économies d'investissement et sur le développement des dépenses pour les hommes, dans le cadre des nouvelles possibilités ouvertes par la révolution technique et scientifique.

Quant à l'ajout que M. Boccard nous reproche des salaires et des dépenses budgétaires préconisées par M. Marchais, c'est celle qu'effectue en permanence toute comptabilité nationale et qu'effectue tout logiquement, faite le parti communiste il y a deux ans quand il chiffrait les dépenses du programme commun in « l'humanité » du 2 janvier 1973.

M. Boccard réplique que les « objectifs de lutte » du 8 août sont « contraires aux revendications du programme commun ». C'est pas le point en discussion. La question est de savoir pourquoi M. Marchais estime en août 1973 d'avoir pas à chiffrer ses revendications, alors que deux ans plus tôt il se faisait une gloire de chiffrer le programme commun. Il n'était pourtant pas pas à sa revendication, selon son rapport à l'investissement pour tracer l'esquisse d'une « autre croissance ». Quelles consommations, quels investissements collectifs, quelles industries, quelle répartition des revenus, quelle aide au tiers-monde, quel arbitrage travail-culture caractériseraient cette croissance nouvelle ? Seul la réponse à ces questions essentielles permettrait de connaître le mode nouveau de développement préconisé par le P.C.F. — G. M.]

Les objectifs du 8 août et le programme commun

Pourtant M. Mathieu répond négativement à la troisième question : les objectifs du 8 août sont-ils compatibles avec le programme commun ? Fondés sur le développement des dépenses pour les hommes, la contrainte du financement de l'accumulation par le nationalisation du crédit, et des « mesures limitant le gain des profits monopolistiques, ces objectifs du 8 août, en répondant aux intérêts des travailleurs et de la nation, vont en direction de la logique du programme commun. Et la réalisation de ces objectifs ne pourrait être durable que si, après eux, on allait jusqu'à l'application du programme commun, avec l'ensemble des nationalisations qu'il prévoit et le contrôle démocratique de la politique économique qu'il organise.

M. Mathieu ne contredit pas ce qu'il appelle le « programme commun » avec les tentatives réalistes de revenir en arrière par rapport au programme commun ? C'est ce qui semble résulter de ces articles.

Ainsi, il loue la méthode des socialistes, prévoyant notamment de faire appel à un grand emprunt public. Cependant, le nationalisation des crédits, prévue dans les objectifs du 8 août comme dans le programme commun, permettrait un contrôle démocratique des possibilités de financement national, ce qui est très différent de l'endettement du gouvernement vis-à-vis des grands capitalistes. Ainsi, il ne voit dans l'extension des nationalisations qu'une dépense supplémentaire. Ou encore, il propose une relance « sélective » de la consommation.

Il a aussi déclaré que le retard de quelques semaines des mesures annoncées par M. Giscard d'Estaing aggraverait sensiblement le chômage. Nous pensons, quant à nous, que les mesures du pouvoir, prises tôt ou tard, seront inopérantes, pour l'essentiel, par rapport au problème du chômage. Certes, une reprise de la croissance de la production n'est pas exclue pour 1975 dans le système. Mais, se faisant dans le cadre des structures dominantes, elle maintiendrait un chômage important et serait précaire, débouchant assez rapidement sur une inflation et une surproduction plus importantes.

C'est des luttes des travailleurs que viendra l'issue. Ou'il s'agisse des luttes immédiates contre les effets de la crise, lesquelles s'emparent déjà dans les entreprises des objectifs du 8 août, ou qu'il s'agisse de combats sortis véritablement de la crise, par les transformations de structures démocratiques du programme commun.

Le nouvel article de M. Boccard n'apporte guère de réponse à nos questions. Si l'économiste communaliste cote les certaines de nos évaluations, il ne dit pas par quoi les remplacer, se contentant pour l'essentiel de faire confiance à une « nouvelle logique de la croissance » pour couvrir les dépenses considérables du programme présenté le 8 août par M. Marchais. En particulier, il fait comme si les plus-values potentielles des entreprises sur leurs stocks pourraient être mobilisées rapidement, alors que nous avons précédemment souligné la difficulté que présenterait, pour nombre de ces firmes, le paiement d'un impôt sur les bénéfices, alors que la caisse n'est leur trésorerie ni pas pas ; penser qu'elles pourraient payer un tel impôt quand les plus-values sur stocks n'ont été réalisées (en 1974 ou plus tard ?) s'explique pas comment dégrader ses sommes à l'autonomie pour couvrir des paiements immédiats.

Quant à l'ajout que M. Boccard nous reproche des salaires et des dépenses budgétaires préconisées par M. Marchais, c'est celle qu'effectue en permanence toute comptabilité nationale et qu'effectue tout logiquement, faite le parti communiste il y a deux ans quand il chiffrait les dépenses du programme commun in « l'humanité » du 2 janvier 1973.

M. Boccard réplique que les « objectifs de lutte » du 8 août sont « contraires aux revendications du programme commun ». C'est pas le point en discussion. La question est de savoir pourquoi M. Marchais estime en août 1973 d'avoir pas à chiffrer ses revendications, alors que deux ans plus tôt il se faisait une gloire de chiffrer le programme commun. Il n'était pourtant pas pas à sa revendication, selon son rapport à l'investissement pour tracer l'esquisse d'une « autre croissance ». Quelles consommations, quels investissements collectifs, quelles industries, quelle répartition des revenus, quelle aide au tiers-monde, quel arbitrage travail-culture caractériseraient cette croissance nouvelle ? Seul la réponse à ces questions essentielles permettrait de connaître le mode nouveau de développement préconisé par le P.C.F. — G. M.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEFIMEG

Les recettes de la société au cours la période correspondante de 1974 du premier semestre 1975 se sont soit une augmentation de plus de 60 % à 35,75 millions de francs. Cette évolution devrait se poursuivre au cours du deuxième semestre.

(Publicité)

Cessation de la caution de garantie financière

La BANQUE DE LA CONSTRUCTION ET DES TRAVAUX PUBLICS, Société anonyme au capital de 71 636 400 F, dont le siège social est à Paris-8^e, 2, place Rio-de-Janeiro, informe les intéressés qu'il a demandé la S.A.R.L. LOUYER PROMOTION, Société à responsabilité limitée au capital de 20 000 F, dont le siège social est à Paris-16^e, 5, rue Beethoven, de bénéficier plus du la garantie qui lui était accordée dans le cadre de son activité de « Gestion Immobilière » depuis le vingt juin mille neuf cent soixante-quatorze.

En conséquence, la garantie financière de CENT MILLE FRANCS (100 000 F) cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs suivant la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Toutes les créances visées à l'article 39 dudit décret et qui ont pour origine un versement ou une remise fait antérieurement à la date de cessation de la garantie restent couvertes par le garant si elles sont produites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication.

Le présent avis rend obligatoire par les articles précités ne saurait mettre en cause de quelque manière que ce soit la solvabilité et l'honorabilité de M. GOURRET, Gérant de la S.A.R.L. LOUYER PROMOTION.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale de l'Electricité et du Gaz

SONELGAZ

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres ouvert est lancé pour la fourniture de :

50 (CINQUANTE) cobines mobiles de distribution réparties en :

- 10 KV aérien ;
- 10 KV souterrain ;
- 30 KV aérien ;
- 30 KV souterrain.

Les entreprises intéressées pourront se faire envoyer le dossier des spécifications techniques en s'adressant à :

SONELGAZ

Département Approvisionnement

2, boulevard Salah-Bouakour - ALGER.

Les offres devront parvenir avant le 30 septembre 75 sous double pli coché.

L'enveloppe extérieure portera la mention :

« NE PAS OUVRIR »

A.O. n° B/10.164 GA:A

Fourniture de cobines mobiles.

Le meilleur avocat de La Défense :

la tour Fiat

A chaque tour son point de vue... Etant donné ces privilèges, celui de La Tour Fiat sur La Défense ne peut être que favorable.

• Au cœur de la vie des affaires... Sur le parvis de La Défense, près du CNIT, au cœur de tout La Tour Fiat est la mieux desservie. Sur elle convergent le RER, la gare SNCF, la gare d'autobus et les accès de voitures.

• A 4 vraies minutes du plein Paris... Marche d'approche comprise. Pas de footing interminable sur la dalle. La Tour Fiat est la seule aux portes du RER. Accès direct à la station par le 1^{er} sous-sol.

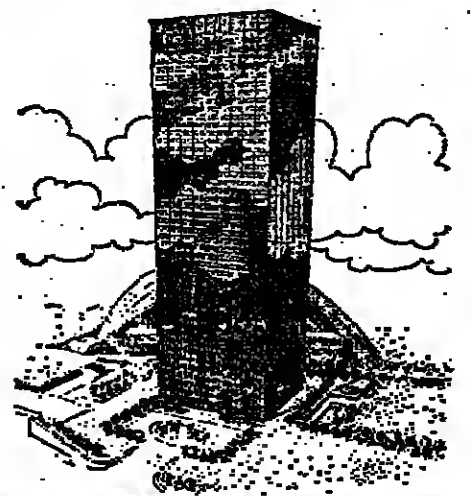
• A 3 pas de toutes les boutiques... A moins de 300 m : la gare SNCF qui dessert tout le grand Nord-Ouest de Paris entre St-Lazare et St-Germain, Argenteuil, Maisons-Laffitte, etc. La gare multi-transports (autobus et cars).

• A la pointe des prestations techniques, administratives et sociales... 43 étages de bureaux, 23 ascenseurs ultra-rapides, éclairage, insonorisation et climatisation optimum, 10 000 postes téléphoniques privés. Chacun d'eux relié directement à l'extérieur sans passer par le standard. Outre le restaurant panoramique, tout au sommet, un restaurant libré-service (5000 repas), 2 salles de gymnastique, sauna, solarium... Ainsi qu'une galerie marchande à la base. La Tour Fiat est la seule aussi complètement équipée.

Il n'est pas nécessaire d'être un grand spécialiste pour en avoir l'adresse : La Tour Fiat vous lève ses bureaux à partir de 300 m².

La Tour Fiat.

La meilleure raison de louer vos bureaux à La Défense.



TRANSACTIONS
37 rue de Rome - 75008 Paris
522 12 00

Sept 4 de 1.50

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

3 SEPTEMBRE
Marché plus résistant. Calme sur l'or.

Encore orienté à la baisse à ouverture, sur la lancée de la baisse de la veille, le marché des valeurs a montré nettement plus de résistance par la suite, les seconds cours s'établissant en progression. L'indice Chânet, en recul de 0,66 %, a toutefois présenti un gain de 0,17 % en clôture.

Le compartiment des banques a été particulièrement bien orienté sur l'espoir - qui ne sera déçu - d'une très prochaine baisse des taux d'intérêt, certaines valeurs ont enregistré, en cours de séance, des gains négatifs, comme Carrefour, L.P. Alcatel, Michelin, S.N. Grands Travaux de Mer, etc.

Les opérateurs restent divisés sur l'ampleur des retombées de la hausse des taux, les modalités ne sont pas encore définitivement arrêtées. Ils attendent, en particulier, d'être fixés sur le fait qui sera affecté aux entreprises.

Fait significatif, le volume des affaires est resté assez réduit. Aux valeurs étrangères, l'attention est attirée, en particulier, sur les valeurs américaines, en particulier celles de Wall Street et de New York.

Sur le marché de l'or, les cours sont restés calmes, les offres de vente ont été limitées, les demandes de vente ont été réduites. Les transactions sur le métal sont restées assez faibles, pas de 12,2 millions de francs, soit 1,2 million de francs, après le premier choc psychologique provoqué par la hausse des taux.

LONDRES

Reprise des mines d'or. Dans un marché hésitant, ce jeudi, les mines d'or ont progressé de façon notable, encouragées par la hausse de l'ingot.

Les valeurs industrielles ont été affectées de façon négative par la hausse de l'ingot. Les valeurs de mines d'or ont progressé de façon notable, encouragées par la hausse de l'ingot.

En début de séance, la crise financière de la ville de New-York a continué à peser sur le marché, puis la baisse des taux d'intérêt a court-circuité la réaction négative. Le marché a été orienté à la hausse, portant de peu sur celui des valeurs.

L'un des compartiments les plus favorisés a été celui des mines d'or, qui ont progressé de façon notable, encouragées par la hausse de l'ingot.

Permet également des produits chimiques, des produits pharmaceutiques, des produits alimentaires, des produits de consommation, des produits de luxe, etc.

Les valeurs de mines d'or ont progressé de façon notable, encouragées par la hausse de l'ingot. Les valeurs de mines d'or ont progressé de façon notable, encouragées par la hausse de l'ingot.

NEW YORK

Reprise en fin de séance. Après une ouverture en repli, le marché de New-York s'est ensuite stabilisé avant de se redresser en fin de séance. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a progressé de 0,25 %, passant de 2.822,25 à 2.832,25.

L'activité est restée réduite avec 12,25 millions de titres vendus contre 11,48 millions d'achats.

En début de séance, la crise financière de la ville de New-York a continué à peser sur le marché, puis la baisse des taux d'intérêt a court-circuité la réaction négative. Le marché a été orienté à la hausse, portant de peu sur celui des valeurs.

L'un des compartiments les plus favorisés a été celui des mines d'or, qui ont progressé de façon notable, encouragées par la hausse de l'ingot.

Permet également des produits chimiques, des produits pharmaceutiques, des produits alimentaires, des produits de consommation, des produits de luxe, etc.

Les valeurs de mines d'or ont progressé de façon notable, encouragées par la hausse de l'ingot. Les valeurs de mines d'or ont progressé de façon notable, encouragées par la hausse de l'ingot.

VALEURS

Table of stock market values with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Dernier cours', and 'Précéd.' for various companies and indices.

BOURSE DE PARIS - 3 SEPTEMBRE - COMPTANT

Table of Paris stock market data for 3 September, including indices like C.A.S. 3%, C.A.S. 5%, and various company shares.

VALEURS

Table of stock market values for various international and domestic companies.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data for various commodities and currencies.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data for various commodities and currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices for various types of gold.

Les valeurs sont cotées à la Bourse de Paris, sauf indication contraire.

Les valeurs sont cotées à la Bourse de Paris, sauf indication contraire.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. PROCHE-ORIENT
- 3. ASIE
- 3. AMÉRIQUES
- 4-5. EUROPE
- 5. POLITIQUE
- 6. LA SITUATION EN CORSE
- 7. SCIENCES
- 8. RELIGION
- 8. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 9. SPORTS
- 9. MÉDECINE
- 10. JUSTICE
- 10. PRESSE

LE MONDE DES LIVRES
Pages 11 à 14

LE PÉTILLON, de B. Falvo - Depech : « Ville triste », de Patrick Modiano.

LA RENTRÉE CHEZ LES ÉDITEURS : Politique, essais, sciences humaines.

LA MAISON ROMANESQUE : Régis Debray face aux québécois - Olivier Todd devant le Vietnam : L'année 1832 en images d'épinal.

LETTRÉS ET ROMANESQUES : Les « Mémoires » de Pablo Neruda.

16-17. ARTS ET SPECTACLES
20-22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (15)
Annonces classées (18 à 20) ; Aujourd'hui (10) ; Carrel (15) ; « Journal officiel » (10) ; Loterie nationale (10) ; Médiologie (10) ; Mots croisés (10) ; Finances (23).

Le numéro de « Monde » daté 4 septembre 1975 a été tiré à 537 418 exemplaires.

Pour changer de voiture louez une chez Europcar Réservez au 645.21.25.

COUVERTS ARGENTÉS
garantie 25 ans
Fabricant - Vente directe
FRANOR 70, rue Anatole France - 92100 Nanterre
Tél. : 700-67-94

COURS AZ
Méthode Audio-visuelle
100, rue Saint-Hippolyte, Paris (11^e)
Tél. : 509-94-44/93-83
Métro Paris-Royal

LANGUES
de 15 à 150 h.
Anglais - Italien
Allemand - Espagnol
Français

De 8 h. à 20 h., toute l'année, sauf samedi

assurez-vous
sans vous déranger des intérêts
au taux actuariel annuel brut de
9,25 à 11,50%

en ouvrant un compte bancaire à échéance de 6 à 12 ans - à partir de 5000 F -

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rhodanais Piém.
26, bd d'Italie MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Documentation 504 H sans engagement de votre part.

LES DÉBATS DE L'O.N.U. SUR LE DÉVELOPPEMENT

L'U.R.S.S. rejette la division entre pays riches et pays pauvres

DECLARE M. MALIK

Contrastant avec l'atmosphère détonante qui a marqué l'ouverture des débats de l'ONU sur le développement, l'agence yougoslave Tvojig, dans un commentaire publié mercredi 3 septembre, attaque vivement les propositions déposées lundi par les Etats-Unis et les déclare « inacceptables ». L'agence estime que le programme américain est

« une façade », qu'il est « contraire aux promesses de Washington », et qu'il n'est « que de la rhétorique ». « Washington n'est de toute évidence prêt à aucune concession et se contente d'effrayer les pays les plus affamés pour conserver un système qui permet l'exploitation des pauvres par les riches », déclare Tvojig.

De notre envoyé spécial
atteindre cet objectif, a-t-il dit, qu'il se proclame « pays en voie de développement », pour tenter d'endormir la vigilance des pays en voie de développement, pour entrer dans leurs rangs et utiliser ces pays comme moyens d'obtenir l'égalité. Le délégué yougoslave a aussi demandé la convocation d'une conférence mondiale du désarmement.

Au Laos
LES ANCIENS DIRIGEANTS DE DROITE SONT CONDAMNÉS A DE LOURDES PEINES

Vientiane (A.F.P.) — La Cour criminelle, réunie en session extraordinaire, a prononcé jeudi 4 septembre six condamnations à mort par contumace ainsi que cinq condamnations à la réclusion à vie et vingt peines de vingt ans de prison à l'encontre de trente et un « réactionnaires traités à la manière ». Le prince Boum Oum na Champassak, un des piliers de la fédération dans le Sud, ainsi que les anciens généraux Phou Sananikone, Komprathak Abhay Vinayapao, Tonglith Chokkheuboun et Udon Sananikone ont été condamnés à mort.

Cinq condamnations à la réclusion à perpétuité ont été prononcées contre les anciens ministres Nengone Sananikone (finances) et Sisouk na Champassak (défense), ainsi que contre l'ancien vice-président de l'Assemblée nationale, M. Sopsayana, et les anciens généraux Pathamavong et Phou Singvongse. Les autres sont des anciens ministres et secrétaires d'Etat et d'anciens généraux des forces armées royales, ont été condamnés à vingt ans de prison.

RADICAUX ET COMMUNISTES DEMANDENT QUE L'ALLOCATION DE RENTRÉE SOIT PORTÉE A 200 F

M. Bernard Bourdier, président de la commission de l'éducation du parti radical, a demandé, dans un communiqué, que l'allocation de rentrée scolaire soit portée à 200 F pour les familles ayant un revenu inférieur à 1800 F par mois. Cette allocation, qui est en cours de versement pour la rentrée 1975, s'élève actuellement à 125,40 F (c'est-à-dire 20 % du montant de base qui sert à calculer les allocations familiales). Pour M. Bourdier, ces 125,40 F devraient être versés aux familles ayant un revenu inférieur à 3 000 F et non pas 2 350 F comme c'est le cas actuellement. Une allocation devrait aussi être accordée, selon lui, aux familles pour les enfants inscrits en maternelle.

GERARD PERSICO
décorateur
ancien élève école Boule
PRÉSENTE

les armoires-lits escamotables
GRIFTON
style - contemporain
27, avenue Rapp
PARIS 7^e - T. 705.29.19

La hausse du pétrole de l'OPEP serait appliquée dès le 1^{er} octobre

Les pays exportateurs de pétrole ne souhaitent pas mettre en danger la reprise économique qui s'amorce actuellement dans certains pays industrialisés, a déclaré le sous-secrétaire M. Jamshid Amouzgar, ministre iranien du pétrole, dans une interview au « Wall Street Journal », mais ils ne peuvent pas non plus assister les bras croisés à l'écroulement de leurs revenus pétroliers.

La hausse, que le ministre iranien n'a pas chiffrée, sera appliquée dès le 1^{er} octobre et sera le début de l'année pétrolière, comme certains l'avaient dit. M. Amouzgar explique qu'il n'y a pas lieu de reculer la hausse, car le dialogue entre producteurs et consommateurs de pétrole est en cours. Le dialogue, qui s'est poursuivi pendant plusieurs semaines, ne s'est pas renoué.

C'est la première fois, à notre connaissance, que la reprise du dialogue est présentée de cette façon par le ministre iranien. Nombre de pays industrialisés, au premier rang desquels se trouvent les Etats-Unis, espèrent, en annonçant la reprise

du dialogue, fournir un argument aux pays « médiateurs » de l'OPEP pour s'opposer au relèvement des prix. Les déclarations de ministre iranien montrent que le fait que le dialogue n'ait pas été renoué pourrait fournir un argument inverse aux pays « Ours » de l'OPEP.

Dix pour cent ?
M. Amouzgar a d'autre part confirmé que l'OPEP avait bien l'intention d'étudier les droits de tirage spéciaux (D.T.S.) comme unité de compte et que l'Iran souhaitait profiter de la hausse générale de prix du pétrole pour diminuer les primes de qualité de ses pétroles, qui sont actuellement trop fortes (« le Monde » du 29 août). Si, par exemple, le prix du baril augmentait en général de 1 dollar, l'Iran s'augmenterait ses tarifs de 90 cents.

Interviewé par le même journal, M. Kazini, ministre iranien du pétrole, a déclaré, de son côté, que la hausse pouvait être de 10 %, soit 1 dollar environ au baril absolu. Cependant tous les détails ne sont pas jetés. Il reste encore dix-neuf jours d'ici l'ouverture à Vienne de la conférence de l'OPEP. Les diplomates français profitent de la réunion spéciale des Nations unies à New-York pour prendre les derniers contacts. — Ph. A.

En Rhodésie
LES PARTISANS DE LA LUTTE ARMÉE QUITTENT L'A.N.C.

Salisbury (A.F.P.) — Le Conseil national africain (A.N.C.), mouvement récemment des conversations sur l'avenir de la Rhodésie avec M. Smith à Victoria Falls, a déclaré le mercredi 3 septembre, à la suite de la création d'une faction rivale, qui aura son siège à Lusaka, capitale de la Zambie.

Dirigé par M. Sibhlo, cette faction, qui a pris le nom de Conseil de libération du Zimbabwe (nom que les nationalistes donnent à la Rhodésie), par référence à un ancien royaume africain), estime qu'après l'échec des discussions avec le premier ministre rhodésien la seule solution est le recours à la lutte armée.

« Le fait que les partisans de l'insurrection s'installent à Lusaka où ils se sont exprimés à la radio, est surprenant dans la mesure où M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, qui avait parvenu à une entente avec le premier ministre sud-africain, la conférence de Victoria Falls, s'était montré favorable au dialogue et avait exprimé son optimisme à long terme. »

A Marignane
UN JEUNE ALGÉRIEN EST TUÉ PAR UN COUP DE FEU TIRÉ D'UNE VOITURE

Un jeune Algérien, âgé de quinze ans — dont l'identité n'a pas été révélée, — a été tué d'un coup de feu, ce jeudi 4 septembre, vers 1 h. 10, à Marignane (Bouches-du-Rhône). L'adolescent a été mortellement blessé par une balle tirée d'une voiture dans laquelle se trouvaient plusieurs jeunes gens. Le meurtre a été commis sur la route de Marignane à l'hôtel de ville, en plein centre de l'agglomération. Les policiers ont tenté de faire arrêter les auteurs mais ils ont disparu.

L'incident de l'Hyouchine
LA POLICE BRITANNIQUE CONCLUT AU SUICIDE D'UN MEMBRE DE L'EQUIPAGE DE L'APPAREIL SOVIÉTIQUE

Londres (Reuter) — L'Hyouchine-62 de l'Aéroflot venant de New-York qui s'était posé mercredi à l'aéroport de Londres-Heathrow dans des circonstances mystérieuses d'une balle dans la tête a regagné dans la soirée Moscou sa destination initiale le jeudi 4 septembre.

Après avoir interrogé pendant plusieurs heures les deux cents passagers de l'appareil soviétique, Scotland Yard a pu déterminer que la victime était un des membres de l'équipage qui s'était suicidé. Son corps, enfermé dans un cercueil, a été placé dans la soute à bagages de l'avion peu avant le décollage.

Bien que du côté de l'équipage et des passagers soviétiques, les enquêtes britanniques se soient heurtées à un mur de silence, l'interrogatoire des passagers d'autres nationalités leur a permis de déterminer que ce n'y a aucune preuve d'un acte criminel et que la victime s'est elle-même infligé sa blessure.

Dès l'atterrissage de l'Hyouchine à Heathrow, la police britannique avait encerclé l'appareil tandis que des inspecteurs montaient à bord. Avant l'atterrissage, l'équipage avait, par radio, demandé le soin de mener l'enquête. A cette fin, il fallait déterminer si le coup de feu avait été tiré dans l'espace aérien britannique. De sources proches de la police britannique, on déclare qu'il a pu finalement être établi que le coup avait été tiré alors que l'appareil se trouvait légèrement à l'ouest des côtes britanniques, au-dessus des eaux internationales et donc hors de la zone juridictionnelle de la Grande-Bretagne.

Les difficultés de l'emploi

CHOMAGE PARTIEL POUR CINQ MILLE SALARIÉS DE POILAIN

L'annonce de licenciements ou de réductions d'horaires continue à se multiplier, suscitant le plus souvent des réactions assez vives des syndicats : manifestations, grèves, occupations en particulier de petites et moyennes entreprises. Ainsi à l'imprimerie Clarey de Tours le personnel a décidé la grève avec occupation pour s'opposer à 22 suppressions d'emplois ; à l'usine Parvex (moteurs électriques) de Dijon, la C.G.T. a manifesté contre les menaces de licenciement de 247 personnes ; à Voliron (textile) les salariés d'une fonderie occupent leur usine pour protester contre la suppression de 43 emplois ; à Paris, le textile Bourgeois de Labastide-Roubaux (Tarn), le directeur a été séquestré par des employés qui s'opposent au licenciement de 30 d'entre eux. Des suppressions d'emploi sont aussi annoncées dans deux entreprises métallurgiques à Vannes et à la cartonnerie Gévalot d'Issy-les-Moulineaux (Seine-de-St-Denis). En revanche, chez Poilain, premier constructeur mondial de peles hydrauliques, la direction n'envisageait aucun licenciement mais les 6 000 salariés des usines de l'Oise verraient leur horaire hebdomadaire réduit à 35 heures entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre, 171 salariés seraient mis en précarité et les jeunes libérés du service militaire ne seraient pas repris. Les modalités d'application de ces mesures doivent être discutées au comité central d'entreprise le 8 septembre.

Enfin, l'ensemble des syndicats de la chaussure de Fouquieries (Lille-et-Vilaine), prépare une manifestation unitaire pour le 10 septembre afin « de sauvegarder l'emploi face aux graves menaces de licenciements qui pèsent sur la profession ».

NOUVELLES BRÈVES

- Mme Simone Veil, ministre fait officiellement connaître au gouvernement espagnol « la vice-présidente de la condamnation à la mort de José Antonio Garmendia et d'Angel Olagui ». Le gouvernement espagnol a répondu qu'il n'y a aucune raison de croire que l'homme qu'il a pu finalement être établi que le coup avait été tiré alors que l'appareil se trouvait légèrement à l'ouest des côtes britanniques, au-dessus des eaux internationales et donc hors de la zone juridictionnelle de la Grande-Bretagne.
- Le gouvernement belge a fait officiellement connaître au gouvernement espagnol « la vice-présidente de la condamnation à la mort de José Antonio Garmendia et d'Angel Olagui ». Le gouvernement espagnol a répondu qu'il n'y a aucune raison de croire que l'homme qu'il a pu finalement être établi que le coup avait été tiré alors que l'appareil se trouvait légèrement à l'ouest des côtes britanniques, au-dessus des eaux internationales et donc hors de la zone juridictionnelle de la Grande-Bretagne.
- Plusieurs centaines de personnes ont manifesté le mercredi 3 septembre dans le centre de Lisbonne contre la condamnation à mort des deux militants basques.
- Un incident a marqué, mardi 3 septembre, à l'hôtel de ville de Lyon, la cérémonie commémorant le traité et même anniversaire de la libération de la ville. M. Poulet, membre du Comité de liaison des organisations d'anciens combattants et de résistants, déclara notamment : « La suppression officielle des commémorations du 3 mai est une véritable insulte à la mémoire ». Le préfet de région, M. Pierre Douel, après s'être étonné de cette proposition, devait répondre : « Ce qui compte dans le respect d'un passé dramatique, c'est moins la célébration publique que le sentiment qui habite le fond du cœur de chacun d'entre nous. » Une trentaine de personnes ont alors quitté brusquement la cérémonie.
- Un policier blessé au cours d'une opération de contrôle à Dijon. — Arrêté par une patrouille de police, le 1^{er} septembre à Dijon, alors qu'il venait de franchir un cimetière au feu rouge, M. Jean-Claude Jacob, trente ans, s'en est pris violemment aux gardiens de la paix, fracturant le nez de l'un d'eux d'un coup de poing, avant de prendre la fuite. Arrêté le lendemain sur les lieux de son travail, M. Jacob a été écroué sous l'inculpation de coups et blessures à agent de la force publique et rébellion.
- ERRATUM — Dans le « Bulletin de l'étranger », une coquille nous a fait parler, dans certaines éditions du Monde du 4 septembre d'un « gouvernement » de M. N'Djamena. Il fallait lire : bien entendu, « gouvernement de N'Djamena », capitale du Tchad.

(Publié)

Institut privé
Pierre-Simon DE LAPLACE
INTERNET - EXTERNAT
de la 4^e aux Terminales A, C, D et MATHÉMATIQUES SUP. M.
PETITS EFFECTIFS
HORAIRES RENFORCÉS
157, rue de Fontenay, Vincennes
Tél. 339-43-25
92520 HAUTEURVILLE
Tél. (85) 40-70-57

